

[](https://elien.iledefrance.fr/upload/docs/image/jpeg/2019-09/logo_ridf_2019.jpg)

Direction des stratégies européennes

Résumé

Ce guide de gestion en matière d’indicateurs et de collecte des données a pour objectif de développer l’ensemble des pratiques permettant d’assurer une qualité du suivi des réalisations des opérations et du renseignement des indicateurs. Pour ce faire, il développe à chacune des grandes étapes administratives du projet (instruction, suivi de la mise en œuvre, visite sur place, contrôle de service fait), les bons réflexes à avoir et l’ensemble des éléments permettant aux gestionnaires des dossiers d’accompagner les porteurs de projets dans ce travail. Cet exercice est d’une grande importance car il permet de valoriser les réalisations des opérations, et plus largement, l’impact du FEDER et du FSE+ sur le territoire francilien.

Guide à l’attention des gestionnaires et des porteurs de projets sur les bonnes pratiques en matière d’indicateurs et de collecte des donnÉes

Région Île-de-France

Table des matières

[1) Avant-propos 1](#_Toc117861540)

[1.1) Le cadre de performance, qu’ès aco ? 1](#_Toc117861541)

[1.2) Comment appréhender ce guide 1](#_Toc117861542)

[1.3) Petite remise en contexte règlementaire 2](#_Toc117861543)

[2) L’instruction des indicateurs durant la vie de l’opération 5](#_Toc117861544)

[2.1) Lors de la demande de subventionnement (FEDER et FSE+) 5](#_Toc117861545)

[2.1.1) Côté porteur 5](#_Toc117861546)

[2.1.2) Côté gestionnaire 6](#_Toc117861547)

[2.2) Pendant le déroulement de l’action 9](#_Toc117861548)

[2.2.1) Côté porteur 9](#_Toc117861549)

[2.2.1.1) FEDER (objectifs spécifiques 1.1 et 1.3) 9](#_Toc117861550)

[2.2.1.2) FSE+ 10](#_Toc117861551)

[2.2.2) Côté gestionnaire 13](#_Toc117861552)

[2.3) Lors de la demande de paiement 14](#_Toc117861553)

[2.3.1) Côté porteur 14](#_Toc117861554)

[2.3.1.1) FEDER 14](#_Toc117861555)

[2.3.1.2) FSE+ 15](#_Toc117861556)

[2.3.2) Côté gestionnaire 17](#_Toc117861557)

[2.3.2.1) FEDER 17](#_Toc117861558)

[2.3.2.2) FSE+ 17](#_Toc117861559)

[2.4) Schémas récapitulatif 18](#_Toc117861560)

[2.4.1) FEDER 18](#_Toc117861561)

[2.4.2) FSE+ 19](#_Toc117861563)

[3) Les indicateurs du FEDER 20](#_Toc117861564)

[3.1) Priorité 1 – Soutenir la recherche, l'innovation, la transformation numérique et la compétitivité des PME en Île-de-France 21](#_Toc117861565)

[3.1.1) OS 1.1 - Développer et améliorer les capacités de recherche et d’innovation ainsi que l’utilisation des technologies de pointe 21](#_Toc117861566)

[3.1.1.1) A01 – Le soutien aux grands projets de recherche, de développement et d’innovation (RDI) des filières prioritaires de la S3 21](#_Toc117861567)

[3.1.1.2) A02 – Le soutien à des lieux d’innovation et plateformes de recherche structurants 24](#_Toc117861568)

[3.1.1.3) A03 – Le soutien pour l’émergence et la maturation de projets de recherche et d’innovation 26](#_Toc117861569)

[3.1.2) OS 1.2 - Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics 29](#_Toc117861570)

[3.1.2.1) A01 – Faciliter la transition numérique des territoires par la création et le développement de nouveaux lieux et services 29](#_Toc117861571)

[3.1.2.2) A02 – Faciliter la transition numérique des entreprises et administrations publiques via les European Digital Innovation Hubs (EDIH) 35](#_Toc117861572)

[3.1.3) OS 1.3 – Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d’emplois dans les PME, et par des investissements productifs 39](#_Toc117861573)

[3.1.3.1) A01 – Actions d’accompagnement des PME 39](#_Toc117861574)

[3.1.3.2) A02 – Le soutien au développement des PME innovantes et les start-up industrielles 45](#_Toc117861575)

[3.2) Priorité 2 – Soutenir la transition écologique et vers une économie circulaire en Île-de-France 49](#_Toc117861576)

[3.2.1) OS 2.1 - Favoriser les mesures en matière d’efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre 49](#_Toc117861577)

[3.2.1.1) A01 – Le soutien à la rénovation énergétique des logements sociaux 49](#_Toc117861578)

[3.2.2) OS 2.2 - Favoriser les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001, y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés 55](#_Toc117861579)

[3.2.2.1) A01 – Le soutien à la structuration des filières « géothermie » et « hydrogène vert » 55](#_Toc117861580)

[3.2.3) OS 2.6 - Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l’utilisation des ressources 58](#_Toc117861581)

[3.2.3.1) A01 – L’accompagnement à la création de boucles locales et au changement de pratique en faveur de l’économie circulaire sur les territoires franciliens 58](#_Toc117861582)

[3.2.3.2) A02 – Le soutien à l’émergence et au développement des filières de modernisation des installations de valorisation de déchets afin de les convertir en ressources locales 60](#_Toc117861583)

[3.2.3.3) A03 – Mobiliser et accompagner les territoires bénéficiant du dispositif « Investissement territorial intégré » vers l’économie circulaire 63](#_Toc117861584)

[3.2.4) OS 2.7 - Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution 65](#_Toc117861585)

[3.2.4.1) A01 – Action visant à rétablir un réseau écologique fonctionnel à l’échelle des territoires 65](#_Toc117861586)

[3.3) Priorité 3 – Soutenir la biodiversité et la lutte contre les inondations sur le Bassin de la Seine 69](#_Toc117861587)

[3.3.1) OS 2.4 - Favoriser l’adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophes et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes 69](#_Toc117861588)

[3.3.1.1) A01 – Le soutien aux études, travaux et actions visant la diminution préventive d’inondation 69](#_Toc117861589)

[3.3.2) OS 2.7 - Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution 73](#_Toc117861590)

[3.3.2.1) A01 – Soutien aux actions de restauration, de rétablissement ou de création de continuités écologiques sur les voies fluviales et les connectivités latérales bénéficiant 73](#_Toc117861591)

[4) Les indicateurs du FSE+ 75](#_Toc117861592)

[4.1) Priorité 4 – Soutenir la création d'activité, la formation professionnelle et la lutte contre le décrochage scolaire en Île-de-France 76](#_Toc117861593)

[4.1.1) OS 4.1 - Améliorer l’accès à l’emploi et aux mesures d’activation de tous les demandeurs d’emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l’emploi indépendant et de l’économie sociale 76](#_Toc117861594)

[4.1.1.1) A01 – Accompagnement à l’entrepreneuriat 76](#_Toc117861595)

[4.1.1.2) A02 – Formation et appui à la création/reprise/transmission et suivi à la création/reprise des entreprises de l’économie sociale et solidaire (ESS) 80](#_Toc117861596)

[4.1.1.3) A03 – Le soutien aux créateurs d’entreprises 84](#_Toc117861597)

[4.1.2) OS 4.6 - Promouvoir l’égalité d’accès et le suivi jusqu’à son terme d’un parcours d’éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l’éducation et l’accueil des jeunes enfants jusqu’à l’éducation et la formation des adultes en passant par l’enseignement général et l’enseignement et la formation professionnels et par l’enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d’apprentissage pour tous et l’accessibilité pour les personnes handicapées 88](#_Toc117861598)

[4.1.2.1) A01 – Lutter contre le décrochage scolaire au travers d’un accompagnement ponctuel 88](#_Toc117861599)

[4.1.2.2) A02 – Lutter contre le décrochage scolaire au travers d’un accompagnement individualisé 90](#_Toc117861600)

[4.1.2.3) A03 – Lutter contre le décrochage scolaire au travers de classes renforcées ou d’actions d’ingénierie de projet 92](#_Toc117861601)

[4.1.3) OS 4.7 - Promouvoir l’apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexible pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle 94](#_Toc117861602)

[4.1.3.1) A01 – Accompagnement des entreprises, des branches professionnelles ou des territoires pour anticiper les transitions ou les mutations économiques, numériques ou écologiques, soutien notamment à la formation dans le domaine du numérique pour en faire un véritable levier d’inclusion professionnelle durable 94](#_Toc117861603)

[4.1.3.2) A02 – Formation depuis la redynamisation, l’acquisition des compétences clés jusqu’à la qualification 99](#_Toc117861604)

[4.1.3.3) A03 – Soutien à l’innovation pédagogique, l’ingénierie de projets dans les formations qualifiantes et pré-qualifiantes 104](#_Toc117861605)

[4.1.3.4) A04 – Animation et développement des politiques régionales d’orientation : actions pilotes, communication, évènement, outils numériques, etc 104](#_Toc117861606)

[Annexes a](#_Toc117861607)

[Annexe I – Lexique et listes des acronymes a](#_Toc117861608)

[Annexe II – Liste des tables et figures d](#_Toc117861609)

[Annexe III – Références règlementaires e](#_Toc117861610)

[Règlement UE n°2021/1060 e](#_Toc117861611)

[Règlement FSE+ n°2021/1057 i](#_Toc117861612)

[Annexe IV – Documents supports j](#_Toc117861613)

[A) Note méthodologique j](#_Toc117861614)

[B) Questionnaires d’entrée et sortie (FSE+) j](#_Toc117861615)

[C) Tableurs de saisie des données participants (FSE+) j](#_Toc117861616)

[D) Tableaux de données compilées (FEDER lorsqu’un soutien à des entreprises est prévu) j](#_Toc117861617)

# 1) Avant-propos

## 1.1) Le cadre de performance, qu’ès aco ?

Les indicateurs et la performance ne sont pas toujours des gros mots. Ce sont aussi les stars des tableaux de bords, soit d’excellents outils pour piloter une activité ou un plan d’action et s’assurer que les entités, publiques ou privées, mais aussi les gestionnaires, bénévoles, salariés, produisent des efforts dans le même sens : celui de l’intérêt général.

Ainsi, quantifier les résultats permet de suivre l’évolution de la performance et analyser une situation présente. A terme, les données collectées alimenteront des bases de données, faciliteront la rédaction d’articles de recherche, abonderont les feuilles de routes ou les diagnostics, nourriront les évaluations et aiguilleront les décideurs publics.

La programmation des fonds européens, à travers la politique de cohésion territoriale, n’échappe pas à cela. En effet, assurer un développement harmonieux en réduisant l’écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisés tout en répondant aux enjeux de demain implique de se poser les questions *« D’où part-on ? Où allons-nous ? Où en sommes-nous ? Qu’avons-nous réalisé ? »*.

Chaque projet, chaque infrastructure ou accompagnement, en remontant des informations quantitatives, permet de différencier ce qui fonctionne de ce qui ne fonctionne pas. Ainsi, les porteurs de projets, de par les valeurs transmises, bâtissent le socle permettant d’étudier le présent, à la lumière du passé, afin d’éclairer le futur.

## 1.2) Comment appréhender ce guide

Le présent document peut être impressionnant au vue de sa taille. Cependant, il n’est pas nécessaire de le lire dans sa globalité : il faut cibler le type d’action de son opération afin d’obtenir le niveau d’information minimal pour la collecte des données relatives à mon projet.

La première section introduit la notion de cadre de performance en rappelant les principes règlementaires et le but de la collecte des données.

La seconde section explique les grands principes de l’instruction des indicateurs tout au long de la vie d’un dossier. Elle se divise en trois parties : la demande de subventionnement, le déroulement de l’opération et la demande de paiement. Dans chacune d’entre elle, une sous-section est destinée au porteur de projet et une autre au gestionnaire. Enfin, à chaque fois, un paragraphe détaille les caractéristiques du FEDER et du FSE+ car chaque fonds bénéficie d’un traitement spécifique.

Enfin, la troisième section détaille précisément, pour chaque type d’action, ce qui est attendu en termes d’indicateurs. Ainsi, sont repris la définition, l’unité de mesure la méthode et le stade de collecte ainsi que les pièces justificatives associés à chaque réalisation.

## 1.3) Petite remise en contexte règlementaire

Une programmation guidée par les résultats

La programmation 2021-2027 des Fonds européens et structurels d’investissement (FESI) est marquée par le souci accru d’utiliser de façon efficace, efficiente et performante ces fonds. Ainsi, la Commission européenne (CE) a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les opérations cofinancées. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultat suivis à l’échelle des projets portés par les bénéficiaires. La région, en tant qu’autorité gestionnaire des fonds, rend compte deux fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la région, tout comme l’Union européenne (UE), s’est engagée à atteindre des objectifs en 2024 et 2029 et chaque projet participe à l’atteinte de ces cibles. En corollaire, chaque entité doit s’assurer que la donnée est cohérente, exacte et fiable.

Par conséquent, les indicateurs font l’objet d’une instruction au même titre que l’ensemble du projet.

Le cadre de performance

Le recueil de l’ensemble des données concernant les participants et entités bénéficiaires des fonds européens représente une obligation règlementaire pour l’autorité de gestion. Le règlement dispose que « chaque État membre met en place un cadre de performance pour permettre de suivre et d’évaluer les performances du programme au cours de la mise en œuvre du programme et d’en rendre compte, et pour contribuer à mesurer les performances globales des Fonds »[[1]](#footnote-1). Les valeurs intermédiaires et cibles permettent à la Commission de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de la programmation[[2]](#footnote-2).

Ce cadre de performance se décline, pour chaque objectif spécifique, de la façon suivante[[3]](#footnote-3) :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Type d’indicateur | Définition | Objectif régionaux | Exemples |
| Réalisation | Indicateur permettant de mesurer les éléments livrables spécifiques liés à l’intervention | Une valeur intermédiaire (fin 2024) et cible (fin 2029) | FEDER : nombre de logements réhabilités  FSE+ : nombre de décrocheurs scolaires accompagnés |
| Résultat[[4]](#footnote-4) | Indicateur permettant de mesurer les effets des interventions soutenues | Valeur cible (fin 2029) | FEDER : gain énergétique des logements réhabilités  FSE+ : nombre d’élèves raccrocheurs |

**Figure 1 – Définitions et exemples des indicateurs de réalisation et de résultat**

Méthode d’établissement du cadre de performance[[5]](#footnote-5)

Le Programme régional définit un certain nombre d’objectifs en son sein. Dans ce cadre, le suivi permet d’apprécier l’atteinte de chacune de ces cibles en mesurant le nombre de bénéficiaires finaux (entités ou participants) des opérations cofinancées par les fonds.

La région a annexée au Programme régional, une note méthodologique indicateurs (document support A) indiquant :

* Les critères de sélection des indicateurs, qui peuvent être :
  + Issus du référentiel de la Commission européenne et communs à tous les États membres ;
  + Spécifiques, *i.e.* sur-mesure et adaptés aux orientations spécifiques de la région.
* Les données ou éléments de preuves utilisés, l’assurance de la qualité des données et la méthode de calcul des objectifs intermédiaires et cibles ;
* Les facteurs susceptibles d’influer sur l’obtention de ces objectifs.

Transmission à la Commission[[6]](#footnote-6)

La région transmet en janvier et juillet par voie électronique à la Commission les données, ventilée par objectif spécifique (et par genre pour le FSE+), les valeurs prévisionnelles et effectives des indicateurs de réalisation et de résultat pour les opérations programmées.

La production de ces données quantitatives est essentielle pour rendre compte de la mise en œuvre du programme. Ces données étant collectées tout au long de la programmation, les réalisations et les résultats sont appréciés au fil de l’eau, ce qui permet de renforcer le pilotage du programme et de mieux mesurer sa performance.

Un suivi assuré par la Commission

Des réunions d’examen sont organisées une fois par an entre la Commission et l’État membre pour examiner la progression de chaque programme. Les autorités de gestion concernées y participent également[[7]](#footnote-7).

Un examen de mi-parcours[[8]](#footnote-8), tenant compte notamment des progrès accomplis dans l’obtention des valeurs intermédiaires compte tenu des éventuelles difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre du programme. La non-atteinte des objectifs intermédiaires peut conduire à la non-attribution du montant de flexibilité. Autrement dit, une partie de la maquette financière du Programme régional peut être tronquée.

Enfin, un rapport de performance final[[9]](#footnote-9) est à transmettre à la Commission le 15 février 2031. Ce dernier évalue le degré de réalisation final des objectifs du programme.

Nourrir les évaluations

La mise en œuvre d’évaluations tout au long de la programmation participe, au même titre que le suivi, au bon pilotage du programme. L’objectif étant d’accroître les connaissances sur l’efficacité, l’efficience, la pertinence, la cohérence et la valeur ajoutée des initiatives soutenues par les fonds européens et de mettre en lumière les difficultés auxquelles la programmation peut être confrontée.

Dans cette optique, la région réalisera un plan d’évaluation[[10]](#footnote-10) du Programme FEDER-FSE+ dans le but d’améliorer la qualité de conception et de mise en œuvre des dispositifs. Ces études seront confiées à des experts externes et indépendants sur le plan fonctionnel.

# 2) L’instruction des indicateurs durant la vie de l’opération

Les indicateurs sont présents du début à la fin de la vie d’un projet. Ainsi, lorsqu’un porteur d’un marché bénéficie d’un fonds européen, il s’engage à collecter et à transmettre des informations concernant les réalisations et les résultats des opérations concernant leurs bénéficiaires finaux (entités pour le FEDER, participants pour le FSE+).

Une exigence forte en matière de qualité de cohérence des saisies sera demandée. Les éléments transmis pourront faire l’objet d’une attention particulière au moment du contrôle de service fait (CSF), et être sujets à vérification par des auditeurs (contrôleurs mandatés par la Commission).

## 2.1) Lors de la demande de subventionnement (FEDER et FSE+)

En matière de cadre de performance, la première étape est de renseigner la valeur prévisionnelle des indicateurs incombant au type d’action du projet. A noter que sur la programmation 2021-2027, tous les indicateurs incombant au type d’action (voir section 3 ou 4) sont obligatoires et doivent faire l’objet d’un suivi.

### 2.1.1) Côté porteur

Dès l’instruction du dossier, le porteur doit transmettre ses valeurs prévisionnelles via e-Synergie pour :

* Tous les indicateurs du type d’action concerné (détails dans la section 3 pour le FEDER ou 4 pour le FSE+) ;
* Le coût total éligible [aux fonds européens] de l’opération.

La partie indicateur est la cinquième sur e-Synergie. A noter que pour passer d’une étape à une autre, il faut que la précédente soit dûment remplie. Sur la plateforme, la saisie se présente ainsi :



**Figure 2 – La saisie des valeurs prévisionnelles dans e-Synergie**

### 2.1.2) Côté gestionnaire

Généralités

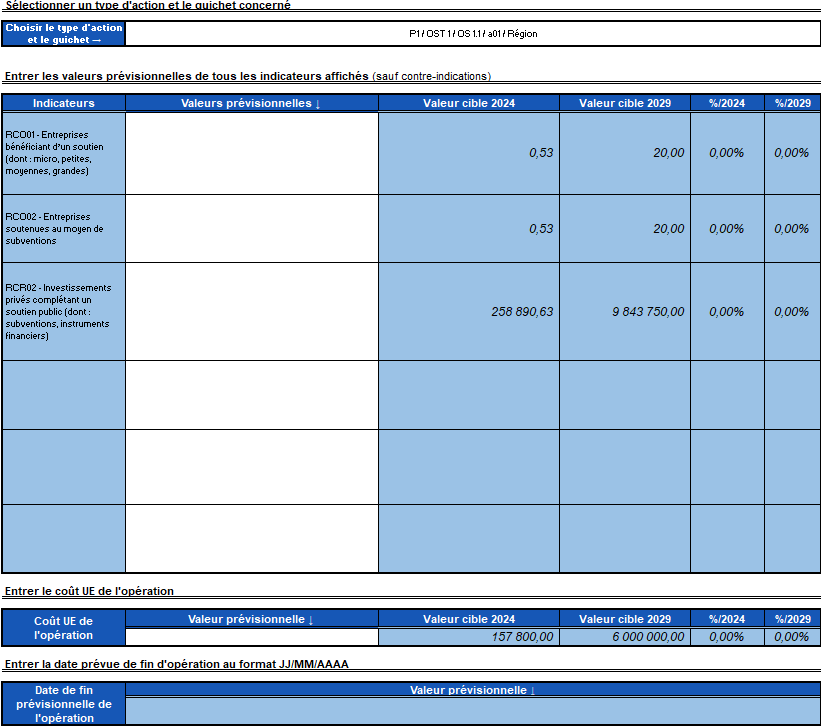
Les instructrices et instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l’opération avec l’action concernée ainsi que des valeurs prévisionnelles renseignées. Les gestionnaires doivent vérifier que les montants renseignés sont conformes aux définitions.

Pour le FSE+, il est recommandé de contrôler que le porteur de projet n’a pas valorisé de participants inéligibles ou pour lesquels il sera dans l’incapacité de collecter les données. Ces participants doivent être exclus de l’objectif cible. Le porteur doit être conscient que seuls les participants qui disposeront de données complètes seront valorisés au titre des indicateurs. Enfin, la justification de l’objectif que se fixe le porteur doit être cohérente avec les valeurs renseignées.

Contrôle de la contribution de l’opération aux objectifs du Programme régional

Cette section présente l’outil d’instruction des valeurs prévisionnelles des opérations. Les éléments à renseigner dans le tableau de favorabilité au cadre de performance sont :

* Le choix de la « codification de programme » dans la liste déroulante : Priorité / Objectif stratégique / Objectif spécifique / Type d’action / Guichet, afin que les indicateurs à renseigner soient générés automatiquement ;
* La date prévisionnelle de fin d’opération ;
* Les valeurs prévisionnelles des indicateurs renseignées par le porteur de projet ;
* Le coût UE prévisionnel de l’opération.



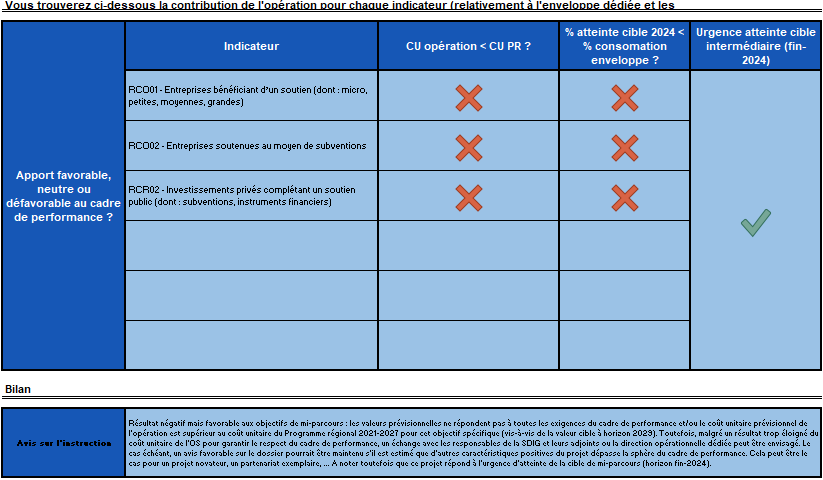
**Figure 3 – Aperçu de la saisie du tableau de favorabilité au cadre de performance**

Éléments d’analyse et informations données par ce tableau

Une fois les différentes valeurs renseignées, l’Excel va comparer :

* Le « coût unitaire théorique du PR » (enveloppe / cible) et le « coût unitaire prévisionnel de l’opération » (coût prévisionnel / objectifs). L’idée est simple : pour qu’un projet contribue aux objectifs du PR, le coût unitaire de l’opération doit être au moins aussi efficient que ce que dicte le cadre de performance. Autrement dit « est-ce que l’opération contribue davantage à l’objectif régional par rapport à ce qu’elle coûte ? » ;
* Le « pourcentage de l’enveloppe maquettée pour l’OS » et la « contribution de l’objectif prévisionnel vis-à-vis de la cible 2024 ». L’idée ici est de vérifier que la consommation de l’enveloppe par le projet est cohérente avec la maquette et que l’urgence de l’atteinte de l’objectif intermédiaire soit respectée ;
* Si la date de fin prévisionnelle de l’action se situe avant ou après le 31/12/2024 (date de limite d’atteinte de l’objectif intermédiaire de la région). Si elle est antérieure, c’est positif car le projet sera mis en œuvre rapidement et répondra à l’urgence d’atteinte des valeurs intermédiaires.

Ces trois critères sont ensuite cochés ou non, et le tableur génère en sortie un avis relatif à l’opération et sa contribution au cadre de performance, qui peut être inscrit au rapport d’instruction.



**Figure 4 – Les trois critères de favorabilité au cadre de performance et l’avis sur l’instruction**

Sensibilisation du porteur à l’objectif de collecte des données

Afin d’inciter le porteur à compléter soigneusement ses objectifs, nous recommandons de :

* Rappeler les obligations de collecte des données sur les réalisations des opérations financées (FEDER) ou sur les participants (FSE+)[[11]](#footnote-11) ;
* Les objectifs de la collecte des données : répondre aux obligations règlementaires de la Commission européenne mais aussi permettre de rendre compte et de mesurer l’impact et les réalisations des actions cofinancées. A noter aussi que pour le FSE+, cette collecte permet d’apporter des connaissances sur le public bénéficiaire car l’objectif est qu’il profite aux populations les plus défavorisées ;
* Tout manquement peut mener à une révocation de la demande de subventionnement ou à un non-paiement au terme de l’action.

Récapitulatif

Éléments à contrôler :

* Le porteur a prévu des moyens humains et matériels pour la collecte des données ;
* Le porteur a pris connaissance de chaque indicateur incombant à son opération et sait quelles informations il devra transmettre, à quel moment et avec quel justificatif ;
* Les valeurs prévisionnelles pour tous les indicateurs sont complétées dans Synergie ;
* Si une des règles des indicateurs prévisionnels ou définition n’est pas respectée : préciser les ajustements à effectuer. En cas de réajustement, préciser le travail qui a été effectué avec le porteur de projet et/ou les directions opérationnelles ;
* Le demande a prévu de renseigner ses réalisations une fois l’opération terminée et de les justifier.

Dans le rapport d’instruction :

* Préciser les moyens humains et matériels mis en place pour assurer la collecte des données ;
* Préciser la contribution de l’opération à l’atteinte des objectifs du PR : rappeler la valeur prévisionnelle de l’indicateur définie par le porteur ;
* Indiquer le coût unitaire (CU) de l’opération (nombre d’unités / financement de l’opération) ;
* Apporter des explication si ce CU, par rapport à la moyenne, est :
  + Bas : efficience, efficacité, économie, … ;
  + Haut : projet innovant, novateur, inédit, très positif pour les franciliens, …

## 2.2) Pendant le déroulement de l’action

Pour certaines opérations, la collecte des données doit s’effectuer tout on long de l’opération. C’est le cas notamment lorsque :

* Des entreprises sont soutenues ;
* Des participants sont accompagnés.

Toutefois, il est recommandé de suivre l’évolution des indicateurs et de rassembler les pièces justificatives au fil de l’eau afin d’être prêt à rendre compte de ses réalisations effectives lors d’une demande de paiement.

### 2.2.1) Côté porteur

#### 2.2.1.1) FEDER (objectifs spécifiques 1.1 et 1.3)

Dans le cadre du FEDER, pour les objectifs spécifiques 1.1 et 1.3, le porteur de projet est amené à transmettre des données sur les entités qui ont bénéficié des opérations. L’objectif est double et répond à des obligations règlementaires[[12]](#footnote-12) de :

* Justification du nombre d’entreprises soutenues ;
* La taille de ces dernières.

Dès conventionnement de l’opération, le porteur de projet disposera d’un « tableau de données compilées » (document support D) dans lequel seront retranscrits des informations sur les entreprises soutenues. Il est vivement recommandé de compléter ce tableur au fil de l’eau puisqu’il sera à transmettre lors de toute demande de paiement (acompte ou solde).

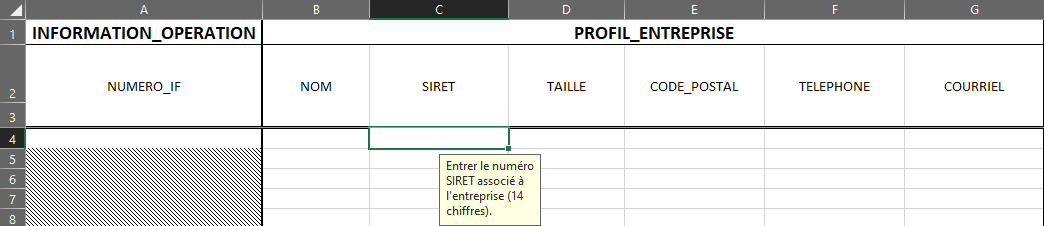
Ce tableau est « verrouillé » au maximum, dans le sens où :

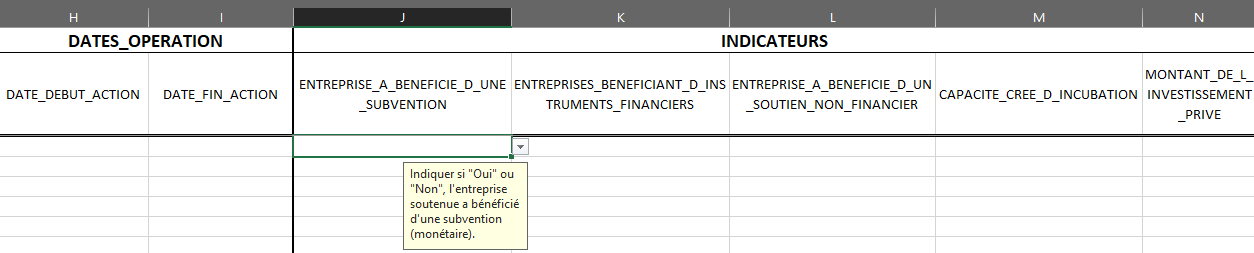
* Il n’est pas possible d’ajouter ou de supprimer lignes/colonnes ;
* Chaque cellule est accompagnée d’une indication pour sa saisie (format/information attendue) ;
* Lorsque les possibilités de réponses sont fermées, une liste déroulante apparait ;
* Si la cellule n’est pas dûment complétée, un message d’erreur apparait.

**Attention, les copier-coller sont très fortement déconseillés** puisqu’ils corrompent la validation des données et peuvent mener à des erreurs de saisie. De cela découle une révocation du tableau lors de sa transmission à la région.

Chaque ligne correspond à une firme soutenue :

* Dans la première colonne, doit être saisie le « numéro IDF » de l’opération à laquelle il participe. A noter que cette information peut être donnée une seule fois (cellule A4), la saisie des lignes suivantes automatise le remplissage de la colonne ;
* Les colonnes B à G concernent le profil de l’entreprise soutenue (nom, n° SIRET, taille, code postal, téléphone et courriel) ;
* Le troisième pan correspond la date du début du soutien et celle de fin (s’il n’y a pas de dates précises, il faut mettre celle du début et de fin de l’opération) ;
* La dernière section concerne la forme de soutien. Cela peut se faire *via* une subvention, un instrument financier ou d’un accompagnement non-financier. Sont demandés aussi la capacité créée d’incubation ainsi que le montant de l’investissement privé. De plus amples détails sont disponibles dans la 3, aux types d’actions concernés par ce tableau de données compilées.





**Figure 5 – Aperçu du tableau de donnée compilées**

#### 2.2.1.2) FSE+

La notion de participant

La collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participe à une opération cofinancée par du FSE+ est obligatoire[[13]](#footnote-13), ces personnes sont désignées « participants ». Est participant une personne qui bénéficie directement d’une intervention du FSE+ même si cette personne ne suit pas l’opération jusqu’à son terme. Le participant est le bénéficiaire final de l’opération

Les informations collectées auprès des participants

La collecte de certaines données relatives au profil du participant est obligatoire[[14]](#footnote-14) pour tous les bénéficiaires afin de les valoriser auprès de la Commission européenne. Ainsi, sont demandés à chaque participant à son entrée puis à sa sortie de l’opération :

* L’identité et le genre ;
* La date de naissance ;
* La nationalité des parents ;
* Le niveau d’éducation ;
* La situation sur le marché du travail ;
* L’adresse postale ainsi que les coordonnées téléphoniques et le courriel.

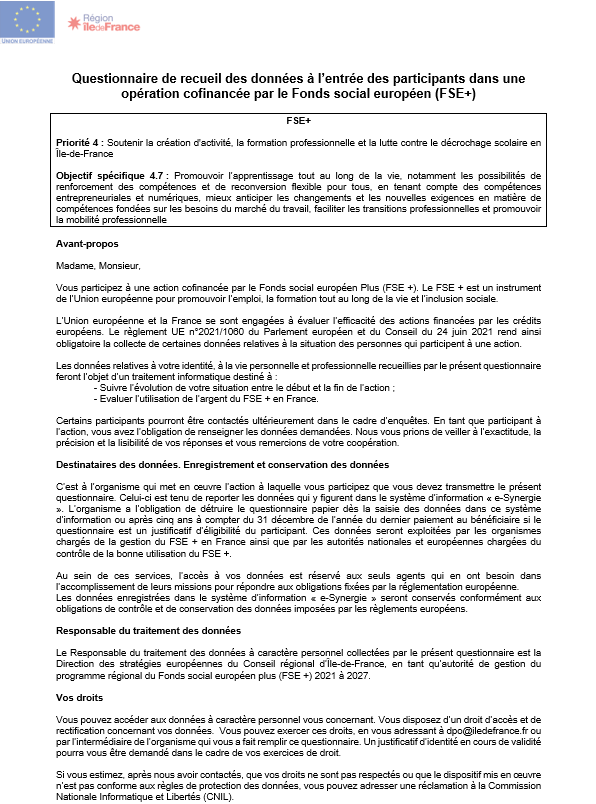
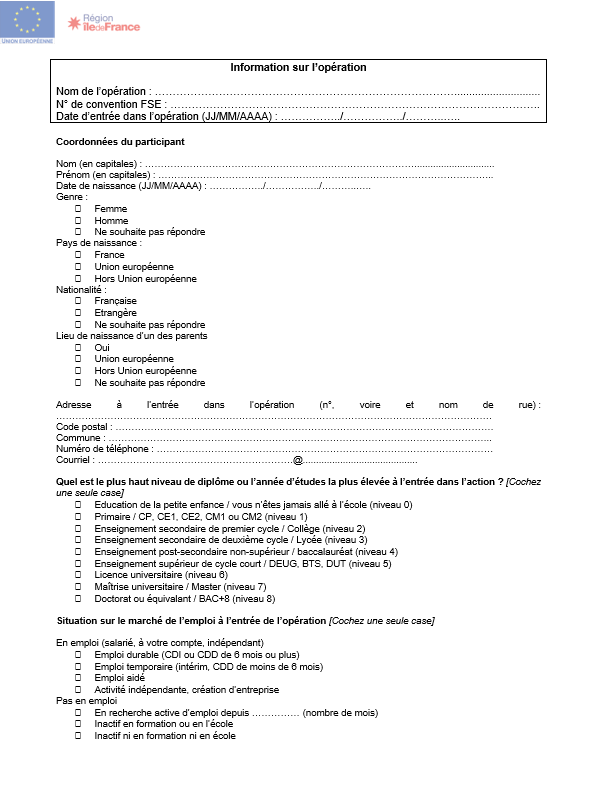
Pour faciliter le recueil de l’ensemble de ces données, la région a élaboré deux questionnaires (documents supports B) que remplieront chaque participant :

* A leur entrée dans l’opération ;
* A la sortie de l’opération.

Il recommandé de faire remplir ces questionnaires dans les quatre semaines suivant le début puis la fin de l’action afin d’éviter de « perdre de la donnée ». A noter que ces questionnaires faciliteront aussi le compte-rendu des réalisations effectives pour les indicateurs de réalisation et de résultat.

CONSERVATION DU QUESTIONNAIRE ? Voir avec SIG

Les porteurs de projets doivent impérativement informer les participants de leurs droits en matière d’informatique et libertés. Un paragraphe des questionnaires y est également dédié.

**Figure 6 – Exemple d’un questionnaire participant**

Suivi et valorisation des données : compilation des questionnaires

Dès conventionnement de l’opération, le porteur de projet disposera d’un tableur Excel (document support C) dans lequel seront retranscrits les éléments complétés dans les questionnaires d’entrée et de sortie. Il est donc vivement recommandé de faire renseigner les questionnaires puis de les conserver au fil de l’eau. Chaque ligne correspond à un participant.

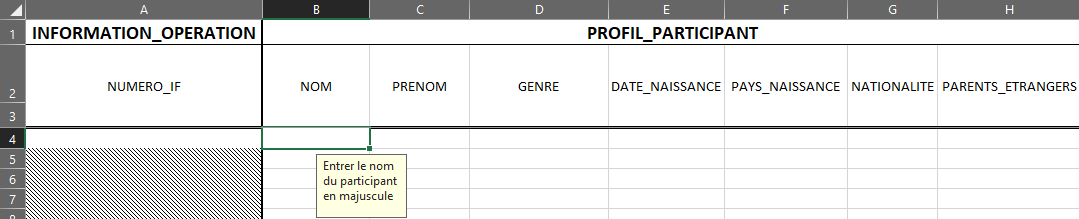
Ce tableau est « verrouillé » au maximum, dans le sens où :

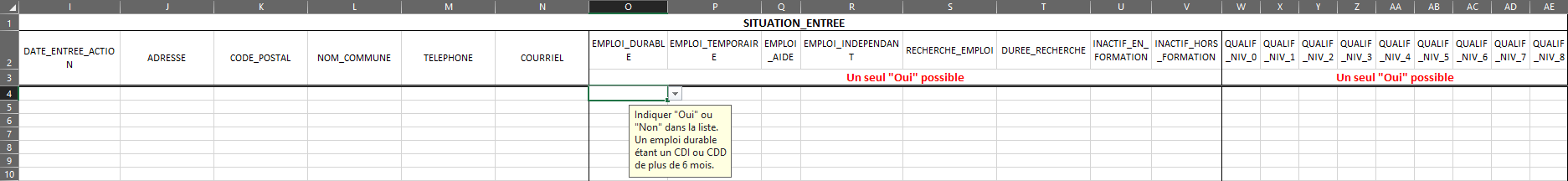
* Il n’est pas possible d’ajouter ou de supprimer lignes/colonnes ;
* Chaque cellule est accompagnée d’une indication pour sa saisie (format/information attendu) ;
* Lorsque les possibilités de réponses sont fermées, une liste déroulante apparait ;
* Si la cellule n’est pas dûment complétée, un message d’erreur apparait ;
* Des indications sur la cohérence sont inscrites en entête. Par exemple, une personne ne peut pas être en « emploi durable » et « inactif en formation » : un seule case doit être cochée.

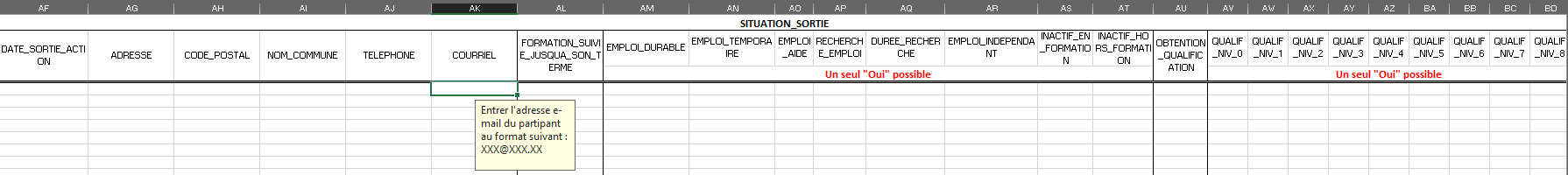
**Attention, les copier-coller sont très fortement déconseillés** puisqu’ils corrompent la validation des données et peuvent mener à des erreurs de saisie. De cela découle une révocation du tableau lors de sa transmission à la région.

Chaque ligne correspond à un participant :

* Dans la première colonne, doit être saisie le « numéro IDF » de l’opération à laquelle il participe. A noter que cette information peut être donnée une seule fois (cellule A4), la saisie des lignes suivantes automatise le remplissage de la colonne ;
* Les colonnes B à H concernent le profil du participant (nom, prénom, genre, date et lieu de naissance, sa nationalité et celle des parents) ;
* Le troisième pan correspond à sa situation à l’entrée dans l’opération (adresse postal, téléphone, courriel, situation sur le marché de l’emploi et niveau d’étude) ;
* La dernière section est sa situation à la sortie de l’opération.







**Figure 7 – Exemple d’un tableur de saisie des participants**

Ce tableau est primordial car il permet au porteur de justifier de ses réalisations effectives en centralisant tous les questionnaires participants en un seul tableau.

### 2.2.2) Côté gestionnaire

De manière générale, il est important de veiller à ce que le porteur collecte les données sur son opérations et préparent les justificatifs de ses réalisations effectives au fur et à mesure de la mise en œuvre. Le gestionnaire en charge du dossier peut régulièrement rappeler les obligations du porteur en termes de cadre de performance, le réorienter vers ce guide méthodologique et le mettre en contact avec les chargés de mission suivi-évaluation.

Les opérations nécessitant un suivi des entreprises ou des participants soutenus implique un suivi encore plus strict. En effet, si le porteur ne complète pas le tableur de saisie des participants (FEDER OS 1.1 et 1.3, documents support C) ou le tableau de données compilées (FSE+, document support D), il pourra se retrouver dans l’impossibilité de remonter de manière exhaustive ses réalisations.

La cellule suivi-évaluation, lors des remontées biannuelles des données, compilera et traitera les données des tableaux de toutes les opérations similaires et les agrègera afin de calculer les indicateurs « macro » (somme de toutes les réalisations et des résultats par objectif spécifique).

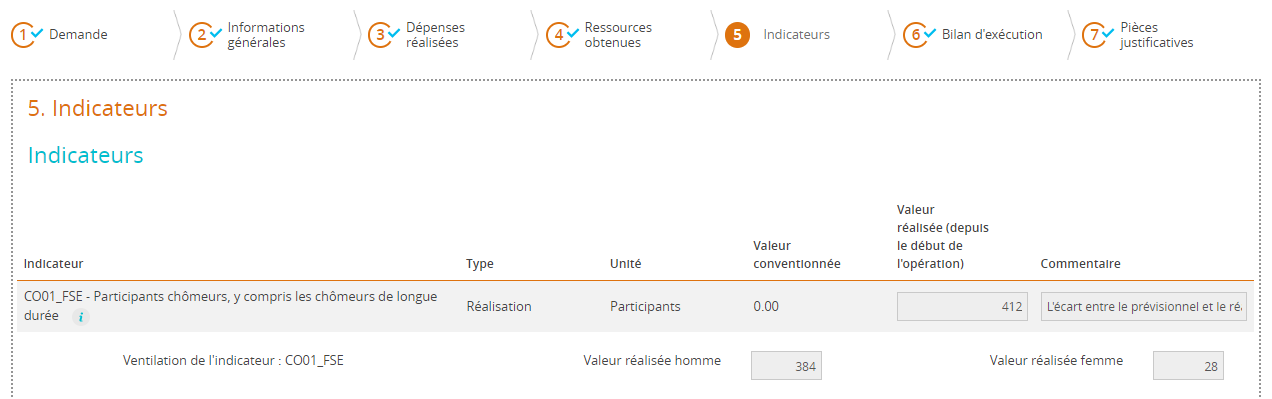
## 2.3) Lors de la demande de paiement

Lorsqu’un porteur demande un paiement (acompte ou solde), il est tenu de rendre compte de ses réalisations effectives (le « réalisé ») dans e-Synergie. Il doit aussi transmettre les différentes pièces justificatives associées (détail dans la section 3 ou 4 selon le fonds).

### 2.3.1) Côté porteur

Au moment de la demande de paiement, le porteur doit transmettre ces réalisations effectives *via* e-Synergie pour tous les indicateurs du type d’action concerné (détails dans la section 3 pour le FEDER ou 4 pour le FSE+).

La partie indicateur est la cinquième sur e-Synergie. A noter que pour passer d’une étape à une autre, il faut que la précédente soit dûment remplie. Sur la plateforme, la saisie se présente ainsi :



**Figure 8 – La saisie des réalisations effectives dans e-Synergie**

*Note :* dans cette exemple, on voit que le réalisé est ventilé par genre car il s’agit d’une action bénéficiant du FSE+, on distingue donc participantes et participant

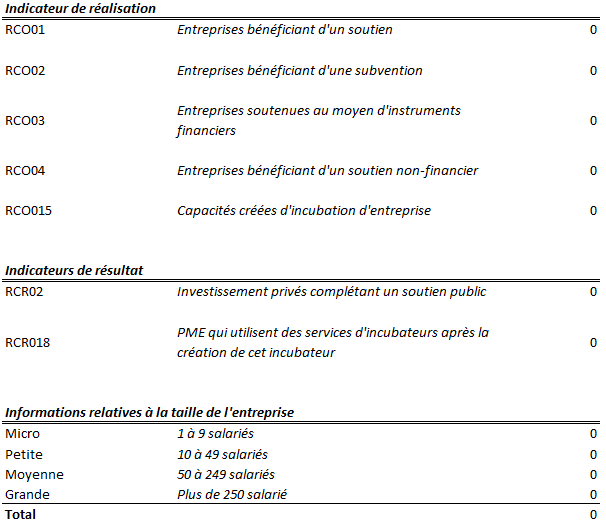
PARAGRAPHE SUR LES PIECES JUSTIFICATIVES : voir avec la DSIG où les déposer

#### 2.3.1.1) FEDER

Lors de chaque demande de paiement (acompte ou solde), le porteur est tenu de renseigner sur e-Synergie l’ensemble des valeurs réalisées pour chaque indicateur incombant à l’opération. Pour davantage de détail, se rendre dans la section 3, au type d’action de votre action.

Pour les objectifs spécifiques (OS) où des firmes sont soutenues (OS 1.1 et 1.3). Le porteur doit transmettre le tableau de données compilées. Voir avec la DSIG où le déposer

Il doit aussi renseigner Dans le tableau de données compilées (document support D), le feuillet « calcul\_indicateur » permet d’automatiser le calcul :

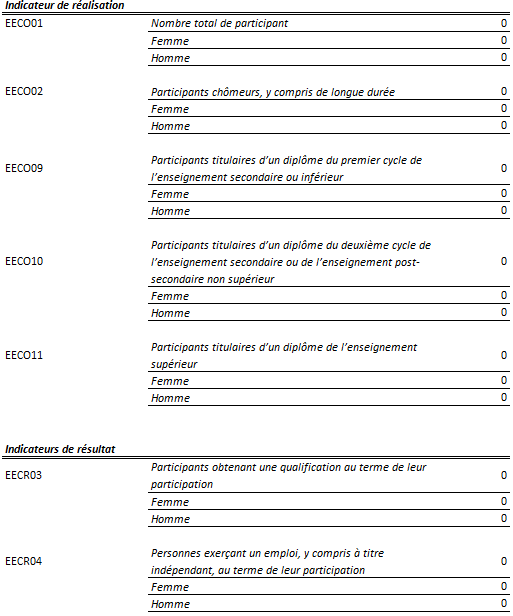


**Figure 9 – Automatisation du calcul des réalisations effectives à partir du tableau de données compilées**

#### 2.3.1.2) FSE+

Lors de chaque demande de paiement (acompte ou solde), le porteur est tenu de renseigner sur e-Synergie l’ensemble des valeurs réalisées, ventilées femmes/hommes, pour chaque indicateur incombant à l’opération. Pour davantage de détail, se rendre dans la section 4, au type d’action de votre action.

Le porteur doit transmettre à la région la liste exhaustive des participants et les informations les concernant à l’entrée et à la sortie de l’opération (tableur de saisie des participants, documents supports C). Ce tableur comporte un feuillet « calcul\_indicateur » permet d’automatiser ce calcul :



**Figure 10 – Automatisation du calcul des réalisations effectives à partir du tableur de saisie des participants**

### 2.3.2) Côté gestionnaire

Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs retenues à la fin de l’exécution physique et financière du projet. Il peut s’appuyer sur les pièces justificatives fournies.

#### 2.3.2.1) FEDER

Si mon opération accompagne des entreprises (OS 1.1 et 1.3), je vérifie que le nombre d’entreprises accompagnées renseigné dans Synergie est cohérent avec le nombre de SIRET présents dans le tableau de données compilées (document support D). Attention, il ne doit pas y avoir de doublon : on compte le nombre d’entreprises soutenues (le nombre de numéro SIRET) et pas le nombre de soutiens.

Pour tous les autres objectifs spécifiques, je vérifie que les justificatifs sont transmis et que les valeurs renseignées sont cohérentes avec ce dernier. Par exemple, dans le cadre d’une opération de réhabilitation thermique, vérifier que le diagnostic de performance énergétique est bien fourni et recense le bon nombre de logements rénovés (indicateur de réalisation) et l’amélioration énergétique (indicateur de résultat).

#### 2.3.2.2) FSE+

Je vérifie que le nombre de participants accompagnés correspond au tableur de saisie des participants (documents support C). Aussi le profil du participant, sa situation à l’entrée puis à la sortie doivent être saisie dans ce tableur pour chaque participant.

## 2.4) Schémas récapitulatif

### 2.4.1) FEDER

Je vérifie que j’aurais bien toutes les pièces justificatives de mes réalisations effectives. Dans le cas des OS 1.1 et 1.3, jeremplis le tableau de données compilés au fil de l’eau

Distribution des questionnaires et information des participants sur leurs droits et libertés numériques

Transmission des différentes pièces et du guide méthodologique. Informer le porteur sur les enjeux de la collecte

Vérification de la favorabilité du projet au cadre de performance

Appel à projet

Demande de subvention

Début de l’opération

Fin de

l’opération

Demande de paiement

(acompte ou solde)

CSF

Archivage et contrôle

Transmission des valeurs prévisionnelles (cibles) *via* e-Synergie

Transmission des valeurs réalisées *via* e-Synergie, des pièce justificatives (ou le tableau de données compilées si OS 1.1/1.3)

Contrôle des indicateurs et des justificatifs avant paiement

Vérification de l’éligibilité des participants. J’ai les capacités administratives de transmettre les données

**Région**

**Porteurs**

Agrégation et transmission à la CE

### 2.4.2) FSE+

Transmission des différentes pièces et du guide méthodologique. Informer le porteur sur les enjeux de la collecte

Vérification de la favorabilité du projet au cadre de performance

Appel à projet

Demande de subvention

Début de l’opération

Fin de

l’opération

Demande de paiement

(acompte ou solde)

CSF

Archivage et contrôle

Transmission des valeurs prévisionnelles (cibles) *via* e-Synergie

Renseignent leur situation initiale (questionnaire à l’entrée)

Renseignent leur situation finale (questionnaire à la sortie)

Distribution des questionnaires et information des participants sur leurs droits et libertés numériques

Transmission des questionnaires de sortie et complète l’Excel

Transmission des valeurs réalisées *via* e-Synergie et de l’Excel récapitulatif

Contrôle des indicateurs et des justificatifs avant paiement

Vérification de l’éligibilité des participants

**Région**

**Porteurs**

**Participants**

Agrégation et transmission à la CE

# 3) Les indicateurs du FEDER

Cette session détaille, pour chaque type d’action que comprend le Programme régional, les indicateurs pour lesquels sont demandées :

* Une valeur prévisionnelle lors de la demande de subventionnement (section 2.1) ;
* Une valeur réalisée et des justificatifs (section 2.3).

Ainsi pour chaque indicateur, sont apportées sous la forme de tableau :

* Des précisions méthodologiques ;
* L’unité de mesure ;
* La méthode de collecte ;
* Le stade (*timing*) de la collecte.

Il est important que le gestionnaire soit au point sur les indicateurs incombant à la thématique des opérations qu’ils traitent. Il pourra dès lors faire preuve de pédagogie auprès des porteurs de projets. Ces derniers doivent aussi, dès la demande de subventionnement, bien cerner les enjeux règlementaires de la collecte des données et comprendre ce qui leur sera demander et à quel moment.

En cas de doute, porteurs et gestionnaires peuvent demander le soutien de la cellule suivi-évaluation.

## 3.1) Priorité 1 – Soutenir la recherche, l'innovation, la transformation numérique et la compétitivité des PME en Île-de-France

### 3.1.1) OS 1.1 - Développer et améliorer les capacités de recherche et d’innovation ainsi que l’utilisation des technologies de pointe

#### 3.1.1.1) A01 – Le soutien aux grands projets de recherche, de développement et d’innovation (RDI) des filières prioritaires de la S3

Indicateur commun

|  |  |
| --- | --- |
| RCO02 | Entreprises bénéficiant de subventions |
| Précisions méthodologiques | Nombre d’entreprises bénéficiant d’un soutien sous la forme d’une aide financière directe non remboursable, uniquement subordonnée à la réalisation du projet (subventions).  Les opérateurs publics sont comptabilisés lorsqu’ils interviennent dans un champ concurrentiel. Les exploitants de transport et les entreprises de formation sont également considérés comme des entreprises.  Une entreprise ne peut être comptabilisée qu'une seule fois par programmation (sur la base du n° SIRET).  Conformément à la règlementation en vigueur, les projets financés sont en cohérence avec la stratégie de spécialisation intelligente du FEDER. Les appels à projets ciblent spécifiquement des thématiques de la S3. |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Méthode de collecte | Afin de répondre aux exigences règlementaires de la Commission européenne, nous demandons au porteur de remplir le tableur annexé à l’appel à projet (tableau de données compilées, document support D) :    Il permet de collecter :   * Le numéro SIRET des entreprises soutenues : la région pourra ainsi dédoublonner afin de collecter le nombre d’entreprises effectivement soutenues et non pas le nombre de soutien ; * Des coordonnées sur les entreprises soutenues, ce qui permettra de mener des évaluations d’impact sur le moyen ou long terme ; * En cas de flou sur les dates de début et de fin du soutien, le porteur peut renseigner les dates de début et de fin d’opération. |
| Pièces justificatives | Tableur Excel |
| Stade de la collecte | Au moment du paiement du solde Toutefois au regard des problématiques de collecte sur 2014-2020, si cela est possible il est recommandé de collecter le numéro de SIRET et la taille des entreprises soutenues dès le début du projet. Un tableau de collecte Excel (voir « méthode de collecte » ci-dessus) pourra ainsi être fourni au porteur dès le dépôt du dossier en l'informant des enjeux et obligations pour s'assurer de la collecte de la donnée. |

Indicateurs renseignés par l’autorité de gestion et pas par le porteur

|  |  |
| --- | --- |
| RCO01 | Entreprises bénéficiant d’un soutien (dont : micro, petites, moyennes, grandes) |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur considère toutes les formes de soutiens, financiers et non financiers, accordé aux entreprises avec l'aide du FEDER.  Il convient de noter que les indicateurs RCO01 à RCO05 mesurent le nombre des entreprises et que le comptage multiple n’est pas autorisé (c’est-à-dire qu’une entreprise bénéficiant de subventions à plusieurs reprises compte pour une seule entreprise). Enregistrer chaque entreprise sous un unique identifiant pour éviter le comptage multiple est une bonne pratique, c’est pourquoi nous demandons le numéro SIRET aux porteurs afin de dédoublonner. Autrement dit, RCO01 = RCO02 + RCO03 + RCO04 + RCO05.  A noter également que la somme des indicateurs RCO02, RCO03 et RCO04 peut être supérieure à l’indicateur RCO01 si les entreprises reçoivent différents types de soutiens ou un soutien combiné. En effet, l’indicateur dénombre le nombre d’entreprises soutenues et pas le nombre de soutien. |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Définitions complémentaires | L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'un certain degré d'autonomie dans la prise de décision, notamment pour l'allocation de ses ressources présentes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux. Une entreprise peut être une seule unité légale. Pour les fins de cet indicateur, les entreprises sont des organisations à but lucratif qui produisent des biens et des services pour satisfaire les besoins d'un marché. Les opérateurs publics sont comptabilisés lorsqu’ils interviennent dans un champ concurrentiel. Les exploitants de transport et les entreprises de formation sont également considérés comme des entreprises.  Classification des entreprises :   * Micro-entreprise : ≤ 10 salariés et chiffre d'affaires annuel ≤ 2 millions d'euros, ou bilan ≤ 2 millions d'euros ; * Petite entreprise : 10 à 49 salariés, > 2 à 10 millions d'euros de CA ou 2 à 10 millions d'euros de bilan ; * Entreprise moyenne : 50 à 249 salariés, > 10 à 50 millions d'euros de CA ou 10 à 43 millions d'euros de bilan * Grande entreprise : > 250 salariés, > 50 millions de CA ou > 43 millions de bilan. |
| Types d’actions concernées | * Les projets de recherche, de développement et d’innovation des PME (dont labellisés Seal of Excellence par la Commission européenne) ; * Les projets collaboratifs de recherche, de développement et d’innovation portés par des PME et/ou ETI et des établissements d’enseignement supérieur et de recherche. |
| Source de la donnée | Porteur de projet, puis agrégation et dédoublonnement par l’AG |
| Méthode de collecte | Le porteur renseigne l’indicateur RCO02 (entreprises soutenues au moyen de subventions) ainsi que le numéro SIRET et la taille de chaque entité soutenue |
| Pièces justificatives | Les données doivent être collectées dès le démarrage de l'opération pour faciliter la collecte via un tableau Excel et le porteur doit être sensibilisé à la collecte de cette donnée. |
| Stade de la collecte | Tout au long d’une opération, puis transmission de l’Excel lors de l’Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR02 | Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers) |
| Précisions méthodologiques | Volume d'investissements privés cofinançant les projets soutenus par le FEDER et le fonds de cohésion. Autrement dit, La valeur des contributions privées cofinançant les projets soutenus, dont la forme est une subvention ou un instrument financier. Sont également prises en compte les contributions couvrant les parties non éligibles du coût des projets.  L'indicateur couvre également la partie non éligible du coût du projet, y compris la TVA. Pour les entreprises publiques, l'indicateur couvre les contributions de cofinancement sur leur propre budget.  L'indicateur doit être calculé sur la base du cofinancement privé prévu dans les conventions de financement.  Dans le cas des instruments financiers, il est destiné à couvrir à la fois le financement privé par l'intermédiaire (gestionnaire de fonds) et le bénéficiaire final. |
| Unité de mesure | € privé (partie du coût total éligible) |
| Types d’actions concernées | Toutes les actions soldées sur le type d’action |
| Source de la donnée | Projets (Synergie) |
| Méthode de collecte | Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire. Pour s'assurer que l'information soit transmise par le porteur, une question concernant le montant total de cofinancement (dont non-éligible) pourra être ajoutée au questionnaire du dossier de demande d'aide.  L’indicateur se calcule de la manière suivant : extraction Synergie, puis somme des colonnes « privés retenu AG » et « autofinancement privé retenu AG ». |
| Pièces justificatives | Conventions de financement, plan de financement au-delà du périmètre éligible transmis au solde |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

#### 3.1.1.2) A02 – Le soutien à des lieux d’innovation et plateformes de recherche structurants

Indicateur commun

|  |  |
| --- | --- |
| RCO08 | Valeur nominale des équipements pour la recherche et l’innovation |
| Précisions méthodologiques | La valeur d'achat des équipements de recherche et d'innovation acquis dans le cadre des projets soutenus par le FEDER.  Les équipements de R&D incluent tous les appareils, outils et dispositifs utilisés directement pour mener des activités de R&D. Cela n'inclut pas, par exemple, des substances chimiques et d'autre matériaux consommables utilisés pour réaliser des expériences ou d'autres activités de recherche.  Les dépenses immobilières et les investissements immatériels sont exclus du champ de l'indicateur.  Les projets de lieux et plateformes financés par le FEDER doivent s’inscrire dans les domaines de la Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3) qu’ils contribueront à renforcer. |
| Unité de mesure | € en coût total éligible (au FEDER)  Si les équipements sont achetés en devises étrangères, le taux de change retenu pour l'indicateur pourra être celui qui s'appliquait à la date de l'acquisition |
| Types d’actions concernées | Tous types de projets de soutien R&D incluant l'acquisition d'équipement.  Exemples :   * Achat d'un supercalculateur et de son infrastructure matérielle pour stockage des données, ainsi que son circuit de refroidissement * Projet de recherche en science du vivant. La première phase « Structures et Dynamique : Biomolécules et Matériaux » consiste à acquérir des équipements (Console de résonnance magnétique nucléaire haute résolution) permettant des recherches en chimie médicinale et en biologie moléculaire. * Projet d'investissement portant sur l'acquisition d'une vingtaine d’équipements, en faveur de l’activité de R&D du centre technique, dans ses quatre domaines de recherche technologique que sont la biologie moléculaire, la biologie cellulaire/culture in vitro, les pathologies et la nutrition végétale et les sciences de l’aliment. |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Pièces justifiant de la valeur des dépenses d'équipement retenu par le gestionnaire au solde : factures et preuves d'acquittement, rapport de CSF validant les dépenses associées |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

Indicateur renseigné par l’autorité de gestion et pas par le porteur

|  |  |
| --- | --- |
| RCR02 | Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers) |
| Précisions méthodologiques | Volume d'investissements privés cofinançant les projets soutenus par le FEDER et le fonds de cohésion. Autrement dit, La valeur des contributions privées cofinançant les projets soutenus, dont la forme est une subvention ou un instrument financier. Sont également prises en compte les contributions couvrant les parties non éligibles du coût des projets.  L'indicateur couvre également la partie non éligible du coût du projet, y compris la TVA. Pour les entreprises publiques, l'indicateur couvre les contributions de cofinancement sur leur propre budget.  L'indicateur doit être calculé sur la base du cofinancement privé prévu dans les conventions de financement.  Dans le cas des instruments financiers, il est destiné à couvrir à la fois le financement privé par l'intermédiaire (gestionnaire de fonds) et le bénéficiaire final. |
| Unité de mesure | € privé (sous-partie du coût total éligible) |
| Types d’actions concernées | Toutes les actions soldées sur le type d’action |
| Source de la donnée | Projets (Synergie) |
| Méthode de collecte | Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire. Pour s'assurer que l'information soit transmise par le porteur, une question concernant le montant total de cofinancement (dont non-éligible) pourra être ajoutée au questionnaire du dossier de demande d'aide.  L’indicateur se calcule de la manière suivant : extraction Synergie, puis somme des colonnes « privés retenu AG » et « autofinancement privé retenu AG ». |
| Pièces justificatives | Conventions de financement, plan de financement au-delà du périmètre éligible transmis au solde |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

#### 3.1.1.3) A03 – Le soutien pour l’émergence et la maturation de projets de recherche et d’innovation

|  |  |
| --- | --- |
| RCO06 | Chercheurs travaillant dans des structures de recherche bénéficiant d’un soutien |
| Précisions méthodologiques | Nombre de postes de travail existants dans des organismes de recherches soutenus qui exécutent directement des activités de R&D.  Cet indicateur mesure en termes d'équivalents temps plein annuels (ETP) les chercheurs utilisant directement, dans leur ligne d'activité, l'installation ou l'équipement de recherche amélioré. Les postes vacants en R&D ne sont pas comptabilisés, ni le personnel de soutien à la R&D (c'est-à-dire les postes qui ne sont pas directement impliqués dans les activités de R&D). La valeur de l'indicateur est le résultat de la somme des chercheurs (en ETP) impliqués dans des activités de R&D bénéficiant d’un équipement ou d’une infrastructure directement améliorés par les opérations financées.  Ce sont les infrastructures qui sont visées et non les dépenses de fonctionnement ou de salaire. La Commission souhaite recenser l’ensemble des chercheurs ; pas uniquement ceux dont les projets ont été soutenus par le FEDER, mais ceux des infrastructures. Seuls les chercheurs travaillant dans le centre de recherche (c.-à-d. le laboratoire) et non l'établissement (c.-à-d. l'université) doivent être comptabilisés. |
| Unité de mesure | Nombre d'ETP annuels |
| Types d’actions concernées | Le projet doit améliorer l'installation de recherche ou la qualité de l'équipement. Le remplacement sans augmentation de qualité est exclu, tout comme la maintenance. L'installation de recherche peut être publique ou privée. On peut citer :   * Les actions d’accompagnement à la prématuration et maturation des projets de recherche académique ; * Les actions de soutien aux phases de maturation et de validation technico-économiques de projets (études de faisabilité, études et frais liés à la propriété intellectuelle, dépenses de personnel liées au projet…).   Les actions financées dans le cadre de cet objectif spécifique s’inscrivent dans l’un des 6 domaines d’innovation stratégiques du SRDEII (Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation) :   * Numérique, industrie de la donnée et industries créatives ; * Ecoconstruction, ville durable et intelligente et énergies vertes et décarbonées ; * Aéronautique, spatial, défense et mobilité durable et intelligente ; * Santé et soins ; * Luxe et cosmétique ; * Agriculture, agro-alimentaire et nutrition. |
| Source de la donnée | Projet |
| Pièces justificatives | Contrat de travail, documents RH signés (attestation RH signé par le DRH), liste avec le nom des chercheurs |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR06 | Demandes de brevet déposées |
| Précisions méthodologiques | Nombre de brevets déposés grâce au soutien du FEDER. Plus précisément, il s’agit du nombre de demandes de brevets déposées et validées (« dépôt »), et qui sont dues à des projets soutenus. L'acceptation finale de la demande n'est pas une exigence.  Le projet soutenu doit avoir une contribution clairement identifiable au brevet pour lequel la demande est enregistrée auprès de l'Office européen des brevets (OEB) ou des offices nationaux. Les demandes d'enregistrement de marques, de dessins ou modèles sont couvertes par RCR07 (présenté ci-après). |
| Unité de mesure | Demande de brevets |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de présentation du RCO06 ci-avant. |
| Source de la donnée | Porteurs de projet ou registres de l'office des brevets (en cas d'un nombre important de brevets recensés) |
| Méthode de collecte | La collecte peut s'effectuer auprès des organismes et entreprises bénéficiaires porteurs de projet d'innovation (nature du projet et objectif spécifique). Elle peut également se fonder sur l'analyse des registres de l'office des brevets (en France ou à l'office européen des brevets).  Possibilité de croisement des deux sources pour s'assurer de la cohérence des données : seulement si le nombre de brevet remonté est important, et justifie la consultation de données administratives |
| Pièces justificatives | Donnée déclarative et/ou registre de l’office des brevets. |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |
| Raisonnement des calculs de fixations des objectifs | Hypothèse du dépôt d’un brevet pour deux chercheurs (*Cf*. entretiens avec la direction recherche et transferts de technologie de la région Île-de-France) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR07 | Demandes d’enregistrement de marques et de dessins ou modèles |
| Précisions méthodologiques | Nombre de demandes d'enregistrement de marques et de dessins ou modèles déposées à la suite du soutien du FEDER. Les projets soutenus doivent avoir une contribution clairement identifiable à la marque ou au modèle communautaire pour lequel la demande est déposée. L'acceptation finale de la demande n'est pas une exigence.  Les marques, dessins et modèles communautaires enregistrés sont suivis à la fois au niveau national et européen. L'autorité en charge de la propriété intellectuelle en France est l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI). En Europe, il s'agit de l'Office européen de la propriété intellectuelle (OEPI). |
| Unité de mesure | Demandes d’enregistrement de marques et de dessins ou modèles |
| Définitions complémentaires | La marque se réfère à des mots, symboles ou d'autres marques qui sont utilisés par des firmes pour distinguer leurs produits ou services de ceux offerts par d'autres. Une marque enregistrée par l'Union Européenne est un droit exclusif qui protège les signes distinctifs.  Le dessin se réfère à *« l'apparence de tout ou partie d'un produit résultant des caractéristiques, en particulier, des lignes, contours, couleurs, forme, texture et ou matériaux du produit lui-même et/ou de ses ornements »*. Le dessin ou la forme d'un produit peuvent être les synonymes de la marque ou image d'une entreprise et devenir des actifs ayant une valeur monétaire. L'indicateur couvre les dessins communautaires enregistrés. Un dessin communaire (DC) enregistré est un droit exclusif qui couvre l’apparence d'un produit ou d'une de ses parties. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de présentation du RCO06 ci-avant. |
| Source de la donnée | La collecte peut s'effectuer auprès des organismes et entreprises bénéficiaires porteurs de projet d'innovation (nature du projet et objectif spécifique). Elle peut également se fonder sur l'analyse des registres des autorités de protection de la propriété intellectuelle (INPI en France, OEPI en Europe). |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des demandes d'enregistrement de marque, dessin ou modèle communautaires déposées suite à un soutien du FEDER.  Dimension déclarative de l'information. L'autorité de gestion pourra constituer une base contenant les demandes d'enregistrement de marques / dessins / modèles communautaires, à partir desquelles l'indicateur est calculé. La convention de financement mentionne que les porteurs sont tenus de répondre au questionnaire. Possibilité de croisement des deux sources pour s'assurer de la cohérence des données : seulement si le nombre de dépôts de marques/dessins/modèles communautaires remonté est important, et justifie la consultation de données administratives |
| Pièces justificatives | Donnée déclarative et/ou INPI en France, OEPI en Europe |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

### 3.1.2) OS 1.2 - Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics

#### 3.1.2.1) A01 – Faciliter la transition numérique des territoires par la création et le développement de nouveaux lieux et services

Indicateurs communs

|  |  |
| --- | --- |
| RCO13 | Valeur des produits, services et processus numériques élaborés pour des entreprises |
| Précisions méthodologiques | Valeur totale des services, produits ou processus numériques nouvellement développés ou considérablement améliorés pour les entreprises par le biais de projets soutenus. La valeur totale peut être mesurée soit en termes de valeur marchande, soit en termes d'investissements totaux requis pour le développement/la mise à niveau significative du service, produit ou service numérique concerné. Les mises à niveau importantes ne couvrent que les nouvelles fonctionnalités. Le service/produit/processus numérique peut être développé par l'entreprise soutenue ou par un tiers sous contrat. |
| Unité de mesure | € FEDER |
| Types d’actions concernées | Typologie d'opérations : soutien à l'acquisition de logiciel, soutien à l'accès à des services de numérisation de l'entreprise, soutien au développement d'applications ou d'outil collaboratifs  Typologie de produits, services et processus numériques : logiciel de gestion, outil de gestion et de stockage des données (GED), outil collaboratif, site web, etc.  Ce type d’action a pour objectif de favoriser la résilience et la maturité numérique des territoires, en soutenant les investissements nécessaires au développement du travail à distance, de l’open data et de nouveaux services numériques au bénéfice des citoyens, des jeunes et des acteurs économiques locaux :   * La création ou reconfiguration d’espaces dédiés à des nouveaux modes de travail, collaboratif et à distance, s’appuyant sur les technologies numériques (tiers-lieux, télécentres, espaces de coworking, fablabs, médialabs, …) ; * La création d’espaces dédiés à des nouveaux modes d’études et d’enseignements s’appuyant sur les technologies numériques ; * Les études et investissements liés à la mise en place de plateformes open data et au développement de nouveaux services numériques ; * Le développement d’outils et d’équipements numériques innovants améliorant la qualité de vie des citoyens et transformant les territoires ; * la création de sites web e-commerce ; * la refonte d’un site web B to B ; * la mise en œuvre d’application de gestion et de suivi des clients ; * la gestion de projets en équipe ; * l’accès à distance des données et la sauvegarde ; * la gestion d’un fichier client (CRM, métier, support) ; * la gestion de stock ; * le travail collaboratif ou à distance. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur |
| Pièces justificatives | Factures, rapport de CSF validant les dépenses associées |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO14 | Institutions publiques bénéficiant d'un soutien pour le développement d'applications et d'usages numériques |
| Précisions méthodologiques | Nombre d'institutions publiques soutenues pour tirer parti des TIC et de l'innovation numérique afin d'améliorer leurs processus, usages et applications.  Somme du nombre d'institutions publiques ayant reçu une aide afin d'améliorer leurs processus, usages proposés et applications à partir des TIC et des innovations numériques. L'indicateur mesure les porteurs de projet, et non les bénéficiaires finaux.  Les mises à niveau importantes ne couvrent que les nouvelles fonctionnalités.   * La numérisation des processus, usages et applications publiques se réfère à l'usage des TIC et des innovations numériques pour le développement de processus, usages et applications par les institutions publiques ; * Les institutions publiques intègrent les institutions publiques locales, régionales et nationales. Les universités et institutions scientifiques ne sont pas concernées. Des processus seront ajoutés au nom et à la définition de l'indicateur. La liste des organismes publics est susceptible d'être précisée et élargie. |
| Unité de mesure | Institutions publiques |
| Définitions complémentaires | Institution publique : institution régie par le droit public, par opposition au droit privé.  On peut citer :   * Les organismes et établissements d’enseignement supérieur, de recherche et de formation ; * Les GIP (Groupement d’intérêt public) ; * Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale ; * Les administrations publiques. |
| Typologie indicatives d’actions | Qualité et proximité de l’action publique et des relations usagers-administrations   * Mise en place de solutions de dématérialisation dans les collectivités ; * Déploiement coordonné de dispositifs de visio-guichets ; * Mise en place d’une plateforme régionale mutualisée d’information géographique (IDG) (ouverture de la donnée publique) ; * Information en temps réel sur les transports en commun publics, billettique.   Culture :   * Appui à la numérisation du patrimoine ; * Aide au développement d’outils de médiation culturelle ; * Appui à la création numérique culturelle ; * Soutien à la création de services facilitant les usages culturels (applications pour matériels mobiles, portails de diffusion…) ; * Aide à l’équipement de conservation pérenne des fichiers numériques ; * Santé * Amélioration des systèmes de communication, modernisation des systèmes d’information, dématérialisation des documents * Mutualisation des outils communs (annuaires patients et professionnels de santé, …)   Éducation :   * Généralisation des espaces numériques de travail (ENT) ; * Consolidation de la plate-forme ENT régionale (développements et intégration de modules applicatifs…) ; * Développement des ressources numériques innovantes (serious games, …) ; * Développement des learning centers, de l’innovation pédagogique et de l’enseignement immersif à distance ; * Mise en place d’un e-portfolio de compétences tout au long de la vie |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur |
| Pièces justificatives | Numéro SIRET des organismes publics soutenus |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR11 | Utilisateurs de services, produits ou applications numériques publics nouveaux ou améliorés |
| Précisions méthodologiques | Nombre de personnes utilisant des services, applications ou processus numériques publics nouveaux ou améliorés introduits ou développés par des institutions publiques en résultat du soutien du FEDER.  Nombre annuel d'utilisateurs des services, produits et processus publics numériques nouvellement développés ou considérablement améliorés. Les mises à niveau importantes ne couvrent que les nouvelles fonctionnalités.  Les améliorations d'applications existantes peuvent être prises en compte, si elles introduisent des changements significatifs, par exemple une nouvelle fonctionnalité (les simples mises à jour ne sont pas comptabilisées). |
| Unité de mesure | Utilisateurs annuels |
| Définitions complémentaires | Les utilisateurs sont caractérisés soit comme des citoyens individuels qui sont les clients des nouveaux services et applications publics, ou au personnel de l'institution publique utilisant la nouvelle application. Si les utilisateurs individuels ne peuvent être identifiés, alors une même personne / client utilisant un service en ligne peut être comptabilisée plusieurs fois dans l'année. |
| Typologie indicatives d’actions | Voir le tableau du RCO14 ci-avant |
| Source de la donnée | Collecte auprès des porteurs, un an après l'Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde).  Les données remontées sont issues de la collecte des chiffres de fréquentation du site/application par le porteur auprès de son gestionnaire ou du fournisseur d'accès. |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des utilisations individuelles des services, produits et applications publics développés avec le soutien du FEDER au cours de l'année.  La notion d'utilisateur est entendue au sens de visite/utilisation individuelle : un même utilisateur ayant recours à la même application plusieurs fois dans l'année sera comptabilisé pour chaque utilisation. Il est important de préciser au porteur que la mesure vise les utilisations individuelles annuelles. La convention de financement mentionne que les porteurs sont tenus de transmettre la donnée 1 an après l'Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde).  Le porteur doit faire le lien avec l’indicateur RCO14.  *Exemple* : une action a soutenu une institution publique pour le développement d'applications et d'usages numériques (RCO14 = 1). Au sein de cette institution, 1000 personnes bénéficient de la numérisation un après la fin de l’action (RCR11 = 1000). |
| Pièces justificatives | Données déclaratives |
| Stade de la collecte | Un an après l'achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR12 | Utilisateurs de produits, services ou applications numériques nouveaux ou améliorés et élaborés pour des entreprises |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur mesure le nombre annuel d'utilisateurs des services, produits et processus numériques nouvellement développés ou considérablement améliorés dans les entreprises. Les mises à niveau importantes ne couvrent que les nouvelles fonctionnalités. L'indicateur est utilisé lorsqu'un soutien est fourni aux entreprises pour développer ou mettre à niveau de manière significative leurs services, produits ou processus numériques.  Les utilisateurs sont caractérisés soit comme des membres du personnel de l'entreprise utilisant la nouvelle application, soit à des individus externes (possiblement, le personnel d'entreprises clientes) qui utilisent les nouveaux produits, services et applications. |
| Unité de mesure | Utilisateurs annuels |
| Typologie indicatives d’actions | Voir le tableau du RCO13 ci-avant |
| Source de la donnée | Collecte auprès des porteurs, un an après l'achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). Les données remontées sont issues de la collecte des chiffres de fréquentation du site/application par le porteur auprès de son gestionnaire ou du fournisseur d'accès. |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des utilisations individuelles des services, produits et applications publics développés avec le soutien du FEDER au cours de l'année.  La notion d'utilisateur est entendue au sens de visite/utilisation individuelle : un même utilisateur ayant recours à la même application plusieurs fois dans l'année sera comptabilisé pour chaque utilisation. Il est important de préciser au porteur que la mesure vise les utilisations individuelles annuelles. La convention de financement mentionne que les porteurs sont tenus de transmettre la donnée 1 an après l'achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde).  Le porteur peut faire le lien avec l’indicateur RCO13.  *Exemple* : une action a soutenu une entreprise pour le développement d'applications et d'usages numériques. Au sein de cet organisme, 1000 personnes bénéficient de la numérisation un après la fin de l’action (RCR12 = 1000). |
| Pièces justificatives | Données déclaratives |
| Stade de la collecte | Un an après l'achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). |

Indicateurs spécifiques aux ITI / A renseigner lors de la réponse à l’appel à candidatures (AAC) ITI et pas par les porteurs

|  |  |
| --- | --- |
| RCO74 | Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré |
| Précisions méthodologiques | Population vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré. L'indicateur mesure la population résidente dans le cadre de la stratégie intégrée, dans le cadre de laquelle les projets sont soutenus. |
| Unité de mesure | Personnes |
| Source de la donnée | ITI (et donc pas les porteurs de projets) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la population totale vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre des Investissements territoriaux intégrés. |
| Pièces justificatives | Données déclaratives et/ou vérification INSEE. |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par l’ITI lors de sa réponse à l’Appel à candidature (AAC) ITI. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO75 | Stratégies intégrées de développement territorial soutenues |
| Précisions méthodologiques | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des stratégies de développement territorial intégré en lien avec des projets soutenus. |
| Unité de mesure | ITI |
| Source de la donnée | Direction des stratégies européennes (région Île-de-France) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond aux nombres d’investissements territoriaux intégrés sélectionnés suite à l’appel à candidature. |
| Pièces justificatives | Convention ? Contrat territoriaux ? |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par la direction des Stratégies européennes suite aux sélection de l’appel à candidature (AAC) ITI. |

#### 3.1.2.2) A02 – Faciliter la transition numérique des entreprises et administrations publiques via les European Digital Innovation Hubs (EDIH)

|  |  |
| --- | --- |
| RCO13 | Valeur des produits, services et processus numériques élaborés pour des entreprises |
| Précisions méthodologiques | Valeur totale des services, produits ou processus numériques nouvellement développés ou considérablement améliorés pour les entreprises par le biais de projets soutenus. La valeur totale peut être mesurée soit en termes de valeur marchande, soit en termes d'investissements totaux requis pour le développement/la mise à niveau significative du service, produit ou service numérique concerné. Les mises à niveau importantes ne couvrent que les nouvelles fonctionnalités. Le service/produit/processus numérique peut être développé par l'entreprise soutenue ou par un tiers sous contrat. |
| Unité de mesure | € FEDER |
| Types d’actions concernées | Typologie d'opérations : soutien à l'acquisition de logiciel, soutien à l'accès à des services de numérisation de l'entreprise, soutien au développement d'applications ou d'outil collaboratifs  Typologie de produits, services et processus numériques : logiciel de gestion, outil de gestion et de stockage des données (GED), outil collaboratif, site web, etc.  Le FEDER soutient les projets qui facilitent l'accompagnement à la transformation numérique et à la modernisation des entreprises et des administrations publiques. Les projets doivent cibler :   * La mise en place de guichets régionaux, visant l'orientation et l'accompagnement des entreprises et des acteurs publiques ; * La création, le développement et la diffusion d'outils, services et contenus numériques visant à l'appropriation d'outils et de services digitaux ; * Les projets de transformation numérique via l'intégration de nouvelles technologies ou procédés ou organisations afin de développer et renforcer les capacités numériques critiques des PME et administrations publiques en matière de calcul à haute performance, d'intelligence artificielle (IA), de cybersécurité et de compétences numériques avancées pour accélérer la meilleure utilisation de ces technologiques. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur |
| Pièces justificatives | Factures, rapport de CSF validant les dépenses associées |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO14 | Institutions publiques bénéficiant d'un soutien pour le développement d'applications et d'usages numériques |
| Précisions méthodologiques | Nombre d'institutions publiques soutenues pour tirer parti des TIC et de l'innovation numérique afin d'améliorer leurs processus, usages et applications.  Somme du nombre d'institutions publiques ayant reçu une aide afin d'améliorer leurs processus, usages proposés et applications à partir des TIC et des innovations numériques. L'indicateur mesure les porteurs de projet, et non les bénéficiaires finaux.  Les mises à niveau importantes ne couvrent que les nouvelles fonctionnalités.   * La numérisation des processus, usages et applications publiques se réfère à l'usage des TIC et des innovations numériques pour le développement de processus, usages et applications par les institutions publiques ; * Les institutions publiques intègrent les institutions publiques locales, régionales et nationales. Les universités et institutions scientifiques ne sont pas concernées. Des processus seront ajoutés au nom et à la définition de l'indicateur. La liste des organismes publics est susceptible d'être précisée et élargie. |
| Unité de mesure | Institutions publiques |
| Définitions complémentaires | Institution publique : institution régie par le droit public, par opposition au droit privé.  On peut citer :   * Les organismes et établissements d’enseignement supérieur, de recherche et de formation ; * Les GIP (Groupement d’intérêt public) ; * Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale ; * Les administrations publiques. |
| Typologie indicatives d’actions | Voir le tableau du RCO13 ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur |
| Pièces justificatives | Numéro SIRET des organismes publics soutenus |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR11 | Utilisateurs de services, produits ou applications numériques publics nouveaux ou améliorés |
| Précisions méthodologiques | Nombre de personnes utilisant des services, applications ou processus numériques publics nouveaux ou améliorés introduits ou développés par des institutions publiques en résultat du soutien du FEDER.  Nombre annuel d'utilisateurs des services, produits et processus publics numériques nouvellement développés ou considérablement améliorés. Les mises à niveau importantes ne couvrent que les nouvelles fonctionnalités.  Les améliorations d'applications existantes peuvent être prises en compte, si elles introduisent des changements significatifs, par exemple une nouvelle fonctionnalité (les simples mises à jour ne sont pas comptabilisées). |
| Unité de mesure | Utilisateurs annuels |
| Définitions complémentaires | Les utilisateurs sont caractérisés soit comme des citoyens individuels qui sont les clients des nouveaux services et applications publics, ou au personnel de l'institution publique utilisant la nouvelle application. Si les utilisateurs individuels ne peuvent être identifiés, alors une même personne / client utilisant un service en ligne peut être comptabilisée plusieurs fois dans l'année. |
| Typologie indicatives d’actions | Voir le tableau du RCO13 ci-avant. |
| Source de la donnée | Collecte auprès des porteurs, un an après l'Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde).  Les données remontées sont issues de la collecte des chiffres de fréquentation du site/application par le porteur auprès de son gestionnaire ou du fournisseur d'accès. |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des utilisations individuelles des services, produits et applications publics développés avec le soutien du FEDER au cours de l'année.  La notion d'utilisateur est entendue au sens de visite/utilisation individuelle : un même utilisateur ayant recours à la même application plusieurs fois dans l'année sera comptabilisé pour chaque utilisation. Il est important de préciser au porteur que la mesure vise les utilisations individuelles annuelles. La convention de financement mentionne que les porteurs sont tenus de transmettre la donnée 1 an après l'Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde).  Le porteur doit faire le lien avec l’indicateur RCO14.  *Exemple* : une action a soutenu une institution publique pour le développement d'applications et d'usages numériques (RCO14 = 1). Au sein de cette institution, 1000 personnes bénéficient de la numérisation un après la fin de l’action (RCR11 = 1000). |
| Pièces justificatives | Données déclaratives |
| Stade de la collecte | Un an après l'achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR12 | Utilisateurs de produits, services ou applications numériques nouveaux ou améliorés et élaborés pour des entreprises |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur mesure le nombre annuel d'utilisateurs des services, produits et processus numériques nouvellement développés ou considérablement améliorés dans les entreprises. Les mises à niveau importantes ne couvrent que les nouvelles fonctionnalités. L'indicateur est utilisé lorsqu'un soutien est fourni aux entreprises pour développer ou mettre à niveau de manière significative leurs services, produits ou processus numériques.  Les utilisateurs sont caractérisés soit comme des membres du personnel de l'entreprise utilisant la nouvelle application, soit à des individus externes (possiblement, le personnel d'entreprises clientes) qui utilisent les nouveaux produits, services et applications. |
| Unité de mesure | Utilisateurs annuels |
| Typologie indicatives d’actions | Voir le tableau du RCO13 ci-avant. |
| Source de la donnée | Collecte auprès des porteurs, un an après l'achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). Les données remontées sont issues de la collecte des chiffres de fréquentation du site/application par le porteur auprès de son gestionnaire ou du fournisseur d'accès. |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des utilisations individuelles des services, produits et applications publics développés avec le soutien du FEDER au cours de l'année.  La notion d'utilisateur est entendue au sens de visite/utilisation individuelle : un même utilisateur ayant recours à la même application plusieurs fois dans l'année sera comptabilisé pour chaque utilisation. Il est important de préciser au porteur que la mesure vise les utilisations individuelles annuelles. La convention de financement mentionne que les porteurs sont tenus de transmettre la donnée 1 an après l'achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde).  Le porteur peut faire le lien avec l’indicateur RCO14.  *Exemple* : une action a soutenu une entreprise pour le développement d'applications et d'usages numériques. Au sein de cet organisme, 1000 personnes bénéficient de la numérisation un après la fin de l’action (RCR12 = 1000). |
| Pièces justificatives | Données déclaratives |
| Stade de la collecte | Un an après l'achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). |

### 3.1.3) OS 1.3 – Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d’emplois dans les PME, et par des investissements productifs

#### 3.1.3.1) A01 – Actions d’accompagnement des PME

Indicateur commun

|  |  |
| --- | --- |
| RCO02 | Entreprises bénéficiant de subventions |
| Précisions méthodologiques | Nombre d’entreprises bénéficiant d’un soutien sous la forme d’une aide financière directe non remboursable, uniquement subordonnée à la réalisation du projet (subventions).  Les opérateurs publics sont comptabilisés lorsqu’ils interviennent dans un champ concurrentiel. Les exploitants de transport et les entreprises de formation sont également considérés comme des entreprises.  Une entreprise ne peut être comptabilisée qu'une seule fois par programmation (sur la base du n° SIRET). |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Typologie indicative d’action | Le FEDER soutien les acteurs de l'accompagnement des entreprises, afin qu'ils appuient le développement et la compétitivité des PME franciliennes.  Les projets éligibles au FEDER sont les suivants :   * Actions d’accompagnement à la maturation d'entreprises innovantes ou de projet de création d'entreprises innovantes, portées par des incubateurs ; * Actions d’accompagnement à l’innovation des PME y compris pour une meilleure intégration du design ; * Actions d’accompagnement à la transition environnementale des PME (en réponse aux enjeux de l’urgence climatique et d’une économie circulaire) ; * Action d’accompagnement à la transition numérique des PME en réponse aux enjeux de sécurité et de stockage des données, ainsi que d’appropriation des nouvelles technologies. |
| Méthode de collecte | Afin de répondre aux exigences règlementaires de la Commission européenne, nous demandons au porteur de remplir le tableur annexé à l’appel à projet (tableau de données compilées, document support D) :    Il permet de collecter :   * Le numéro SIRET des entreprises soutenues : la région pourra ainsi dédoublonner afin de collecter le nombre d’entreprises soutenues et non pas le nombre de soutien ; * Le type de soutien ; * Des coordonnées sur les entreprises soutenues, ce qui permettra de mener des évaluations d’impact sur le moyen ou long terme ; * En cas de flou sur les dates de début et de fin du soutien, le porteur peut renseigner les dates de début et de fin d’opération. |
| Pièces justificatives | Tableur Excel |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde).  Toutefois au regard des problématiques de collecte sur 2014-2020, si cela est possible il est recommandé de collecter le numéro de SIRET et la taille des entreprises soutenues dès le début du projet. Un tableau de collecte Excel (voir « méthode de collecte » ci-dessus) pourra ainsi être fourni au porteur dès le dépôt du dossier en l'informant des enjeux et obligations pour s'assurer de la collecte de la donnée. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO04 | Entreprises bénéficiant d’un soutien non financier |
| Précisions méthodologiques | Nombre d'entreprises bénéficiant d'un accompagnement n'impliquant pas de transfert financier direct (orientation, conseil, incubation d'entreprises, clusters, coopération dans des projets de recherche, participation à des foires, salons internationaux *etc*). Le capital-risque est considéré comme une aide financière.  L'indicateur compte le nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier. Les entreprises sont comptabilisées dans l'indicateur si elles reçoivent le soutien non financier d'une manière structurée comme, par exemple, une PME bénéficiant des services d'une pépinière. Le soutien fourni doit être documenté. Les interactions ponctuelles (*exemples* : appels téléphoniques pour demandes d'informations) ne sont pas incluses. |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Méthode de collecte | Afin de répondre aux exigences règlementaires de la Commission européenne, nous demandons au porteur de remplir le tableur annexé à l’appel à projet (tableau de données compilées, document support D) :    Il permet de collecter :   * Le numéro SIRET des entreprises soutenues : la région pourra ainsi dédoublonner afin de collecter le nombre d’entreprises soutenues et non pas le nombre de soutien ; * Le type de soutien ; * Des coordonnées sur les entreprises soutenues, ce qui permettra de mener des évaluations d’impact sur le moyen ou long terme ; * En cas de flou sur les dates de début et de fin du soutien, le porteur peut renseigner les dates de début et de fin d’opération. |
| Pièces justificatives | Tableur Excel |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde).  Toutefois au regard des problématiques de collecte sur 2014-2020, si cela est possible il est recommandé de collecter le numéro de SIRET et la taille des entreprises soutenues dès le début du projet. Un tableau de collecte Excel (voir « méthode de collecte » ci-dessus) pourra ainsi être fourni au porteur dès le dépôt du dossier en l'informant des enjeux et obligations pour s'assurer de la collecte de la donnée. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO15 | Capacités créées d'incubation des entreprises |
| Précisions méthodologiques | Nombre d'entreprises pouvant être assistées annuellement par l'incubateur créé avec le soutien du FEDER. |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Définitions complémentaires | Les incubateurs d'entreprises ont pour but d'aider les entrepreneurs de start-ups. Les trois phases d'incubation sont constituées de :   1. La préincubation, incluant les activités nécessaires pour soutenir l'entrepreneur potentiel dans son développement d'une idée, d'un modèle d'affaires et d'un plan ; 2. L'incubation, incluant le soutien donné à l'entrepreneur allant de la phase start-up à la phase d'expansion; 3. La post-incubation, incluant les activités à mener lorsque l'entreprise a atteint sa phase de maturité, et est ainsi prête à opérer par elle-même sur un marché. La post-incubation se réfère au développement commercial, à l'internationalisation, au regroupement et à la constitution d'un réseau. Les incubateurs positionnés comme "post-incubateurs" sont parfois désignés "accélérateurs".   L'incubateur renseigne le nombre de clients entrepreneurs avec lesquels il établit des relations structurées. Ceci exclut les contacts préliminaires (comme des entretiens téléphoniques) avec des entrepreneurs potentiels. Pour le calcul de l'indicateur couvrant la préincubation, les entrepreneurs potentiels sont considérés comme auto-entrepreneurs, et donc comptabilisés comme des micro-entreprises. |
| Types d’actions concernées | * Actions d’accompagnement à la maturation d'entreprises innovantes ou de projet de création d'entreprises innovantes, portées par des incubateurs ; * Actions d’accompagnement à l’innovation des PME y compris pour une meilleure intégration du design ; * Actions d’accompagnement à la transition environnementale des PME (en réponse aux enjeux de l’urgence climatique et d’une économie circulaire) ; * Action d’accompagnement à la transition numérique des PME en réponse aux enjeux de sécurité et de stockage des données, ainsi que d’appropriation des nouvelles technologies. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Afin de répondre aux exigences règlementaires de la Commission européenne, nous demandons au porteur de remplir le tableur annexé à l’appel à projet (tableau de données compilées, document support D) :    Il permet de collecter :   * Le numéro SIRET des entreprises soutenues : la région pourra ainsi dédoublonner afin de collecter le nombre d’entreprises soutenues et non pas le nombre de soutien ; * Le type de soutien ; * La capacité créée d’incubation (colonne L, RCO15) ; * Des coordonnées sur les entreprises soutenues, ce qui permettra de mener des évaluations d’impact sur le moyen ou long terme ; * En cas de flou sur les dates de début et de fin du soutien, le porteur peut renseigner les dates de début et de fin d’opération. |
| Pièces justificatives | Tableur Excel et/ou le bilan des travaux détaillant le nombre de places nouvelles ou supplémentaires de l'incubateur (rapport de solde et de contrôle de service fait). |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). |

Indicateurs renseignés par l’autorité de gestion et pas par le porteur

|  |  |
| --- | --- |
| RCO01 | Entreprises bénéficiant d’un soutien (dont : micro, petites, moyennes, grandes) |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur considère toutes les formes de soutiens, financiers et non financiers, accordé aux entreprises avec l'aide du FEDER.  Il convient de noter que les indicateurs RCO01 à RCO05 mesurent le nombre des entreprises et que le comptage multiple n’est pas autorisé (c’est-à-dire qu’une entreprise bénéficiant de subventions à plusieurs reprises compte pour une seule entreprise). Enregistrer chaque entreprise sous un unique identifiant pour éviter le comptage multiple est une bonne pratique, c’est pourquoi nous demandons le numéro SIRET aux porteurs afin de dédoublonner. Autrement dit, RCO01 = RCO02 + RCO03 + RCO04 + RCO05. A noter également que la somme des indicateurs RCO02, RCO03 et RCO04 peut être supérieure à l’indicateur RCO01 si les entreprises reçoivent différents types de soutiens ou un soutien combiné. En effet, l’indicateur dénombre le nombre d’entreprises soutenues et pas le nombre de soutien. |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Définitions complémentaires | L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'un certain degré d'autonomie dans la prise de décision, notamment pour l'allocation de ses ressources présentes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux. Une entreprise peut être une seule unité légale. Pour les fins de cet indicateur, les entreprises sont des organisations à but lucratif qui produisent des biens et des services pour satisfaire les besoins d'un marché. Les opérateurs publics sont comptabilisés lorsqu’ils interviennent dans un champ concurrentiel. Les exploitants de transport et les entreprises de formation sont également considérés comme des entreprises.  Classification des entreprises :   * Micro-entreprise : ≤ 10 salariés et chiffre d'affaires annuel ≤ 2 millions d'euros, ou bilan ≤ 2 millions d'euros ; * Petite entreprise : 10 à 49 salariés, > 2 à 10 millions d'euros de CA ou 2 à 10 millions d'euros de bilan ; * Entreprise moyenne : 50 à 249 salariés, > 10 à 50 millions d'euros de CA ou 10 à 43 millions d'euros de bilan ; * Grande entreprise : > 250 salariés, > 50 millions de CA ou > 43 millions de bilan. |
| Types d’actions concernées | * Les projets de recherche, de développement et d’innovation des PME (dont labellisés Seal of Excellence par la Commission européenne) ; * Les projets collaboratifs de recherche, de développement et d’innovation portés par des PME et/ou ETI et des établissements d’enseignement supérieur et de recherche. |
| Source de la donnée | Porteur de projet, puis agrégation et dédoublonnement par l’AG |
| Méthode de collecte | Le porteur renseigne l’indicateur RCO02 (entreprises soutenues au moyen de subventions) ainsi que le numéro SIRET et la taille de chaque entité soutenue |
| Pièces justificatives | Les données doivent être collectées dès le démarrage de l'opération pour faciliter la collecte via un tableau Excel et le porteur doit être sensibilisé à la collecte de cette donnée. |
| Stade de la collecte | Tout au long d’une opération, puis transmission de l’Excel lors de l’achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR02 | Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers) |
| Précisions méthodologiques | Volume d'investissements privés cofinançant les projets soutenus par le FEDER et le fonds de cohésion. Autrement dit, La valeur des contributions privées cofinançant les projets soutenus, dont la forme est une subvention ou un instrument financier. Sont également prises en compte les contributions couvrant les parties non éligibles du coût des projets.  L'indicateur couvre également la partie non éligible du coût du projet, y compris la TVA. Pour les entreprises publiques, l'indicateur couvre les contributions de cofinancement sur leur propre budget.  L'indicateur doit être calculé sur la base du cofinancement privé prévu dans les conventions de financement.  Dans le cas des instruments financiers, il est destiné à couvrir à la fois le financement privé par l'intermédiaire (gestionnaire de fonds) et le bénéficiaire final. |
| Unité de mesure | € privé (partie du coût total éligible) |
| Types d’actions concernées | Toutes les actions soldées sur le type d’action |
| Source de la donnée | Projets (Synergie) |
| Méthode de collecte | Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire. Pour s'assurer que l'information soit transmise par le porteur, une question concernant le montant total de cofinancement (dont non-éligible) pourra être ajoutée au questionnaire du dossier de demande d'aide.  L’indicateur se calcule de la manière suivant : extraction Synergie, puis somme des colonnes « privés retenu AG » et « autofinancement privé retenu AG ». |
| Pièces justificatives | Conventions de financement, plan de financement au-delà du périmètre éligible transmis au solde |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR18 | PME qui utilisent des services d'incubateur après la création de cet incubateur |
| Précisions méthodologiques | Nombre de PME utilisant les services d'incubation d'un incubateur créé avec le soutien du FEDER. |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Définitions complémentaires | Plus de détails dans le tableau du RCO15 présenté ci-avant. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du RCO15 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Voir le tableau du RCO15 présenté ci-avant. |
| Pièces justificatives | Tableur Excel (présenté dans le tableau du RCO15) |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |
| Raisonnement des calculs de fixations des objectifs | On a en fait RCO15 = RCR18. Autrement dit, lorsque que la valeur du RCO15 est collectée puis fiabilisée, nous pouvons renseigner RCR18. |

#### 3.1.3.2) A02 – Le soutien au développement des PME innovantes et les start-up industrielles

Indicateurs communs

|  |  |
| --- | --- |
| RCO03 | Entreprises bénéficiant d'un soutien au moyen d’instruments financiers |
| Précisions méthodologiques | Nombre d'entreprises bénéficiant de prêts, de bonifications d'intérêts, de garanties de crédit, de capital-risque ou d'autres instruments financiers.  Les instruments financiers dans ce contexte comprennent les quasi-fonds propres, les fonds propres, les garanties et les prêts tels que définis dans le règlement UE 2018/1046, article 2:   * (52) «investissement en quasi-fonds propres», un type de financement qui se situe entre les fonds propres et la dette, présentant un risque plus élevé que la dette senior et un risque inférieur à celui des actions ordinaires et qui peut être structuré comme une dette, généralement non garantie et subordonnée et, dans certains cas, les cas convertibles en actions ou en actions privilégiées ; * (25) «prise de participation», la fourniture de capitaux à une société, investis directement ou indirectement en échange de la propriété totale ou partielle de cette société et dans laquelle l'investisseur en capital peut assumer un certain contrôle de gestion de la société et partager les bénéfices de la société; * (34) "garantie": un engagement écrit à assumer la responsabilité de tout ou partie de la dette ou de l'obligation d'un tiers ou de la bonne exécution par ce tiers de ses obligations si un événement survient qui déclenche cette garantie, tel qu'un défaut de paiement ; * (40) «prêt», un accord qui oblige le prêteur à mettre à la disposition de l'emprunteur un montant d'argent convenu pour une période convenue et en vertu duquel l'emprunteur est tenu de rembourser ce montant dans le délai convenu. |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Définitions complémentaires | L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'un certain degré d'autonomie dans la prise de décision, notamment pour l'allocation de ses ressources présentes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux. Une entreprise peut être une seule unité légale. Pour les fins de cet indicateur, les entreprises sont des organisations à but lucratif qui produisent des biens et des services pour satisfaire les besoins d'un marché. Les opérateurs publics sont comptabilisés lorsqu’ils interviennent dans un champ concurrentiel. Les exploitants de transport et les entreprises de formation sont également considérés comme des entreprises.  Classification des entreprises :   * Micro-entreprise : ≤ 10 salariés et chiffre d'affaires annuel ≤ 2 millions d'euros, ou bilan ≤ 2 millions d'euros ; * Petite entreprise : 10 à 49 salariés, > 2 à 10 millions d'euros de CA ou 2 à 10 millions d'euros de bilan ; * Entreprise moyenne : 50 à 249 salariés, > 10 à 50 millions d'euros de CA ou 10 à 43 millions d'euros de bilan ;   Grande entreprise : > 250 salariés, > 50 millions de CA ou > 43 millions de bilan. |
| Types d’actions concernées | Cette action vise à soutenir la création et le développement d’entreprises innovantes au moyen de :   * La création d'une nouvelle poche pour le financement des entreprises innovantes en amorçage. Son objectif est de combler une faille persistante du marché sur ce segment du capital risque via des prises de participation en capital minoritaire ; * La création d'un fonds de prêt d'honneur régional destiné aux entreprises franciliennes. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Afin de répondre aux exigences règlementaires de la Commission européenne, nous demandons au porteur de remplir le tableur annexé à l’appel à projet :    Il permet de collecter :   * Le numéro SIRET des entreprises soutenues : la région pourra ainsi dédoublonner afin de collecter le nombre d’entreprises soutenues et non pas le nombre de soutien ; * Le type de soutien (dont instruments financiers) ; * Des coordonnées sur les entreprises soutenues, ce qui permettra de mener des évaluations d’impact sur le moyen ou long terme ; * En cas de flou sur les dates de début et de fin du soutien, le porteur peut renseigner les dates de début et de fin d’opération. |
| Pièces justificatives | Tableur Excel |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

Indicateurs renseignés par l’autorité de gestion et pas par le porteur

|  |  |
| --- | --- |
| RCO01 | Entreprises bénéficiant d’un soutien (dont : micro, petites, moyennes, grandes) |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur considère toutes les formes de soutiens, financiers et non financiers, accordé aux entreprises avec l'aide du FEDER.  Il convient de noter que les indicateurs RCO01 à RCO05 mesurent le nombre des entreprises et que le comptage multiple n’est pas autorisé (c’est-à-dire qu’une entreprise bénéficiant de subventions à plusieurs reprises compte pour une seule entreprise). Enregistrer chaque entreprise sous un unique identifiant pour éviter le comptage multiple est une bonne pratique, c’est pourquoi nous demandons le numéro SIRET aux porteurs afin de dédoublonner. Autrement dit, RCO01 = RCO02 + RCO03 + RCO04 + RCO05.  A noter également que la somme des indicateurs RCO02, RCO03 et RCO04 peut être supérieure à l’indicateur RCO01 si les entreprises reçoivent différents types de soutiens ou un soutien combiné. En effet, l’indicateur dénombre le nombre d’entreprises soutenues et pas le nombre de soutien. |
| Unité de mesure | Entreprises |
| Définitions complémentaires | L'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'un certain degré d'autonomie dans la prise de décision, notamment pour l'allocation de ses ressources présentes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux. Une entreprise peut être une seule unité légale. Pour les fins de cet indicateur, les entreprises sont des organisations à but lucratif qui produisent des biens et des services pour satisfaire les besoins d'un marché. Les opérateurs publics sont comptabilisés lorsqu’ils interviennent dans un champ concurrentiel. Les exploitants de transport et les entreprises de formation sont également considérés comme des entreprises.  Classification des entreprises :   * Micro-entreprise : ≤ 10 salariés et chiffre d'affaires annuel ≤ 2 millions d'euros, ou bilan ≤ 2 millions d'euros ; * Petite entreprise : 10 à 49 salariés, > 2 à 10 millions d'euros de CA ou 2 à 10 millions d'euros de bilan ; * Entreprise moyenne : 50 à 249 salariés, > 10 à 50 millions d'euros de CA ou 10 à 43 millions d'euros de bilan * Grande entreprise : > 250 salariés, > 50 millions de CA ou > 43 millions de bilan. |
| Types d’actions concernées | * Les projets de recherche, de développement et d’innovation des PME (dont labellisés Seal of Excellence par la Commission européenne) ; * Les projets collaboratifs de recherche, de développement et d’innovation portés par des PME et/ou ETI et des établissements d’enseignement supérieur et de recherche. |
| Source de la donnée | Porteur de projet, puis agrégation et dédoublonnement par l’AG |
| Méthode de collecte | Le porteur renseigne l’indicateur RCO02 (entreprises soutenues au moyen de subventions) ainsi que le numéro SIRET et la taille de chaque entité soutenue |
| Pièces justificatives | Les données doivent être collectées dès le démarrage de l'opération pour faciliter la collecte via un tableau Excel et le porteur doit être sensibilisé à la collecte de cette donnée. |
| Stade de la collecte | Tout au long d’une opération, puis transmission de l’Excel lors de l’achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde). |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR02 | Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers) |
| Précisions méthodologiques | Volume d'investissements privés cofinançant les projets soutenus par le FEDER et le fonds de cohésion. Autrement dit, La valeur des contributions privées cofinançant les projets soutenus, dont la forme est une subvention ou un instrument financier. Sont également prises en compte les contributions couvrant les parties non éligibles du coût des projets.  L'indicateur couvre également la partie non éligible du coût du projet, y compris la TVA. Pour les entreprises publiques, l'indicateur couvre les contributions de cofinancement sur leur propre budget. L'indicateur doit être calculé sur la base du cofinancement privé prévu dans les conventions de financement.  Dans le cas des instruments financiers, il est destiné à couvrir à la fois le financement privé par l'intermédiaire (gestionnaire de fonds) et le bénéficiaire final. |
| Unité de mesure | € privé (partie du coût total) |
| Types d’actions concernées | Toutes les actions soldées sur le type d’action |
| Source de la donnée | Projets (Synergie) |
| Méthode de collecte | Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire. Pour s'assurer que l'information soit transmise par le porteur, une question concernant le montant total de cofinancement (dont non-éligible) pourra être ajoutée au questionnaire du dossier de demande d'aide.  L’indicateur se calcule de la manière suivant : extraction Synergie, puis somme des colonnes « privés retenu AG » et « autofinancement privé retenu AG ». |
| Pièces justificatives | Conventions de financement, plan de financement au-delà du périmètre éligible transmis au solde |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

## 3.2) Priorité 2 – Soutenir la transition écologique et vers une économie circulaire en Île-de-France

### 3.2.1) OS 2.1 - Favoriser les mesures en matière d’efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre

#### 3.2.1.1) A01 – Le soutien à la rénovation énergétique des logements sociaux

Indicateurs communs

|  |  |
| --- | --- |
| RCO18 | Logements bénéficiant d’un soutien pour l’amélioration de la performance énergétique |
| Précisions méthodologiques | La performance énergétique améliorée est définie comme suit : changement d'au deux classes énergétiques.  Pour un immeuble comportant plusieurs appartements, ce sont les appartements qui doivent être comptabilisés.  L’indicateur prend en compte uniquement les logements sociaux. L'indicateur ne prend pas en compte les logements ou copropriété privées, logements collectifs tels que les hôpitaux, les maisons de retraite, les maisons d'habitation, les prisons, les casernes militaires, les institutions religieuses, les pensions de famille ou les foyers de travailleurs, *etc*. |
| Unité de mesure | Logements |
| Définitions complémentaires | Logement (définition ESTAT) : un logement est « un bâtiment permanent ou une partie structurellement séparée d'un bâtiment qui (…) est conçu pour accueillir un ménage privé toute l'année »  L’arrêté du 31 mars 2021 relatif au diagnostic de performance énergétique (DPE) pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d’habitation en France métropolitaine indique dans son annexe 5 que « la classification de A à G de la performance énergétique du bien est définie de la façon suivant, selon la consommation totale d’énergie primaire et la quantité d’émissions de gaz à effet de serre estimées par unité de surface habitable et par an : |
| Types d’actions concernées | Opération de réhabilitation/rénovation thermique de logements sociaux. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur.  Exemple d’un extrait de DPE :    Dans ce cas, le porteur pourra indiquer RCO18 = 314. |
| Stade de la collecte | A l’achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde), dès que le Diagnostic de performance énergétique (DPE) est disponible |
| Pièces justificatives | L’option de coût simplifiée (OSC) mentionne la nécessité de demander :   * Un diagnostic de performance énergétique (étude thermique ou tout document équivalent) réalisé par un organisme certificateur avant les travaux permettant de justifier les catégories de performance du bien ; * Un justificatif de la réalisation des travaux mentionnant le nombre de logements rénovés dans le cadre de l'opération accompagné d'un document prouvant la réception des travaux (PV de réception des travaux) ; * Un diagnostic de performance énergétique (étude thermique ou tout document équivalent) réalisé par un organisme certificateur après les travaux permettant d'attester le saut de 2 catégories de performance du bien. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR26 | Consommation d’énergie primaire annuelle (logements, bâtiments publics, entreprises, autres) |
| Précisions méthodologique | Consommation totale d'énergie primaire annuelle des logements et des bâtiments pris en charge dans le cadre d’une action cofinancée par le FEDER.  La valeur de départ correspond à la consommation totale d'énergie primaire avant le début de l'intervention, et la valeur atteinte se réfère à la valeur de la consommation totale d'énergie primaire pendant l'année après la fin de l'intervention. Pour les bâtiments, les deux valeurs sont documentées à partir des certificats de performance énergétique, en lien avec la Directive 2010/31/UE. Pour les processus des entreprises, la consommation annuelle d'énergie primaire doit être documentée à partir des audits énergétiques ou des autres spécifiques techniques pertinentes.  L'indicateur mesure la consommation annuelle effective d'énergie primaire une fois le projet réalisé. Cette consommation annuelle est déterminée grâce au DPE. |
| Unité de mesure | MWh par an (MWh/an) en énergie primaire (EP) (1000 kWh est égal à 1 MWh) |
| Définitions complémentaires | L’arrêté du 31 mars 2021 relatif au diagnostic de performance énergétique (DPE) pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d’habitation en France métropolitaine indique dans son annexe 5 que « la classification de A à G de la performance énergétique du bien est définie de la façon suivant, selon la consommation totale d’énergie primaire et la quantité d’émissions de gaz à effet de serre estimées par unité de surface habitable et par an :    D’après l’INSEE, l'énergie primaire est l'ensemble des produits énergétiques non transformés, exploités directement ou importés. |
| Types d’actions concernées | Opération de réhabilitation/rénovation thermique de logements sociaux. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur  Le porteur doit indiquer des situations finales de consommation d’énergie primaire des logements réhabilités.  Le porteur peut s’appuyer sur RCO18. Ensuite, il faut associer à chaque logement sa nouvelle consommation d’énergie primaire : « dépense\_initiale – économie\_réalisée = valeur\_RCO26 ».  *Exemple* : une action a permis de réhabiliter 100 logements (RCO18 = 100).  Le DPE indique : « le gain énergétique est de 181 – 88 = 93 kWh/anEP ». Pour mon opération, j’indique 93 \* 100 = 9300 kWh. Il ne me reste plus qu’à convertir en MWh. Sachant que 1000 kWh est égal à 1 MWh, je divise par 1000 : RCR26 = 9300/1000 = 9,3 MWh.  Remarque : dans l’exemple précédent, une hypothèse forte est faite. En effet, nous considérons que tous les logements ont la même dépense énergétique initiale et finale. Cependant, il n’est pas rare que des logements soient tous différents et que la réhabilitation ne soit pas identique. Nous d’automatiser le calcul ainsi :    En effet, un tableur permet de :   * Calculer RCO 18 / recenser le nombre de logement (colonne A) ; * Calculer RCR26 en sommant de la colonne D (elle-même calculée en faisant B-C pour chaque logement). |
| Stade de la collecte | A l’Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde), dès que le Diagnostic de performance énergétique (DPE) est disponible |
| Pièces justificatives | L’option de coût simplifiée (OSC) mentionne la nécessité de demander :   * Un diagnostic de performance énergétique (étude thermique ou tout document équivalent) réalisé par un organisme certificateur avant les travaux permettant de justifier les catégories de performance du bien ; * Un justificatif de la réalisation des travaux mentionnant le nombre de logements rénovés dans le cadre de l'opération accompagné d'un document prouvant la réception des travaux (PV de réception des travaux) ; * Un diagnostic de performance énergétique (étude thermique ou tout document équivalent) réalisé par un organisme certificateur après les travaux permettant d'attester le saut de 2 catégories de performance du bien. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR29 | Émissions estimées de gaz à effet de serre |
| Précisions méthodologique | Estimation des émissions de gaz à effet de serre (GES) avant et après la mise en œuvre du projet.  L'indicateur mesure les émissions de GES estimées avant et après l'intervention, et il doit être utilisé chaque fois que la réduction des émissions de GES est l'un des objectifs de l'intervention (dans ce cas : l’efficacité énergétique). |
| Unité de mesure | Tonnes de CO2eq/an (eq = équivalent) |
| Définitions complémentaires | L’arrêté du 31 mars 2021 relatif au diagnostic de performance énergétique (DPE) pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d’habitation en France métropolitaine indique dans son annexe 5 que « la classification de A à G de la performance énergétique du bien est définie de la façon suivant, selon la consommation totale d’énergie primaire et la quantité d’émissions de gaz à effet de serre estimées par unité de surface habitable et par an : |
| Types d’actions concernées | Opération de réhabilitation/rénovation thermique de logements sociaux. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur  Le porteur doit indiquer des situations finales d’émission de GES des logements réhabilités.  Le porteur peut s’appuyer sur RCO18. Ensuite, il faut associer à chaque logement ses nouvelles émissions de CO2 : « dépense\_initiale – économie\_réalisée = valeur\_RCR29 ».  *Exemple* : une action a permis de réhabiliter 100 logements (RCO18 = 100).  Le DPE indique :    Pour mon opération, j’indique 100 \* 15 = 1500 kgeqCO2. Il ne me reste plus qu’à convertir en MWh. Sachant que 1 TonneseqCO2 est égal à 1000 kgeqCO2, je divise par 1000 : RCR29 = 1500/1000 = 1,5 TonneseqCO2.  On peut imaginer un tableur similaire à celui proposé dans le tableau du RCR26 :    En effet, un tableur permet de :   * Calculer RCO 18 / recenser le nombre de logement (colonne A) ; * Calculer RCR29 en sommant de la colonne D (elle-même calculée en faisant B-C pour chaque logement). |
| Stade de la collecte | A l’Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde), dès que le Diagnostic de performance énergétique (DPE) est disponible |
| Pièces justificatives | L’option de coût simplifiée (OSC) mentionne la nécessité de demander :   * Un diagnostic de performance énergétique (étude thermique ou tout document équivalent) réalisé par un organisme certificateur avant les travaux permettant de justifier les catégories de performance du bien ; * Un justificatif de la réalisation des travaux mentionnant le nombre de logements rénovés dans le cadre de l'opération accompagné d'un document prouvant la réception des travaux (PV de réception des travaux) ; * Un diagnostic de performance énergétique (étude thermique ou tout document équivalent) réalisé par un organisme certificateur après les travaux permettant d'attester le saut de 2 catégories de performance du bien. |

Indicateurs spécifiques aux ITI / A renseigner lors de la réponse à l’appel à candidatures (AAC) ITI et pas par les porteurs

|  |  |
| --- | --- |
| RCO74 | Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré |
| Précisions méthodologiques | Population vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré. L'indicateur mesure la population résidente dans le cadre de la stratégie intégrée, dans le cadre de laquelle les projets sont soutenus. |
| Unité de mesure | Personnes |
| Source de la donnée | ITI (et donc pas les porteurs de projets) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la population totale vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre des Investissements territoriaux intégrés. |
| Pièces justificatives | Données déclaratives et/ou vérification INSEE. |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par l’ITI lors de sa réponse à l’Appel à candidature (AAC) ITI. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO75 | Stratégies intégrées de développement territorial soutenues |
| Précisions méthodologiques | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des stratégies de développement territorial intégré en lien avec des projets soutenus. |
| Unité de mesure | ITI |
| Source de la donnée | Direction des stratégies européennes (région Île-de-France) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond aux nombres d’investissements territoriaux intégrés sélectionnés suite à l’appel à candidature. |
| Pièces justificatives | Convention ? Contrat territoriaux ? |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par la direction des Stratégies européennes suite aux sélection de l’appel à candidature (AAC) ITI. |

### 3.2.2) OS 2.2 - Favoriser les énergies renouvelables conformément à la directive (UE) 2018/2001, y compris les critères de durabilité qui y sont énoncés

#### 3.2.2.1) A01 – Le soutien à la structuration des filières « géothermie » et « hydrogène vert »

|  |  |
| --- | --- |
| RCO22 | Capacité de production supplémentaire d'énergies renouvelables (dont: électricité, thermique) |
| Précisions méthodologiques | Capacité de production supplémentaire d'énergie renouvelable financée par le projet. L'indicateur mesure la capacité de production additionnelle pour les énergies renouvelables construites et/ou accrues à travers les projets soutenus. L'indicateur peut également couvrir une capacité de production qui a été construite ou étendue et qui n'est pas encore connectée au réseau (le cas échéant) ou pas encore entièrement prête à produire de l'énergie.  La capacité de production est mesurée comme la puissance installée maximale. D’après Eurostat, il s’agit de « la puissance active maximale qui peut être fournie, en continu, avec toutes les installations en fonctionnement, au point de sortie (c'est-à-dire après avoir pris les alimentations des auxiliaires de la station et en tenant compte des pertes dans les transformateurs considérées comme faisant partie intégrante de la station) ».  L'énergie renouvelable signifie « l'énergie provenant de sources renouvelables non fossiles, à savoir l'énergie éolienne, solaire (thermique et photovoltaïque) et géothermique, l'énergie ambiante, les marées, les vagues et d'autres énergies océaniques, l'hydroélectricité, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz d'usine de traitement des eaux usées et le biogaz. " (voir Directive 2018/2011).  La désagrégation des capacités en électricité et en thermique fait référence au type d'énergie produite. |
| Unité de mesure | Mégawatt (MW) |
| Types d’actions concernées | * Les installations de distribution et de production de chaleur et/ou électricité à base d’énergie issue de la géothermie de surface et de la géothermie profonde ; * Les installations dédiées à la production et la distribution d’hydrogène produit par électrolyse à partir d’électricité d’origine renouvelable. L’eau utilisée dans le cadre de la production d’hydrogène provient directement du site sur lequel est implanté l’électrolyseur. Une partie de l’eau utilisée est ensuite rejetée dans le respect du cadre réglementaire en vigueur, notamment concernant la gestion de l'eau. |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Diagnostic de Performance énergétique (DPE) et/ou étude thermique et/ou audit énergétique |
| Stade de la collecte | A l’achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde), ou dès que les pièces justificatives sont disponibles. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR29 | Émissions estimées de gaz à effet de serre |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur mesure les émissions de GES estimées avant et après l'intervention, et il doit être utilisé chaque fois que la réduction des émissions de GES est l'un des objectifs de l'intervention (en l’occurrence, l’investissements dans les énergies propres).  Autrement dit, l'indicateur constate une valeur d'émissions de CO2 atteinte après l'investissement. |
| Unité de mesure | Tonnes de CO2eq / an (eq = équivalent).  Possibilité d'utiliser le kg au niveau du projet. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du RCO22 ci-avant |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Donnée renseignée par le porteur de projet et validée par le gestionnaire *via* le DPE |
| Pièces justificatives | Diagnostic de Performance énergétique (DPE) et/ou étude thermique et/ou audit énergétique |
| Stade de la collecte | A l’achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde), dès que les pièces justificatives sont disponibles |
| Note pour les gestionnaires (SPPE) | L'indicateur constate une valeur d'émissions de CO2 atteinte après l'investissement. Couplé à la valeur de référence, cet indicateur permet de calculer les émissions évitées. Pour rappel, la note méthodologique indique que le facteur d’émission moyen (FEM) ACV France serait de 62 g eq CO2/kWh. Il faut donc ensuite comparer cette valeur à celle du DPE des projets. Pour les énergies considérées dans ce type d’action, on a un facteur d’émission moyen en ACV de 38 g eq CO2/kWh pour la géothermie (bilan GES de l’ADEME) et 54 g eq CO2/kWh pour l’hydrogène. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR31 | Total de l’énergie renouvelable produite (dont: électricité, chaleur) |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur mesure la production d'énergie renouvelable produite avant (le cas échéant) et après l'intervention, et il doit être utilisé pour des projets dont l'objectif principal est d'augmenter ou d'installer de nouvelles capacités de production d'énergie renouvelable. La référence se réfère à l'énergie annuelle produite l'année précédant le début de l'intervention, et elle peut être non nulle dans les cas où la capacité de production est étendue. La valeur atteinte est l'énergie annuelle produite dans l'année suivant la fin de l'intervention. |
| Unité de mesure | MWh/an |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du RCO22 ci-avant |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Les DPE (Diagnostics de Performance Energétique) ont pour but d’évaluer les consommations énergétiques d’un bâtiment et de poser un diagnostic sur les énergies produites par un bâtiment. En amont d'un projet, le diagnostic va donc renseigner sur l’état du bâtiment et le besoin éventuel de travaux. Cet indicateur prévoit la mesure de l'écart avant et après le diagnostic. |
| Pièces justificatives | Etude et certificat attestant de la mesure des capacités supplémentaires (*e.g.* le DPE) |
| Stade de la collecte | A l’achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde), dès que les pièces justificatives sont disponibles |
| Note pour les gestionnaires (SPPE) | Selon l’ADEME « Coûts des énergies renouvelables et de récupération en France » (données 2019), les facteurs de charge sont, pour la géothermie : 68,5 % soit 0,685 \* 8 760 = 6 000 heures ; et pour l’hydrogène par électrolyse : 34,2 % soit 0,342 \* 8 760 = 2 996 heures. |

### 3.2.3) OS 2.6 - Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l’utilisation des ressources

#### 3.2.3.1) A01 – L’accompagnement à la création de boucles locales et au changement de pratique en faveur de l’économie circulaire sur les territoires franciliens

|  |  |
| --- | --- |
| ISO 2.6 | Nombres d’actions de formation, d’information, de sensibilisation et d’accompagnement auprès du territoires (collectivités, citoyens, acteurs privés/publics/associatifs) |
| Précisions méthodologique | Tous types d’actions financés par les dépenses en fonctionnement FEDER en direction des acteurs parties prenantes de la collecte et du recyclage des déchets. Chaque action sera comptabilisée individuellement. Une opération peut mettre en œuvre plusieurs actions de sensibilisation. |
| Unité de mesure | Actions |
| Définitions complémentaires | Déchet : cet indicateur comprend les déchets ménagers et industriel hors matériaux.  Collecte sélective : collecte où le circuit de déchet est opéré séparément par type et nature de telle manière à féliciter un traitement spécifique (Cf. Directive UE 2008/98/CE collecte visant à ramasser les déchets ménagers prétriés par les usagers (verre, papier, carton, journaux, magazines, plastiques, déchets fermentescibles, etc) dans le but de valoriser dans des unités de traitement spécifiques.  Ordures ménagères : déchets issus de l’activité domestique des ménages, pris en charge par les collecte séparatives ;  Déchets ménagers : déchets collectés dans le cadre du service public d’élimination des déchets. Ils comprennent la fraction résiduelle des ordures ménagères, les encombrants collectés en porte à porte, les collectes sélectives, les déchets collectés en déchèteries, les refus de trie et de compostage |
| Types d’actions concernées | * Le soutien aux actions d’accompagnement des territoires franciliens visant à les engager dans une démarche d’économie circulaire ; * Le soutien aux actions de développement de boucles locales d’utilisation des ressources ; * Le soutien aux actions d’animation, de formation, d’outillage, de sensibilisation, d’information, de montage d’opérations collectives pour accélérer la transition vers une économie circulaire ; * Le soutien aux actions permettant de prendre en compte les principes de l’économie circulaire dans la conception et la réalisation des projets, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, intégrant leur usage et leur fin de vie ; * Le soutien à l'acquisition du foncier nécessaire à la création de boucles locales. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur |
| Pièces justificatives | Pièces justifiant de la valeur du produit, services ou application retenue par le gestionnaire au solde : factures et preuves d'acquittement, rapport de CSF validant les dépenses associées |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |
| Raisonnement des calculs de fixations des objectifs | Le coût moyen des projet repose sur des actions onéreuses en termes de fonctionnement. Le financement de relais représente un coût moyen estimé à 150 000 euros par an sur 5 années, soit 750 000 au total |

#### 3.2.3.2) A02 – Le soutien à l’émergence et au développement des filières de modernisation des installations de valorisation de déchets afin de les convertir en ressources locales

|  |  |
| --- | --- |
| RCO107 | Investissements dans des installations de collecte sélective des déchets |
| Précisions méthodologiques | Valeur totale des investissements réalisés pour l'installation de collecte sélective des déchets. La collecte sélective signifie la collecte où le circuit de déchet est opéré séparément par type et nature de telle à manière à féliciter un traitement spécifique. () |
| Unité de mesure | € en coût total éligible (CTE) |
| Définitions complémentaires | Définitions de la Directive 2008/98/CE :   * Déchets : cet indicateur comprend les déchets ménagers et industriels hors matériaux listés dans le champ d’exclusion de la directive déchets type matériaux d’excavation, effluents gazeux … ; * Collecte sélective : collecte visant à ramasser les déchets ménagers prétriés par les usagers (verre, papiers, cartons, journaux, magazines, plastiques, déchets fermentescibles, etc.) dans le but de les valoriser dans des unités de traitement spécifiques. ; * Ordures ménagères : déchets issus de l'activité domestique des ménages, pris en charge par les collectes séparatives ; * Déchets ménagers : déchets collectés dans le cadre du service public d’élimination des déchets. Ils comprennent la fraction résiduelle des ordures ménagères, les encombrants collectés en porte à porte, les collectes sélectives, les déchets collectés en déchèteries, les refus de tri et de compostage. |
| Types d’actions concernées | * Le soutien à la création et l'adaptation des contenants/points d'apport pour le tri sélectif et de centre de tri pour optimiser le réemploi et la valorisation matière ; * Le soutien à la création de plateformes logistiques du réemploi et du recyclage (tri, massification, stockage, logistique reverse, traçabilité) pour tous types de matières/matériaux/déchets, y compris les déchets de chantiers et terres excavées ; * Le soutien à la création ou modernisation d'unité de préparation ou transformation pour la production de matières premières issues du recyclage (MPIR) pour réemploi et valorisation matière ; * Le soutien à l'acquisition de foncier nécessaire au développement des filières. |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Pièces justificatives attestant de la valeur des études ou investissements réalisés ou modernisés dans le cadre des installations de collecte sélective des déchets : factures et rapport de CSF validant les dépenses associées |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO119 | Déchets préparés pour être réutilisés |
| Précisions méthodologiques | Volume annuel de déchets préparés pour être réutilisés.  La préparation au réemploi peut impliquer des opérations de contrôle, de nettoyage ou de réparation de valorisation, par lesquelles des produits ou des composants de produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à pouvoir être réutilisés sans autre prétraitement (*Cf.* Directive 2008/98/CE). |
| Unité de mesure | Tonnes |
| Types d’actions concernées | Voir tableau du RCO107 présenté ci-avant |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Etude et/ou certificat attestant de la mesure des déchets réutilisés |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR47 | Déchets recyclés |
| Précisions méthodologiques | Mesure de la masse des déchets recyclés par an grâce aux projets mis en œuvre. L'indicateur mesure le tonnage annuel supplémentaire de déchets recyclés en raison de la capacité supplémentaire créée grâce aux projets soutenus. Les déchets recyclés sont à mesurer en tonnage au stade de la préparation au recyclage. Le recyclage des déchets fait référence à toute opération de valorisation par laquelle les déchets sont retraités en produits, matériaux et substances, que ce soit pour l'original ou à d'autres fins. Il comprend le retraitement des matériaux mais n'inclut pas la récupération d'énergie et le retraitement en matériaux qui doivent être utilisés comme combustibles ou pour des opérations de remblayage. |
| Unité de mesure | Tonnes par an |
| Définitions complémentaires | Le recyclage consiste à ramener les déchets à l'état de matière première. Les vieux papiers deviennent de la pâte; les plastiques sont fondus et moulés en de nouveaux produits, etc. La récupération se produit lorsque la plupart des matériaux jetés comme déchets sont utilisés et traités autrement que par leur destruction. Lorsqu'il n'est pas possible de réutiliser ou de recycler des objets (téléphones mobiles, ordinateurs, téléviseurs, autres gadgets électroniques), la récupération est la dernière option. Dans la mesure du possible, l'or, l'argent, le cuivre et le métal des pièces moulées sont récupérés de ces objets pour être réutilisés. |
| Types d’actions concernées | Voir tableau du RCO107 présenté ci-avant |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Rapport et méthodologie de la mesure des déchets supplémentaires recyclés à 1 an |
| Stade et méthode de la collecte | La valeur de l'indicateur est le résultat de la somme des déchets recyclés sur un an après la mise en place du projet. Par exemple, le porteur peut suivre la collecte sur mois puis multiplie le résultat obtenu par 12 pour obtenir le résultat annuel. L'agrégation ne devrait pas être un problème car la mesure n'est pas ancrée à une année civile spécifique. Il est courant d'ajouter des quantités traitées au cours d'une année donnée. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR48 | Déchets utilisés comme matières premières |
| Précisions méthodologiques | Déchets (ré)utilisés comme matières premières.  La réutilisation des déchets fait référence à toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont réutilisés aux mêmes fins pour lesquelles ils ont été conçus. L'unité convient que le concept de recyclé est impliqué par l'utilisation comme matière première. |
| Unité de mesure | Tonnes par an |
| Types d’actions concernées | Voir tableau du RCO107 présenté ci-avant |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de la collecte | Le porteur peut s’appuyer sur la quantité de déchets préparés pour être réutiliser (RCO119). En effet, cet indicateur est un sous-semble du RCO119 : la (ré)utilisation ne concerne qu’un partie de la quantité de déchets préparés. |
| Pièces justificatives | Rapport du porteur et méthodologie (voire étude et certificat) de la mesure des déchets utilisés comme matière premières |
| Stade de la collecte | Les données seront transmises par le porteur 1 an après l'achèvement du projet. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR103 | Déchets collectés séparément |
| Précisions méthodologiques | Mesure de la masse des déchets ménagers collectés séparément sur une année soutenus par les projets mis en œuvre. |
| Unité de mesure | Tonnes par an |
| Types d’actions concernées | Voir tableau du RCO107 présenté ci-avant |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur peut s’appuyer sur la quantité de déchets préparés pour être réutiliser (RCO119). En effet, cet indicateur est un sous-semble du RCO119 : la collecte séparée ne concerne qu’un partie de la quantité de déchets préparés. |
| Pièces justificatives | Etude et/ou certificat attestant de la mesure des capacités supplémentaires |
| Stade de la collecte | Les données seront transmises par le porteur 1 an après l'achèvement du projet. |

#### 3.2.3.3) A03 – Mobiliser et accompagner les territoires bénéficiant du dispositif « Investissement territorial intégré » vers l’économie circulaire

Indicateurs communs

|  |  |
| --- | --- |
| ISO 2.6 | Nombres d’actions de formation, d’information, de sensibilisation et d’accompagnement auprès du territoires (collectivités, citoyens, acteurs privés/publics/associatifs) |
| Précisions méthodologique | Tous types d’actions financés par les dépenses en fonctionnement FEDER en direction des acteurs parties prenantes de la collecte et du recyclage des déchets. Chaque action sera comptabilisée individuellement. Une opération peut mettre en œuvre plusieurs actions de sensibilisation. |
| Unité de mesure | Actions |
| Définitions complémentaires | Déchet : cet indicateur comprend les déchets ménagers et industriel hors matériaux.  Collecte sélective : collecte où le circuit de déchet est opéré séparément par type et nature de telle manière à féliciter un traitement spécifique (Cf. Directive UE 2008/98/CE collecte visant à ramasser les déchets ménagers prétriés par les usagers (verre, papier, carton, journaux, magazines, plastiques, déchets fermentescibles, etc) dans le but de valoriser dans des unités de traitement spécifiques.  Ordures ménagères : déchets issus de l’activité domestique des ménages, pris en charge par les collecte séparatives ;  Déchets ménagers : déchets collectés dans le cadre du service public d’élimination des déchets. Ils comprennent la fraction résiduelle des ordures ménagères, les encombrants collectés en porte à porte, les collectes sélectives, les déchets collectés en déchèteries, les refus de trie et de compostage |
| Types d’actions concernées | Opérations de sensibilisation et d'information financées par des dépenses de fonctionnement afférentes à la collecte sélective (toutes filières confondues) auprès de publics, de collectivités, d'entreprises, et d'établissements publics. Dépenses de fonctionnement nécessaires pour l'intégration des enjeux de collecte, de tri et de recyclage des déchets en amont de la mise en place d'installations de collecte sélective de déchets tels que :   * Soutien aux actions d’accompagnement des territoires franciliens pour les engager dans une démarche d’économie circulaire ; * Soutien aux actions de développement de boucles locales d’utilisation de ressources ; * Soutien aux actions d’animation, de formation, d'outillage, de sensibilisation, d'information, de montage d’opérations collectives pour accélérer la transition vers une économie circulaire ; * Soutien aux actions visant le réemploi et le recyclage des matériaux dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Données vérifiée par le gestionnaire lors de la remise du bilan final et/ou d’une demande de solde par le porteur |
| Pièces justificatives | Pièces justifiant de la valeur du produit, services ou application retenue par le gestionnaire au solde : factures et preuves d'acquittement, rapport de CSF validant les dépenses associées |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |
| Raisonnement des calculs de fixations des objectifs | Le coût moyen des projet repose sur des actions onéreuses en termes de fonctionnement. Le financement de relais représente un coût moyen estimé à 150 000 euros par an sur 5 années, soit 750 000 au total |

Indicateurs spécifiques aux ITI / A renseigner lors de la réponse à l’appel à candidatures (AAC) ITI et pas par les porteurs

|  |  |
| --- | --- |
| RCO74 | Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré |
| Précisions méthodologiques | Population vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré. L'indicateur mesure la population résidente dans le cadre de la stratégie intégrée, dans le cadre de laquelle les projets sont soutenus. |
| Unité de mesure | Personnes |
| Source de la donnée | ITI (et donc pas les porteurs de projets) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la population totale vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre des Investissements territoriaux intégrés. |
| Pièces justificatives | Données déclaratives et/ou vérification INSEE. |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par l’ITI lors de sa réponse à l’Appel à candidature (AAC) ITI. |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO75 | Stratégies intégrées de développement territorial soutenues |
| Précisions méthodologiques | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des stratégies de développement territorial intégré en lien avec des projets soutenus. |
| Unité de mesure | ITI |
| Source de la donnée | Direction des stratégies européennes (région Île-de-France) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond aux nombres d’investissements territoriaux intégrés sélectionnés suite à l’appel à candidature. |
| Pièces justificatives | Convention ? Contrat territoriaux ? |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par la direction des Stratégies européennes suite aux sélection de l’appel à candidature (AAC) ITI. |

### 3.2.4) OS 2.7 - Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution

#### 3.2.4.1) A01 – Action visant à rétablir un réseau écologique fonctionnel à l’échelle des territoires

Indicateurs communs

|  |  |
| --- | --- |
| RCO36 | Infrastructure verte soutenue à d'autres fins que l'adaptation au changement climatique |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur mesure la surface des infrastructures vertes nouvellement construites ou considérablement améliorées à d'autres fins que l'adaptation au changement climatique. Les mises à niveau font référence à des améliorations significatives des infrastructures vertes existantes éligibles pour un soutien. L'entretien de ces infrastructures est exclu.  Des exemples d'infrastructure verte comprennent des parcs riches en biodiversité, une couverture de sol perméable, des murs verts, des toits verts, des cours d'école vertes, etc. (voir l’EEA 2011, *“Mapping the impacts of natural hazards and technological accidents in Europe”*).  Cet indicateur ne couvre pas les infrastructures vertes soutenues pour l'adaptation au changement climatique ou les investissements dans *Natura 2000*. |
| Unité de mesure | Hectares (abrégé ha, unité de surface représentée par un carré de 100 mètres de côté, soit 100 000 m²) |
| Définitions complémentaires | Infrastructure verte : structure spatiale offrant les avantages de la nature à la population, elle vise à améliorer la capacité qu’a la nature d’offrir de nombreux biens et services écosystémiques précieux, comme de l’air ou de l’eau propre. Par exemple, des toitures végétalisées permettant la gestion des eaux pluviales. Malgré la difficulté d'atteindre une définition consensuelle de cette notion, il est possible d'identifier deux idées centrales au concept d'infrastructure verte : la connectivité et la multifonctionnalité. |
| Types d’actions concernées | * Amélioration de la santé et du bien-être de la population ; * Diversification de l’économie locale ; * Villes plus attractives, plus écologiques ; * Augmentation de la valeur immobilière et de la spécificité locale ; * Solutions de transport et d’approvisionnement énergétique plus intégrées ; * Développement du tourisme et des activités récréatives.   *Exemple* : un projet visant à associer des activités agricoles, sylvicoles, immobilières, touristiques et récréatives sur un même territoire tout en préservant la propreté des systèmes d’approvisionnement en eau potable, la qualité de l’air et la faune. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur est la surface de l'infrastructure verte construite ou significativement améliorée à d'autres fin que l'amélioration de la prévention et la protection contre le changement climatique. |
| Pièces justificatives | Documents permettant de justifier du nombre de m² ou d'hectares concernés : rapport technique établi par le chef de projet ou un expert à l'issue du projet |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISO2.7 | Nombre d'actions visant à éviter, réduire ou compenser les incidences de l'anthropisation des espaces d'intérêt écologique |
| Précisions méthodologiques | Tous types d’actions financés par les dépenses en fonctionnement FEDER en direction des acteurs parties prenantes de la collecte et du recyclage des déchets. Chaque action sera comptabilisée individuellement. Une opération peut mettre en œuvre plusieurs actions de sensibilisation. |
| Unité de mesure | Actions |
| Types d’actions concernées | * Amélioration de la santé et du bien-être de la population ; * Diversification de l’économie locale ; * Villes plus attractives, plus écologiques ; * Augmentation de la valeur immobilière et de la spécificité locale ; * Solutions de transport et d’approvisionnement énergétique plus intégrées ; * Développement du tourisme et des activités récréatives ; * Travaux de restauration des continuités écologiques terrestres : création de passages à faune ou amélioration de passages existants, désimperméabilisation et renaturation de zones artificialisées, plantations, restaurations écologiques de milieux naturels dégradés, création de zones sombres pour la faune nocturne, *etc* ... |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Cet indicateur est étroitement lié à l’indicateur RCO36 (présenté ci-avant). La différence est qu’on ne se concentre pas sur la surface des action (en hectares) mais sur le nombre d’action.  *Exemple :* un porteur réalise :   * Un projet visant à associer des activités agricoles, sylvicoles, immobilières, touristiques et récréatives sur un même territoire tout en préservant la propreté des systèmes d’approvisionnement en eau potable, la qualité de l’air et la faune sur 50 hectares ; * Un chiroducs, qui offrent la possibilité aux chauves-souris de voler à une bonne hauteur et d’éviter les collisions sur 10 hectares. Ils permettent de créer une structure linéaire que les chauves-souris détectent grâce à leurs ultrasons, en leur fournissant un repère pour traverser l’infrastructure.   Le porteur a donc RCR36 = 60 ha mais ISO 2.7 = 2. |
| Pièces justificatives | Documents permettant d’une action visant à éviter, réduire ou compenser les incidences de l'anthropisation des espaces d'intérêt écologique : rapport technique établi par le chef de projet ou un expert à l'issue du projet. |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |
| Raisonnement des calculs de fixations des objectifs | Tous les projets ne peuvent pris en compte car ne sont pas sur la même échelle. Par exemple, planter quelques dizaines d’arbres dans un centre-ville n’est pas comparable à la réalisation du écopont (ponts végétalisés aériens construits au-dessus de l’autoroute et permettant le passage de grands mammifères tels que le sanglier, le cerf ou le chevreuil).  A titre d’exemple, le coût unitaire estimé dans le cadre du Programme régional est d’un montant d’1,7 M€ (en coût total éligible). |

Indicateurs spécifiques aux ITI / A renseigner lors de la réponse à l’appel à candidatures (AAC) ITI et pas par les porteurs

|  |  |
| --- | --- |
| RCO74 | Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré |
| Précisions méthodologiques | Population vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré. L'indicateur mesure la population résidente dans le cadre de la stratégie intégrée, dans le cadre de laquelle les projets sont soutenus. |
| Unité de mesure | Personnes |
| Source de la donnée | ITI (et donc pas les porteurs de projets) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la population totale vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre des Investissements territoriaux intégrés. |
| Pièces justificatives | Données déclaratives et/ou vérification INSEE. |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par l’ITI lors de sa réponse à l’Appel à candidature (AAC) ITI |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO75 | Stratégies intégrées de développement territorial soutenues |
| Précisions méthodologiques | La valeur de l'indicateur correspond à la somme des stratégies de développement territorial intégré en lien avec des projets soutenus. |
| Unité de mesure | ITI |
| Source de la donnée | Direction des stratégies européennes (région Île-de-France) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond aux nombres d’investissements territoriaux intégrés sélectionnés suite à l’appel à candidature. |
| Pièces justificatives | Convention ? Contrat territoriaux ? |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par la direction des Stratégies européennes suite aux sélection de l’appel à candidature (AAC) ITI |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR95 | Population ayant accès à des infrastructures vertes nouvelles ou améliorées |
| Précisions méthodologiques | Mesure l'estimation de la population résidente vivant à proximité des infrastructures vertes publiques construites ou améliorées dans les zones urbaines à travers des projets mis en œuvre. |
| Unité de mesure | Personnes |
| Source de la donnée | ITI (et donc pas les porteurs de projets) |
| Méthode de collecte | La valeur de l'indicateur correspond à la population totale vivant dans des zones couvertes par des projets soutenus dans le cadre des Investissements territoriaux intégrés. Autrement dit : RCR95 = RCO74. |
| Pièces justificatives | Données déclaratives et/ou vérification INSEE. |
| Stade de la collecte | Donnée renseignée par l’ITI lors de sa réponse à l’Appel à candidature (AAC) ITI |

## 3.3) Priorité 3 – Soutenir la biodiversité et la lutte contre les inondations sur le Bassin de la Seine

### 3.3.1) OS 2.4 - Favoriser l’adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophes et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes

#### 3.3.1.1) A01 – Le soutien aux études, travaux et actions visant la diminution préventive d’inondation

|  |  |
| --- | --- |
| ISO2.4 | Nombre d'actions de prévention aux risques d'inondations |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur mesure le nombre de projet soutenus par le FEDER dans le cadre de mesure de prévention au risque d'inondation. L'indicateur prend en compte les diagnostics, les études de faisabilité, les actions de communication visant à informer et sensibiliser les habitants |
| Unité de mesure | Actions |
| Types d’actions concernées | Les investissements :   * Les travaux en vue de réduire la possibilité d'inondation ; * Les travaux de signalisation des obstacles ; * Aménagement de dispositifs de protection contre les inondations.   La mise en œuvre d’actions interrégionales contre les inondations : l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'actions interrégionaux comportant des actions concrètes exemplaires et innovantes ou la démultiplication des actions ayant fait leurs preuves qui contribuent à la mise en place de mesures de protection contre les inondations.  Le développement de la connaissance sur les mesures de protection contre les inondations : les études de faisabilités, ou scientifiques d’envergure permettant d’améliorer la protection contre le risque d'inondation, les diagnostics de vulnérabilité des territoires.  Les actions d’animation, de communication, de sensibilisation ou de mise en œuvre de démarches de sensibilisation du public à la protection contre les inondations :   * La création d’outils innovants de communication ; * Les actions de labellisation ; * La mise en place d’événementiels ; * Les programmes de formation des acteurs et professionnels concernés. |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Documents permettant de justifier de la mise en œuvre effective de l'opération |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO25 | Ouvrages nouveaux ou renforcés de protection contre les inondations sur le littoral, les rives de cours d’eau et autour des lacs |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur compte la longueur de la bande côtière, des berges et des rives du lac protégées contre les phénomènes météorologiques extrêmes. L'infrastructure de protection prise en charge doit être nouvellement construite ou consolidée de manière significative. |
| Unité de mesure | Kilomètres |
| Types d’actions concernées | Les travaux visant :   * La mise en place, réfection et/ou l’amélioration d’ouvrages hydrauliques et d’aménagements contribuant au ralentissement dynamique des crues, de zones d’expansion des crues ; * La réfection ou neutralisation de systèmes d’endiguement ; * Les travaux de terrassement ; * Les travaux liés au dispositif de drainage ; * Les travaux liés à l'introduction d'éléments résistants ; * Les travaux de route sur le littoral. |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Documents permettant de justifier du nombre de kms concernés : étude préalable des travaux, rapport technique établi par le chef de projet ou un expert à l'issue du projet |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |
| Raisonnement des calculs de fixations des objectifs | Les projets de réhabilitation des digues sont des projets d’envergure et plutôt onéreux. Ainsi ne peuvent être comptabiliser les travaux de faible envergure (se référer à la typologie indicative des types d’actions concernés). |

|  |  |
| --- | --- |
| RCO26 | Infrastructures vertes mises en place ou réaménagées en vue de l’adaptation au changement climatique |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur mesure la surface de l'infrastructure verte nouvellement construite ou modernisée de manière significative afin d'améliorer l'adaptation au changement climatique, par exemple en renforçant la protection contre les inondations et en empêchant l'érosion des sols. L'infrastructure verte fait généralement référence aux arbres, aux pelouses, aux haies, aux parcs, aux champs, aux forêts, etc. L'indicateur couvre également les infrastructures bleues telles que les éléments aquatiques, comme les rivières, les canaux, les étangs, les zones humides, les plaines inondables, les installations de traitement de l'eau, etc. (voir Neumann et al. (2011) - *Assessment of the potential of ecosystem-based approaches to climate change adaptation and mitigation in Europe*. |
| Unité de mesure | Hectares (abrégé ha, unité de surface représentée par un carré de 100 mètres de côté, soit 100 000 m²) |
| Définitions complémentaires | L'infrastructure verte est un réseau constitué de zones naturelles et semi-naturelles et d'autres éléments environnementaux faisant l'objet d'une planification stratégique, conçu et géré aux fins de la production d'une large gamme de services écosystémiques. Il intègre des espaces verts (ou aquatiques dans le cas d'écosystèmes de ce type) et d'autres éléments physiques des zones terrestres (y compris côtières) et marines. À terre, l'infrastructure verte se retrouve en milieu rural ou urbain.  Le principe de la multifonctionnalité de l'infrastructure verte, est sa capacité à accomplir plusieurs fonctions et fournir plusieurs bénéfices sur la même unité spatiale. La connectivité, écologique, désigne le degré de non-fragmentation écologique des milieux et paysages. L'infrastructure bleue est incluse dans la portée de cet indicateur |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau RCO25 présenté ci-avant. On peut aussi citer :   * Petits éléments linéaires : haies, des échelles à poissons ou des toits ou des murs verts, des ruches, des roselières, les écoducs, passerelles écologiques ; * Ecosystèmes fonctionnels complets : forêts alluviales intactes, des tourbières ou des rivières sauvages, parterre de fleurs sauvages, agriculture multifonctionnelle ; * Un projet visant à l'aménagement d'un parc urbain dont les toits et les façades sont végétalisés. Ainsi, la qualité de vie des habitants à proximité est améliorée et les ilots de chaleurs mieux gérés ; * Un projet visant à l'aménagement de lagunage par les plantes filtrantes permettant ainsi d'optimiser la gestion des eaux usées. |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Documents permettant de justifier du nombre de m2 ou d'hectares concernés : rapport technique établi par le chef de projet ou un expert à l'issue du projet |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| RCR35 | Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations |
| Précisions méthodologiques | Nombre de résidents couverts par les mesures de protection contre les inondations mises en œuvre par les projets soutenus. L'indicateur mesure la population résidente vivant dans une zone exposée aux risques d'inondation et où la vulnérabilité a diminué en raison du projet soutenu. En ce qui concerne le comptage de la population, il est recommandé d'utiliser les estimations de population spécifiées dans les cartes des dangers pour les zones à haut risque d'inondation. En principe, toutes les populations exposées à un risque élevé d'inondation dans les zones où les mesures sont mises en œuvre doivent être prises en compte. L'indicateur comptabilise la population résidente exposée au risque d'inondation.  Les mesures de protection contre les inondations comprennent les barrages ou conduites forcées, les systèmes d’endiguement, les aménagements hydrauliques (décret n° 2019-119 du 21 février 2019, C. envir., art. R. 214-116, III). Les études sont considérées comme des mesures de protection également. Elles permettent de mesurer les risques, leurs effets et d'évaluer les mesures optimales de prévention de ces risques et de protection des personnes et des biens. |
| Unité de mesure | Personnes |
| Définitions complémentaires | L’objectif régional est d’agir pour 20% des 930 000 personnes en territoires à risque important (TRI) compris dans l’emprise inondable d’un évènement de fréquence moyenne. |
| Types d’actions concernées | * Les études et travaux visant : la mise en place, réfection et/ou l’amélioration d’ouvrages hydrauliques et d’aménagements contribuant au ralentissement dynamique des crues, de zones d’expansion des crues OU la réfection ou neutralisation de systèmes d’endiguement ; * Les diagnostics de vulnérabilité des territoires ; * Les actions pour la prise compte du fleuve et de ses affluents dans les documents d’urbanisme ; * L’élaboration de plans de continuité d’activités et de services en cas d’inondation ; * Les actions d’animation, de suivi et de communication liées à la gestion du risque. |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Estimations de population spécifiées dans les cartes des risques pour les zones à risques, et/ou étude d'impact et rapport d'évaluation/mise en œuvre émis par le porteur détaillant l'estimation de population concernée et/ou l’extraction des systèmes de surveillance/registres régionaux. |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

### 3.3.2) OS 2.7 - Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution

#### 3.3.2.1) A01 – Soutien aux actions de restauration, de rétablissement ou de création de continuités écologiques sur les voies fluviales et les connectivités latérales bénéficiant

|  |  |
| --- | --- |
| ISO2.7PS | Nombre d'actions visant à éviter, réduire ou compenser les incidences de l'anthropisation des espaces d'intérêt écologique |
| Précisions méthodologiques | L'indicateur mesure le nombre de projet soutenus par le FEDER pour la préservation de la biodiversité ou pour la restauration les continuités écologiques. |
| Unité de mesure | Actions |
| Définitions complémentaires |  |
| Types d’actions concernées | * Les études et travaux de réalisation de passes à poissons ou d’amélioration de passes existantes ; * Les actions de suivi et de communication liées à la création ou l’amélioration de passes à poissons, y compris la reconquête de la biodiversité du fleuve et ses connectivités ; * Les travaux de restauration, de rétablissement ou de création de continuités écologiques : aménagements des cours d’eau affluents du fleuve navigable et de leurs connectivités (zones humides, opérations bénéficiant à la biodiversité aquatique et terrestre) ; * Les projets de constructions ou restaurations d’infrastructures (passe à poissons, …) |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Documents permettant de justifier de la mise en œuvre effective de l'opération |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISR2.7 | Kilomètres de trames vertes et bleues améliorées ou rétablies |
| Précisions méthodologiques | Le porteur doit faire le lien avec le nombres d’actions comptabilisées dans le cadre de l’indicateur ISO2.7PS |
| Unité de mesure | Kilomètres |
| Définitions complémentaires | La trame verte et bleue (TVB) est une démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d’échanges pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l’homme, circuler, s’alimenter, se reproduire, se reposer… et assurer ainsi leur cycle de vie. La trame verte et bleue porte l’ambition d’inscrire la préservation de la biodiversité dans les décisions d’aménagement du territoire, contribuant à l’amélioration du cadre de vie et à l’attractivité résidentielle et touristique. Il s’agit en fait de « l’ensemble des continuités écologiques identifiées dans les documents de planification ». Plus d’informations sont disponibles sur le site du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires ou celui de la transition énergétique. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’ISO2.7PS présenté ci-avant |
| Source de la donnée | Projets |
| Pièces justificatives | Documents permettant de justifier de la mise en œuvre effective de l'opération |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

# 4) Les indicateurs du FSE+

Cette session détaille, pour chaque type d’action que comprend le Programme régional, les indicateurs pour lesquels sont demandées :

* Une valeur prévisionnelle lors de la demande de subventionnement (section 2.1) ;
* Une valeur réalisée et des justificatifs (section 2.3).

Ainsi pour chaque indicateur, sont apportées sous la forme de tableau :

* Des précisions méthodologiques ;
* L’unité de mesure ;
* La méthode de collecte ;
* Le stade (*timing*) de la collecte.

Il est important de rappeler que le FSE+ accompagnent des participants et que leur suivi doit être très rigoureux. La section 2.2 développe ce point en mentionnant que des informations sur les participants à l’entrée et à la sortie de l’opération doivent être collectée afin de mieux connaitre au mieux les publics bénéficiaires du plan de cohésion de l’Union européenne. Les questionnaires de participants (documents supports B) et le tableur de suivi des participants (documents supports C) sont là pour faciliter au maximum la collecte des données.

Il est important que le gestionnaire soit au point sur les indicateurs incombant à la thématique des opérations qu’ils traitent. Il pourra dès lors faire preuve de pédagogie auprès des porteurs de projets. Ces derniers doivent aussi, dès la demande de subventionnement, bien cerner les enjeux règlementaires de la collecte des données et comprendre ce qui leur sera demander et à quel moment.

En cas de doute, porteurs et gestionnaires peuvent demander le soutien de la cellule suivi-évaluation.

## 4.1) Priorité 4 – Soutenir la création d'activité, la formation professionnelle et la lutte contre le décrochage scolaire en Île-de-France

### 4.1.1) OS 4.1 - Améliorer l’accès à l’emploi et aux mesures d’activation de tous les demandeurs d’emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l’emploi indépendant et de l’économie sociale

#### 4.1.1.1) A01 – Accompagnement à l’entrepreneuriat

Indicateurs communs

|  |  |
| --- | --- |
| EECO01 | Nombre total de participants |
| Précisions méthodologiques | Attention, ce n’est pas une simple addition du nombre de participants. Nous sommes sur le principe 1 participant = 1 opération = 1 bénéficiaire :   * Si le participant bénéficie de plusieurs actions d’une même opération, on ne l'enregistre qu'une seule fois : la date d’entrée est celle de l’entrée dans la première action, la date de sortie et les résultats associés correspondent à ceux de la dernière action. La date et la situation de la dernière sortie de l’opération doivent être actualisées dans le système d’information ; * Si le participant entre dans l’opération et la quitte plusieurs fois, on ne l’enregistre qu’une seule fois ; * Si une personne sort d'une opération et entre dans une nouvelle (comprendre autre) opération FSE+, alors il devient un nouveau participant et doit être enregistré en tant que tel dans le système ; * La date d’entrée est la date effective (et non prévisionnelle) d’entrée dans une opération cofinancée, même si l’intervention a commencé avant le soutien du FSE+ ; * La date de sortie est la date réelle (et non prévisionnelle) de sortie de l’opération cofinancée, même si l’intervention continue au-delà du soutien du FSE+.   Pour qu’un participant soit comptabilisé, trois étapes doivent être dument complétées : profil, situation à l’entrée de l’opération puis à la sortie (*Cf*. les questionnaires d’entrée/sortie et le tableur de saisie des participants, documents supports B et C). |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | La collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participent à une opération cofinancée par du FSE+ est obligatoire, ces personnes sont désignées « participants ». Est participant une personne qui bénéficie directement d’une intervention du FSE+ même si cette personne ne suit pas l’opération jusqu’à son terme. Le participant est le bénéficiaire final de l’opération. |
| Types d’actions concernées | * Soutien aux structures d’accompagnement et d’accès au financement de la création et du développement d’activités (accompagnement individuel et/collectif) ; * Soutien aux dispositifs ante-création et post création individuel et collectif ; * Soutien aux dispositifs d’accompagnement à la reprise/transmission d’entreprises ; * Professionnalisation des acteurs de l’accompagnement à la création et au suivi post création et mise en réseaux de ces acteurs : ingénierie de l’accompagnement, appui au développement de nouveaux modèles entrepreneuriaux ; * Soutien aux actions de mise en réseaux et d’accompagnement des entrepreneurs étudiants (PEPITES). |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO02 | Participants chômeurs, y compris de longue durée |
| Précisions méthodologiques | Participants se déclarant sans emploi, immédiatement disponibles pour travailler et cherchant activement un emploi au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+, qu’ils soient ou non-inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Attention à ne pas confondre avec les inactifs (en formation ou non) qui eux ne sont pas en recherche active d’emploi. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISO4aFEM | Nombre total de femmes accompagnées |
| Précisions méthodologiques | La région met un point d’honneur à l’accompagnement des Franciliennes, en particulier des entrepreneuses. Elle a donc décidé de créer un indicateur de suivi dédier à ce public. |
| Unité de mesure | Participantes |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISO4aESS | Nombre de structures de l’ESS accompagnées |
| Précisions méthodologiques | Qu’est-ce qu’une entreprise de l’ESS |
| Unité de mesure | Structures |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECR04 | Personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Chômeurs ou inactifs à l'entrée de l'opération accédant à l’emploi, y compris indépendant (ex : création d’entreprise) à l’issue de l’intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Emploi : l’expression « emploi » comprend toutes les formes d’emploi (durable ou précaire), y compris les travailleurs indépendants (ex : créateurs d’entreprise, professions libérales, exploitants agricoles, patrons pêcheurs, artisans). L'emploi doit comporter une rémunération (salaire, profit...). Les participants en emploi de courte durée qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Les participants qui aident un membre de la famille comme travailleur indépendant, doivent être considérés en emploi (aide familial). Les participants en congé maternité, congé paternité, arrêt maladie, congés... occupant un emploi doivent être considérés en emploi.  Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs.  Inactif : personne n’étant pas en emploi et n'étant pas en recherche active d'emploi ou étant indisponible pour travailler immédiatement (dans les 15 jours). Par exemple : étudiants à temps plein, stagiaires non rémunérés, personnes en incapacité de travailler, personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant...), retraités, hommes et femmes au foyer non disponibles pour travailler, congé parental à temps complet, CLCA). Les étudiants à temps plein doivent être comptabilisés comme inactifs, même quand ils sont inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

Indicateur collecté et calculé par l’AG et non pas par le porteur

|  |  |
| --- | --- |
| ISR4aESS | Augmentation du nombre de structure de l’ESS |
| Précisions méthodologiques | Cet indicateur, spécifique, a été retenu afin d’assurer un continuum avec la précédente programmation. |
| Unité de mesure | % augmentation |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte (SPPE) | La première année de programmation, entreprises seront accompagnées : c’est la référence. L’année suivante . Il faudra ensuite chaque année comptabiliser le nombre d’entreprises de l’ESS supplémentaires accompagner et calculer l’augmentation en pourcentage vis-à-vis de la référence. |
| Pièces justificatives | Agrégation des tableurs complétés à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

#### 4.1.1.2) A02 – Formation et appui à la création/reprise/transmission et suivi à la création/reprise des entreprises de l’économie sociale et solidaire (ESS)

Indicateurs communs

|  |  |
| --- | --- |
| EECO01 | Nombre total de participants |
| Précisions méthodologiques | Attention, ce n’est pas une simple addition du nombre de participants. Nous sommes sur le principe 1 participant = 1 opération = 1 bénéficiaire :   * Si le participant bénéficie de plusieurs actions d’une même opération, on ne l'enregistre qu'une seule fois : la date d’entrée est celle de l’entrée dans la première action, la date de sortie et les résultats associés correspondent à ceux de la dernière action. La date et la situation de la dernière sortie de l’opération doivent être actualisées dans le système d’information ; * Si le participant entre dans l’opération et la quitte plusieurs fois, on ne l’enregistre qu’une seule fois ; * Si une personne sort d'une opération et entre dans une nouvelle opération FSE+, alors il devient un nouveau participant et doit être enregistré en tant que tel dans le système ; * La date d’entrée est la date effective (et non prévisionnelle) d’entrée dans une opération cofinancée, même si l’intervention a commencé avant le soutien du FSE+ ; * La date de sortie est la date réelle (et non prévisionnelle) de sortie de l’opération cofinancée, même si l’intervention continue au-delà du soutien du FSE+.   Pour qu’un participant soit comptabilisé, trois étapes doivent être dument complétées : profil, situation à l’entrée de l’opération puis à la sortie (*Cf*. les questionnaires d’entrée/sortie et le tableur de saisie des participants). |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | La collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participent à une opération cofinancée par du FSE+ est obligatoire, ces personnes sont désignées « participants ». Est participant une personne qui bénéficie directement d’une intervention du FSE+ même si cette personne ne suit pas l’opération jusqu’à son terme. Le participant est le bénéficiaire final de l’opération. |
| Types d’actions concernées | * Soutien aux dispositifs d’accompagnement ante-création d’activités ESS ; * Soutien aux dispositifs d’accompagnement post-création individuel et collectif dans le domaine de l’ESS ; * Soutien aux dispositifs d’accompagnement à la reprise/transmission d’entreprises ESS ; * Recherche de financements pour la création-reprise et post-création d’activité ESS ; * Soutien à l'accompagnement et/ou la professionnalisation des acteurs de l’ESS et professionnalisation de ses dirigeants (offre de services, aide à l’émergence, à la consolidation, au développement de nouvelles activités). |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO02 | Participants chômeurs, y compris de longue durée |
| Précisions méthodologiques | Participants se déclarant sans emploi, immédiatement disponibles pour travailler et cherchant activement un emploi au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+, qu’ils soient ou non-inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Attention à ne pas confondre avec les inactifs (en formation ou non) qui eux ne sont pas en recherche active d’emploi. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISO4aFEM | Nombre total de femmes accompagnées |
| Précisions méthodologiques | La région met un point d’honneur à l’accompagnement des Franciliennes, en particulier des entrepreneuses. Elle a donc décidé de créer un indicateur de suivi dédier à ce public. |
| Unité de mesure | Participantes |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISO4aESS | Nombre de structures de l’ESS accompagnées |
| Précisions méthodologiques | Qu’est-ce qu’une entreprise de l’ESS ? |
| Unité de mesure | Structures |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECR04 | Personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Chômeurs ou inactifs à l'entrée de l'opération accédant à l’emploi, y compris indépendant (ex : création d’entreprise) à l’issue de l’intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Emploi : l’expression « emploi » comprend toutes les formes d’emploi (durable ou précaire), y compris les travailleurs indépendants (ex : créateurs d’entreprise, professions libérales, exploitants agricoles, patrons pêcheurs, artisans). L'emploi doit comporter une rémunération (salaire, profit...). Les participants en emploi de courte durée qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Les participants qui aident un membre de la famille comme travailleur indépendant, doivent être considérés en emploi (aide familial). Les participants en congé maternité, congé paternité, arrêt maladie, congés... occupant un emploi doivent être considérés en emploi.  Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs.  Inactif : personne n’étant pas en emploi et n'étant pas en recherche active d'emploi ou étant indisponible pour travailler immédiatement (dans les 15 jours). Par exemple : étudiants à temps plein, stagiaires non rémunérés, personnes en incapacité de travailler, personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant...), retraités, hommes et femmes au foyer non disponibles pour travailler, congé parental à temps complet, CLCA). Les étudiants à temps plein doivent être comptabilisés comme inactifs, même quand ils sont inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

Indicateur collecté et calculé par l’AG et non pas par le porteur

|  |  |
| --- | --- |
| ISR4aESS | Augmentation du nombre de structure de l’ESS |
| Précisions méthodologiques | Cet indicateur, spécifique, a été retenu afin d’assurer un continuum avec la précédente programmation. |
| Unité de mesure | % augmentation |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte (SPPE) | La première année de programmation, entreprises seront accompagnées : c’est la référence. L’année suivante . Il faudra ensuite chaque année comptabiliser le nombre d’entreprises de l’ESS supplémentaires accompagner et calculer l’augmentation en pourcentage vis-à-vis de la référence. |
| Pièces justificatives | Agrégation des tableurs complétés à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

#### 4.1.1.3) A03 – Le soutien aux créateurs d’entreprises

Indicateurs communs

|  |  |
| --- | --- |
| EECO01 | Nombre total de participants |
| Précisions méthodologiques | Attention, ce n’est pas une simple addition du nombre de participants. Nous sommes sur le principe 1 participant = 1 opération = 1 bénéficiaire :   * Si le participant bénéficie de plusieurs actions d’une même opération, on ne l'enregistre qu'une seule fois : la date d’entrée est celle de l’entrée dans la première action, la date de sortie et les résultats associés correspondent à ceux de la dernière action. La date et la situation de la dernière sortie de l’opération doivent être actualisées dans le système d’information ; * Si le participant entre dans l’opération et la quitte plusieurs fois, on ne l’enregistre qu’une seule fois ; * Si une personne sort d'une opération et entre dans une nouvelle opération FSE+, alors il devient un nouveau participant et doit être enregistré en tant que tel dans le système ; * La date d’entrée est la date effective (et non prévisionnelle) d’entrée dans une opération cofinancée, même si l’intervention a commencé avant le soutien du FSE+ ; * La date de sortie est la date réelle (et non prévisionnelle) de sortie de l’opération cofinancée, même si l’intervention continue au-delà du soutien du FSE+.   Pour qu’un participant soit comptabilisé, trois étapes doivent être dument complétées : profil, situation à l’entrée de l’opération puis à la sortie (*Cf*. les questionnaires d’entrée/sortie et le tableur de saisie des participants, documents supports B et C). |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | La collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participent à une opération cofinancée par du FSE+ est obligatoire, ces personnes sont désignées « participants ». Est participant une personne qui bénéficie directement d’une intervention du FSE+ même si cette personne ne suit pas l’opération jusqu’à son terme. Le participant est le bénéficiaire final de l’opération. |
| Types d’actions concernées | Cette action vise à soutenir la création et le développement de petites et moyennes entreprises notamment dans le domaine de l’ESS, notamment l’octroi pour les entreprises de garanties bancaires permettant de cautionner des prêts bancaires. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO02 | Participants chômeurs, y compris de longue durée |
| Précisions méthodologiques | Participants se déclarant sans emploi, immédiatement disponibles pour travailler et cherchant activement un emploi au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+, qu’ils soient ou non-inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Attention à ne pas confondre avec les inactifs (en formation ou non) qui eux ne sont pas en recherche active d’emploi. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISO4aFEM | Nombre total de femmes accompagnées |
| Précisions méthodologiques | La région met un point d’honneur à l’accompagnement des Franciliennes, en particulier des entrepreneuses. Elle a donc décidé de créer un indicateur de suivi dédier à ce public. |
| Unité de mesure | Participantes |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISO4aESS | Nombre de structures de l’ESS accompagnées |
| Précisions méthodologiques | Qu’est-ce qu’une entreprise de l’ESS ? |
| Unité de mesure | Structures |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECR04 | Personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Chômeurs ou inactifs à l'entrée de l'opération accédant à l’emploi, y compris indépendant (ex : création d’entreprise) à l’issue de l’intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Emploi : l’expression « emploi » comprend toutes les formes d’emploi (durable ou précaire), y compris les travailleurs indépendants (ex : créateurs d’entreprise, professions libérales, exploitants agricoles, patrons pêcheurs, artisans). L'emploi doit comporter une rémunération (salaire, profit...). Les participants en emploi de courte durée qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Les participants qui aident un membre de la famille comme travailleur indépendant, doivent être considérés en emploi (aide familial). Les participants en congé maternité, congé paternité, arrêt maladie, congés... occupant un emploi doivent être considérés en emploi.  Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs.  Inactif : personne n’étant pas en emploi et n'étant pas en recherche active d'emploi ou étant indisponible pour travailler immédiatement (dans les 15 jours). Par exemple : étudiants à temps plein, stagiaires non rémunérés, personnes en incapacité de travailler, personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant...), retraités, hommes et femmes au foyer non disponibles pour travailler, congé parental à temps complet, CLCA). Les étudiants à temps plein doivent être comptabilisés comme inactifs, même quand ils sont inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

Indicateur collecté et calculé par l’AG et non pas par le porteur

|  |  |
| --- | --- |
| ISR4aESS | Augmentation du nombre de structure de l’ESS |
| Précisions méthodologiques | Cet indicateur, spécifique, a été retenu afin d’assurer un continuum avec la précédente programmation. |
| Unité de mesure | % augmentation |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte (SPPE) | La première année de programmation, entreprises seront accompagnées : c’est la référence. L’année suivante . Il faudra ensuite chaque année comptabiliser le nombre d’entreprises de l’ESS supplémentaires accompagner et calculer l’augmentation en pourcentage vis-à-vis de la référence. |
| Pièces justificatives | Agrégation des tableurs complétés à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

### 4.1.2) OS 4.6 - Promouvoir l’égalité d’accès et le suivi jusqu’à son terme d’un parcours d’éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l’éducation et l’accueil des jeunes enfants jusqu’à l’éducation et la formation des adultes en passant par l’enseignement général et l’enseignement et la formation professionnels et par l’enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d’apprentissage pour tous et l’accessibilité pour les personnes handicapées

#### 4.1.2.1) A01 – Lutter contre le décrochage scolaire au travers d’un accompagnement ponctuel

|  |  |
| --- | --- |
| EECO01 | Nombre total de participants |
| Précisions méthodologiques | Attention, ce n’est pas une simple addition du nombre de participants. Nous sommes sur le principe 1 participant = 1 opération = 1 bénéficiaire :   * Si le participant bénéficie de plusieurs actions d’une même opération, on ne l'enregistre qu'une seule fois : la date d’entrée est celle de l’entrée dans la première action, la date de sortie et les résultats associés correspondent à ceux de la dernière action. La date et la situation de la dernière sortie de l’opération doivent être actualisées dans le système d’information ; * Si le participant entre dans l’opération et la quitte plusieurs fois, on ne l’enregistre qu’une seule fois ; * Si une personne sort d'une opération et entre dans une nouvelle opération FSE+, alors il devient un nouveau participant et doit être enregistré en tant que tel dans le système ; * La date d’entrée est la date effective (et non prévisionnelle) d’entrée dans une opération cofinancée, même si l’intervention a commencé avant le soutien du FSE+ ; * La date de sortie est la date réelle (et non prévisionnelle) de sortie de l’opération cofinancée, même si l’intervention continue au-delà du soutien du FSE+.   Pour qu’un participant soit comptabilisé, trois étapes doivent être dument complétées : profil, situation à l’entrée de l’opération puis à la sortie (*Cf*. les questionnaires d’entrée/sortie et le tableur de saisie des participants, documents supports B et C). |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | La collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participent à une opération cofinancée par du FSE+ est obligatoire, ces personnes sont désignées « participants ». Est participant une personne qui bénéficie directement d’une intervention du FSE+ même si cette personne ne suit pas l’opération jusqu’à son terme. Le participant est le bénéficiaire final de l’opération. |
| Types d’actions concernées | * Soutien aux actions visant à prévenir le décrochage scolaire en portant une attention particulière aux jeunes présentant des signes d’abandon scolaire ; * Soutien aux actions de prise en charge des collégiens et lycéens temporairement exclus de leur établissement ; * Soutien aux actions de développement du lien entre le monde professionnel et les jeunes (ex : découverte professionnelle) ; * Soutien aux actions de remise à niveau de jeunes décrocheurs ; * Soutien aux actions d’accompagnement à la construction et à la confirmation d’un projet professionnel ; * Soutien aux actions visant à l'amélioration du climat scolaire (ex : accompagnement social et psychologique et la lutte contre la violence comme facteur de décrochage). |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISR4f | Participants identifiés comme décrocheurs suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Définitions (UE) : Personne accédant à ou reprenant des études ou une formation à l'issue de l'intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Enseignement / formation : activité formelle d'apprentissage aboutissant à un diplôme ou à une qualification professionnelle (formation tout au long de la vie, l'éducation formelle, les formations en alternance, les formations en situation de travail, la formation professionnelle).  Au terme de leur participation : l’expression « au terme de leur participation » doit être comprise comme « dans les 4 semaines suivant la date de sortie de l'opération » (ou lors de la prochaine rentrée si l’opération se termine avant ou pendant la période estivale). |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

#### 4.1.2.2) A02 – Lutter contre le décrochage scolaire au travers d’un accompagnement individualisé

|  |  |
| --- | --- |
| EECO01 | Nombre total de participants |
| Précisions méthodologiques | Attention, ce n’est pas une simple addition du nombre de participants. Nous sommes sur le principe 1 participant = 1 opération = 1 bénéficiaire :   * Si le participant bénéficie de plusieurs actions d’une même opération, on ne l'enregistre qu'une seule fois : la date d’entrée est celle de l’entrée dans la première action, la date de sortie et les résultats associés correspondent à ceux de la dernière action. La date et la situation de la dernière sortie de l’opération doivent être actualisées dans le système d’information ; * Si le participant entre dans l’opération et la quitte plusieurs fois, on ne l’enregistre qu’une seule fois ; * Si une personne sort d'une opération et entre dans une nouvelle opération FSE+, alors il devient un nouveau participant et doit être enregistré en tant que tel dans le système ; * La date d’entrée est la date effective (et non prévisionnelle) d’entrée dans une opération cofinancée, même si l’intervention a commencé avant le soutien du FSE+ ; * La date de sortie est la date réelle (et non prévisionnelle) de sortie de l’opération cofinancée, même si l’intervention continue au-delà du soutien du FSE+.   Pour qu’un participant soit comptabilisé, trois étapes doivent être dument complétées : profil, situation à l’entrée de l’opération puis à la sortie (*Cf*. les questionnaires d’entrée/sortie et le tableur de saisie des participants, documents supports B et C). |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | La collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participent à une opération cofinancée par du FSE+ est obligatoire, ces personnes sont désignées « participants ». Est participant une personne qui bénéficie directement d’une intervention du FSE+ même si cette personne ne suit pas l’opération jusqu’à son terme. Le participant est le bénéficiaire final de l’opération. |
| Types d’actions concernées | * Soutien aux actions d’accompagnement individualisé lors des transitions entre le collège et le lycée, et le lycée et l’université ; * Soutien aux actions visant à prévenir le décrochage scolaire en portant une attention particulière aux jeunes présentant des signes d’abandon scolaire via un suivi pédagogique continu ; * Systèmes de tutorat ; * Soutien aux actions spécifiques en faveur des jeunes handicapés ou encore allophone dans le cadre de classe ordinaire ; * Soutien aux actions de remise à niveau de jeunes décrocheurs ; * Soutien aux actions d’accompagnement à la construction et à la confirmation d’un projet professionnel. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISR4f | Participants identifiés comme décrocheurs suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Définitions (UE) : Personne accédant à ou reprenant des études ou une formation à l'issue de l'intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Enseignement / formation : activité formelle d'apprentissage aboutissant à un diplôme ou à une qualification professionnelle (formation tout au long de la vie, l'éducation formelle, les formations en alternance, les formations en situation de travail, la formation professionnelle).  Au terme de leur participation : l’expression « au terme de leur participation » doit être comprise comme « dans les 4 semaines suivant la date de sortie de l'opération » (ou lors de la prochaine rentrée si l’opération se termine avant ou pendant la période estivale). |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

#### 4.1.2.3) A03 – Lutter contre le décrochage scolaire au travers de classes renforcées ou d’actions d’ingénierie de projet

|  |  |
| --- | --- |
| EECO01 | Nombre total de participants |
| Précisions méthodologiques | Attention, ce n’est pas une simple addition du nombre de participants. Nous sommes sur le principe 1 participant = 1 opération = 1 bénéficiaire :   * Si le participant bénéficie de plusieurs actions d’une même opération, on ne l'enregistre qu'une seule fois : la date d’entrée est celle de l’entrée dans la première action, la date de sortie et les résultats associés correspondent à ceux de la dernière action. La date et la situation de la dernière sortie de l’opération doivent être actualisées dans le système d’information ; * Si le participant entre dans l’opération et la quitte plusieurs fois, on ne l’enregistre qu’une seule fois ; * Si une personne sort d'une opération et entre dans une nouvelle opération FSE+, alors il devient un nouveau participant et doit être enregistré en tant que tel dans le système ; * La date d’entrée est la date effective (et non prévisionnelle) d’entrée dans une opération cofinancée, même si l’intervention a commencé avant le soutien du FSE+ ; * La date de sortie est la date réelle (et non prévisionnelle) de sortie de l’opération cofinancée, même si l’intervention continue au-delà du soutien du FSE+.   Pour qu’un participant soit comptabilisé, trois étapes doivent être dument complétées : profil, situation à l’entrée de l’opération puis à la sortie (*Cf*. les questionnaires d’entrée/sortie et le tableur de saisie des participants). |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | La collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participent à une opération cofinancée par du FSE+ est obligatoire, ces personnes sont désignées « participants ». Est participant une personne qui bénéficie directement d’une intervention du FSE+ même si cette personne ne suit pas l’opération jusqu’à son terme. Le participant est le bénéficiaire final de l’opération. |
| Types d’actions concernées | * Soutien au dispositif classe relais ; * Soutien à la prise en charge sur la durée de groupes de jeunes allophones (CASNAV, unité pédagogique dédié …) ; * Soutien au projet classe SEGPA renforcé ou classe passerelle. * Soutien aux actions visant à prévenir le décrochage scolaire en portant une attention particulière aux jeunes présentant des signes d’abandon scolaire ; * Soutien aux actions de développement du lien entre le monde professionnel et les jeunes (ex : découverte professionnelle) ; * Soutien aux actions de remise à niveau de jeunes décrocheurs ; * Soutien aux actions d’accompagnement à la construction et confirmation d’un projet professionnel ; * Soutien aux actions visant à l'amélioration du climat scolaire ; * Soutien aux actions d'ingénierie visant à l'accompagnement à la lutte contre le décrochage scolaire et autres actions innovantes. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| ISR4f | Participants identifiés comme décrocheurs suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Personne accédant à ou reprenant des études ou une formation à l'issue de l'intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Enseignement / formation : activité formelle d'apprentissage aboutissant à un diplôme ou à une qualification professionnelle (formation tout au long de la vie, l'éducation formelle, les formations en alternance, les formations en situation de travail, la formation professionnelle).  Au terme de leur participation : l’expression « au terme de leur participation » doit être comprise comme « dans les 4 semaines suivant la date de sortie de l'opération » (ou lors de la prochaine rentrée si l’opération se termine avant ou pendant la période estivale). |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO01 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

### 4.1.3) OS 4.7 - Promouvoir l’apprentissage tout au long de la vie, notamment les possibilités de renforcement des compétences et de reconversion flexible pour tous, en tenant compte des compétences entrepreneuriales et numériques, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences fondées sur les besoins du marché du travail, faciliter les transitions professionnelles et promouvoir la mobilité professionnelle

#### 4.1.3.1) A01 – Accompagnement des entreprises, des branches professionnelles ou des territoires pour anticiper les transitions ou les mutations économiques, numériques ou écologiques, soutien notamment à la formation dans le domaine du numérique pour en faire un véritable levier d’inclusion professionnelle durable

|  |  |
| --- | --- |
| EECO02 | Participants chômeurs, y compris de longue durée |
| Précisions méthodologiques | Participants se déclarant sans emploi, immédiatement disponibles pour travailler et cherchant activement un emploi au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+, qu’ils soient ou non-inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Attention, ce n’est pas une simple addition du nombre de participants. Nous sommes sur le principe 1 participant = 1 opération = 1 bénéficiaire :   * Si le participant bénéficie de plusieurs actions d’une même opération, on ne l'enregistre qu'une seule fois : la date d’entrée est celle de l’entrée dans la première action, la date de sortie et les résultats associés correspondent à ceux de la dernière action. La date et la situation de la dernière sortie de l’opération doivent être actualisées dans le système d’information ; * Si le participant entre dans l’opération et la quitte plusieurs fois, on ne l’enregistre qu’une seule fois ; * Si une personne sort d'une opération et entre dans une nouvelle opération FSE+, alors il devient un nouveau participant et doit être enregistré en tant que tel dans le système ; * La date d’entrée est la date effective (et non prévisionnelle) d’entrée dans une opération cofinancée, même si l’intervention a commencé avant le soutien du FSE+ ; * La date de sortie est la date réelle (et non prévisionnelle) de sortie de l’opération cofinancée, même si l’intervention continue au-delà du soutien du FSE+.   Pour qu’un participant soit comptabilisé, trois étapes doivent être dument complétées : profil, situation à l’entrée de l’opération puis à la sortie (*Cf*. les questionnaires d’entrée/sortie et le tableur de saisie des participants, documents supports B et C).  Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Attention à ne pas confondre avec les inactifs (en formation ou non) qui eux ne sont pas en recherche active d’emploi. |
| Types d’actions concernées | * Appui aux programmes qualifiants et pré-qualifiant permettant de revaloriser des filières d’activités dévalorisées et des secteurs touchés par la crise ; * Accompagnement des petites et moyennes entreprises dans leurs transitions et mutations numériques par le recours à la formation et à l’accompagnement des cadres et des dirigeants (GPEC & GPECT). |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO09 | Titulaires d’un diplôme du premier cycle de l’enseignement secondaire (CITE 0 à 2) |
| Précisions méthodologiques | Personnes qui sont sorties du système éducatif avant l'entrée au primaire (CITE 0) ou ayant au plus atteint le 1er cycle de l’enseignement secondaire (CITE 1 à 2), au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+.  Le niveau de diplôme ou de formation atteint est à prendre en compte dans le cadre de cet indicateur, et non l'obtention du titre ou certificat. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | CITE 0 : Les participants qui ne sont jamais allés à l'école obligatoire ou qui sont sortis du système éducatif avant l'entrée au primaire (CITE 0).  CITE 1 et CITE 2 : diplôme du cycle primaire ou du 1er cycle du secondaire (collège, jusqu'à la fin de 3ème, ex : brevet des collèges), selon la Classification internationale type de l’éducation (Unesco ; Isced 1 et 2; DG EMP). Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être pris en considération au même niveau dans la nomenclature CITE, même en l'absence de reconnaissance dans le pays d'accueil. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO10 | Participants titulaires d’un diplôme du deuxième cycle de l’enseignement secondaire ou de l’enseignement post-secondaire non supérieur |
| Précisions méthodologiques | Personnes ayant au plus atteint un niveau de formation relevant de l’enseignement secondaire (CITE 3) ou de l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4), au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+.  Le baccalauréat, en tant que premier diplôme de l'enseignement supérieur, appartient à la catégorie CITE 4. Un participant ayant le niveau bac devra être renseigné comme CITE 4, même s'il n'est pas engagé dans une formation ultérieure.  Le niveau de diplôme ou de formation atteint est à prendre en compte dans le cadre de cet indicateur, et non l'obtention du titre ou certificat. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | CITE 3 et CITE 4 : diplôme du 2ème cycle du secondaire (Lycée, ex : Bac, Bac pro, Bac techno, CAP, BEP), diplôme du 2ème cycle post secondaire ne relevant pas du supérieur (formation courte entre 6 mois et 2 ans, ex : capacité en droit, DAEU), selon la Classification internationale type de l’éducation (Unesco ; Isced ; DG EMP). Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être pris en considération au même niveau dans la nomenclature CITE, même en l'absence de reconnaissance dans le pays d'accueil. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO11 | Participants titulaires d’un diplôme de l’enseignement supérieur |
| Précisions méthodologiques | Titulaires d’un diplôme du premier cycle de l’enseignement secondaire (CITE 5 à 8)  Le niveau de diplôme ou de formation atteint est à prendre en compte dans le cadre de cet indicateur, et non l'obtention du titre ou certificat. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | CITE 5 à 8 : Diplôme de l'enseignement supérieur, de cycle court (DEUG, BTS), niveau licence, niveau master, ou de niveau doctorat, selon la Classification internationale type de l’éducation (Unesco ; Isced 5 à 8; DG EMP). Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être pris en considération au même niveau dans la nomenclature CITE, même en l'absence de reconnaissance dans le pays d'accueil. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECR03 | Participants obtenant une qualification au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Personne accédant à ou reprenant des études ou une formation à l'issue de l'intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Enseignement / formation : activité formelle d'apprentissage aboutissant à un diplôme ou à une qualification professionnelle (formation tout au long de la vie, l'éducation formelle, les formations en alternance, les formations en situation de travail, la formation professionnelle).  Qualification : Pour la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP), la qualification peut être acquise par la formation et attestée par un diplôme, un titre professionnel ou un CQP (certificat de qualification professionnelle). Elle peut également être acquise et attestée dans le cadre des habilitations et certifications complémentaires aux certifications professionnelles enregistrées au RNCP, dont la liste est contenue dans le registre spécifique établi par France compétences.  Au terme de leur participation : l’expression « au terme de leur participation » doit être comprise comme « dans les 4 semaines suivant la date de sortie de l'opération » (ou lors de la prochaine rentrée si l’opération se termine avant ou pendant la période estivale). |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECR04 | Personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Chômeurs ou inactifs à l'entrée de l'opération accédant à l’emploi, y compris indépendant (ex : création d’entreprise) à l’issue de l’intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Emploi : l’expression « emploi » comprend toutes les formes d’emploi (durable ou précaire), y compris les travailleurs indépendants (ex : créateurs d’entreprise, professions libérales, exploitants agricoles, patrons pêcheurs, artisans). L'emploi doit comporter une rémunération (salaire, profit...). Les participants en emploi de courte durée qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Les participants qui aident un membre de la famille comme travailleur indépendant, doivent être considérés en emploi (aide familial). Les participants en congé maternité, congé paternité, arrêt maladie, congés... occupant un emploi doivent être considérés en emploi.  Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs.  Inactif : personne n’étant pas en emploi et n'étant pas en recherche active d'emploi ou étant indisponible pour travailler immédiatement (dans les 15 jours). Par exemple : étudiants à temps plein, stagiaires non rémunérés, personnes en incapacité de travailler, personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant...), retraités, hommes et femmes au foyer non disponibles pour travailler, congé parental à temps complet, CLCA). Les étudiants à temps plein doivent être comptabilisés comme inactifs, même quand ils sont inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

#### 4.1.3.2) A02 – Formation depuis la redynamisation, l’acquisition des compétences clés jusqu’à la qualification

|  |  |
| --- | --- |
| EECO02 | Participants chômeurs, y compris de longue durée |
| Précisions méthodologiques | Participants se déclarant sans emploi, immédiatement disponibles pour travailler et cherchant activement un emploi au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+, qu’ils soient ou non-inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Attention, ce n’est pas une simple addition du nombre de participants. Nous sommes sur le principe 1 participant = 1 opération = 1 bénéficiaire :   * Si le participant bénéficie de plusieurs actions d’une même opération, on ne l'enregistre qu'une seule fois : la date d’entrée est celle de l’entrée dans la première action, la date de sortie et les résultats associés correspondent à ceux de la dernière action. La date et la situation de la dernière sortie de l’opération doivent être actualisées dans le système d’information ; * Si le participant entre dans l’opération et la quitte plusieurs fois, on ne l’enregistre qu’une seule fois ; * Si une personne sort d'une opération et entre dans une nouvelle opération FSE+, alors il devient un nouveau participant et doit être enregistré en tant que tel dans le système ; * La date d’entrée est la date effective (et non prévisionnelle) d’entrée dans une opération cofinancée, même si l’intervention a commencé avant le soutien du FSE+ ; * La date de sortie est la date réelle (et non prévisionnelle) de sortie de l’opération cofinancée, même si l’intervention continue au-delà du soutien du FSE+.   Pour qu’un participant soit comptabilisé, trois étapes doivent être dument complétées : profil, situation à l’entrée de l’opération puis à la sortie (*Cf*. les questionnaires d’entrée/sortie et le tableur de saisie des participants, documents supports B et C).  Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Attention à ne pas confondre avec les inactifs (en formation ou non) qui eux ne sont pas en recherche active d’emploi. |
| Types d’actions concernées | * Actions visant à augmenter l’employabilité des franciliens et franciliennes les moins qualifiés, notamment les demandeurs d’emplois, au travers du développement des savoirs de base (apprentissage de la langue française dans un contexte professionnel et éducatif, compétences numériques, anglais à visée professionnelle, compétences sociales, etc.) ; * Appuis aux programmes permettant la validation des acquis par l’expérience ; * Actions de préqualification et de qualification permettant d’offrir des formations certifiantes, professionnalisantes. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO09 | Titulaires d’un diplôme du premier cycle de l’enseignement secondaire (CITE 0 à 2) |
| Précisions méthodologiques | Personnes qui sont sorties du système éducatif avant l'entrée au primaire (CITE 0) ou ayant au plus atteint le 1er cycle de l’enseignement secondaire (CITE 1 à 2), au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+.  Le niveau de diplôme ou de formation atteint est à prendre en compte dans le cadre de cet indicateur, et non l'obtention du titre ou certificat. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | CITE 0 : Les participants qui ne sont jamais allés à l'école obligatoire ou qui sont sortis du système éducatif avant l'entrée au primaire (CITE 0).  CITE 1 et CITE 2 : diplôme du cycle primaire ou du 1er cycle du secondaire (collège, jusqu'à la fin de 3ème, ex : brevet des collèges), selon la Classification internationale type de l’éducation (Unesco ; Isced 1 et 2; DG EMP). Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être pris en considération au même niveau dans la nomenclature CITE, même en l'absence de reconnaissance dans le pays d'accueil. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO10 | Participants titulaires d’un diplôme du deuxième cycle de l’enseignement secondaire ou de l’enseignement post-secondaire non supérieur |
| Précisions méthodologiques | Personnes ayant au plus atteint un niveau de formation relevant de l’enseignement secondaire (CITE 3) ou de l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4), au 1er jour de l’intervention soutenue par le FSE+.  Le baccalauréat, en tant que premier diplôme de l'enseignement supérieur, appartient à la catégorie CITE 4. Un participant ayant le niveau bac devra être renseigné comme CITE 4, même s'il n'est pas engagé dans une formation ultérieure.  Le niveau de diplôme ou de formation atteint est à prendre en compte dans le cadre de cet indicateur, et non l'obtention du titre ou certificat. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | CITE 3 et CITE 4 : diplôme du 2ème cycle du secondaire (Lycée, ex : Bac, Bac pro, Bac techno, CAP, BEP), diplôme du 2ème cycle post secondaire ne relevant pas du supérieur (formation courte entre 6 mois et 2 ans, ex : capacité en droit, DAEU), selon la Classification internationale type de l’éducation (Unesco ; Isced ; DG EMP). Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être pris en considération au même niveau dans la nomenclature CITE, même en l'absence de reconnaissance dans le pays d'accueil. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECO11 | Participants titulaires d’un diplôme de l’enseignement supérieur |
| Précisions méthodologiques | Titulaires d’un diplôme du premier cycle de l’enseignement secondaire (CITE 5 à 8)  Le niveau de diplôme ou de formation atteint est à prendre en compte dans le cadre de cet indicateur, et non l'obtention du titre ou certificat. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | CITE 5 à 8 : Diplôme de l'enseignement supérieur, de cycle court (DEUG, BTS), niveau licence, niveau master, ou de niveau doctorat, selon la Classification internationale type de l’éducation (Unesco ; Isced 5 à 8; DG EMP). Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être pris en considération au même niveau dans la nomenclature CITE, même en l'absence de reconnaissance dans le pays d'accueil. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projet |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région. |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECR03 | Participants obtenant une qualification au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Personne accédant à ou reprenant des études ou une formation à l'issue de l'intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Enseignement / formation : activité formelle d'apprentissage aboutissant à un diplôme ou à une qualification professionnelle (formation tout au long de la vie, l'éducation formelle, les formations en alternance, les formations en situation de travail, la formation professionnelle).  Qualification : Pour la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP), la qualification peut être acquise par la formation et attestée par un diplôme, un titre professionnel ou un CQP (certificat de qualification professionnelle). Elle peut également être acquise et attestée dans le cadre des habilitations et certifications complémentaires aux certifications professionnelles enregistrées au RNCP, dont la liste est contenue dans le registre spécifique établi par France compétences.  Au terme de leur participation : l’expression « au terme de leur participation » doit être comprise comme « dans les 4 semaines suivant la date de sortie de l'opération » (ou lors de la prochaine rentrée si l’opération se termine avant ou pendant la période estivale). |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau de l’EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

|  |  |
| --- | --- |
| EECR04 | Personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation |
| Précisions méthodologiques | Chômeurs ou inactifs à l'entrée de l'opération accédant à l’emploi, y compris indépendant (ex : création d’entreprise) à l’issue de l’intervention soutenue par le FSE+. |
| Unité de mesure | Participants |
| Définitions complémentaires | Emploi : l’expression « emploi » comprend toutes les formes d’emploi (durable ou précaire), y compris les travailleurs indépendants (ex : créateurs d’entreprise, professions libérales, exploitants agricoles, patrons pêcheurs, artisans). L'emploi doit comporter une rémunération (salaire, profit...). Les participants en emploi de courte durée qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs. Les participants qui aident un membre de la famille comme travailleur indépendant, doivent être considérés en emploi (aide familial). Les participants en congé maternité, congé paternité, arrêt maladie, congés... occupant un emploi doivent être considérés en emploi.  Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l’intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu’elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs.  Inactif : personne n’étant pas en emploi et n'étant pas en recherche active d'emploi ou étant indisponible pour travailler immédiatement (dans les 15 jours). Par exemple : étudiants à temps plein, stagiaires non rémunérés, personnes en incapacité de travailler, personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant...), retraités, hommes et femmes au foyer non disponibles pour travailler, congé parental à temps complet, CLCA). Les étudiants à temps plein doivent être comptabilisés comme inactifs, même quand ils sont inscrits auprès du service public de l'emploi. |
| Types d’actions concernées | Voir le tableau du EECO02 présenté ci-avant. |
| Source de la donnée | Projets |
| Méthode de collecte | Le porteur fait compléter les questionnaires d’entrée et de sortie pour chaque participant. Ensuite, il complète le tableau de saisie des participants et le transmet à la région |
| Pièces justificatives | Saisie des données dans le tableur à partir des formulaire d'entrée et de sortie renseigné par l'opérateur avec le participant |
| Stade de la collecte | Achèvement du projet ou lors d’une demande de paiement (acompte/solde) |

#### 4.1.3.3) A03 – Soutien à l’innovation pédagogique, l’ingénierie de projets dans les formations qualifiantes et pré-qualifiantes

Aucun indicateur n’est demandé pour ce type d’action car aucun participant n’est à suivre.

#### 4.1.3.4) A04 – Animation et développement des politiques régionales d’orientation : actions pilotes, communication, évènement, outils numériques, etc

Aucun indicateur n’est demandé pour ce type d’action car aucun participant n’est à suivre.

# Annexes

## Annexe I – Lexique et listes des acronymes

**Action / Opération :** tout projet concerné par un cofinancement européen.

**Autorité de coordination (AC) :** L'Agence nationale de la cohésion des territoires est l’autorité nationale de coordination des fonds européens en France pour la période 2014-2020. Elle veille au respect des engagements pris par la France dans le cadre de l’Accord de partenariat et accompagne les autorités de gestion nationales et régionales en leur fournissant un appui technique en matière de règlementation, de communication, de formation et d’évaluation. Cet appui est réalisé dans le cadre du programme Europ’Act, dont l'ANCT est autorité de gestion.

**Autorité de gestion (AG) :** La gestion des fonds européens structurels et d'investissement sont confiés aux Etats-membres. On parle de gestion partagée. En France, les crédits sont gérés par l'Etat, par les conseils régionaux ou par d'autres collectivités, groupements d'intérêt public, etc.

**Bénéficiaire :** attention, double sens.

**Chambre de commerce et d’industrie de Paris (CCIP) :** organisme intermédiaire (délégation de la gestion d’une partie du programme régional). L’ensemble des actions de la CCI Paris Île-de-France se décline autour de quatre missions : accompagner les entreprises franciliennes dans leur développement ; représenter les intérêts des entreprises franciliennes auprès des pouvoirs publics ; former les jeunes et les professionnels ; promouvoir la région capitale à travers les congrès et salons.

**Codification de programme :** Le programme est organisé selon une concaténation bien spécifique, allant du plus général au plus précis. Ainsi, on a Fonds / Priorité / objectifs stratégique / objectif spécifique / type d’action / Guichet. Dans « guichet », nous avons les investissements territoriaux intégré, la région (*via* des appels à projets) et les organismes intermédiaires (la CCIP et le GIP de Créteil).

**Commission européenne (CE)**

**Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) :** Cette commission représente la collégialité des inspections générales (Inspection générale des finances, Inspection générale de l'Administration, Inspection générale de l'Agriculture, Inspection générale des Affaires sociales). La mission de cette institution, présidée par un inspecteur général des finances, consiste notamment, en tant qu'autorité indépendante, à vérifier la mise en œuvre d'une piste d'audit suffisante dans chacune des régions, à effectuer des certifications, au vu de la réconciliation comptable et de la réalité des contrôles approfondis et à délivrer une déclaration de validité sur la demande du solde ainsi que sur la régularité et la légalité des opérations concernées.

**Contrôle de service fait (CSF)** **:** titres ou contrats, dont certains sont négociables sur les marchés réglementés, certains exclusivement utilisés pour anticiper une rentabilité ou un risque financier ou monétaire.

**Direction des stratégies européennes (DSE) :** au sein de la région, la direction gérant le FEDER et le FSE+.

**Économie sociale et solidaire (ESS)**

**FEDER :** Le Fonds européen de développement régional ou FEDER est l'un des fonds structurels et d'investissement européens de l'Union européenne. Il vise à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l’Union européenne en corrigeant les déséquilibres régionaux.

**Fonds européens structurels d’investissement (FESI) :** les fonds structurels et d'investissement européens (FSIE) sont les cinq fonds de l'Union européenne visant à permettre aux états membres d'être solidaires tout en restant compétitifs dans l'économie mondiale. Ils agissent en profondeur sur les structures économiques et sociales des régions européennes, tout en réduisant les inégalités de développement sur l'ensemble du territoire européen

**FSE+ :** Le Fonds social européen plus (FSE+) est l'un des fonds structurels et d'investissement européens de l'Union européenne, dont l’objectif est d’améliorer la cohésion sociale et le bien-être économique dans toutes les régions de l’Union. Le FSE vise à soutenir l’emploi dans les États membres, mais aussi à promouvoir la cohésion économique et sociale. Il s’agit de créer plus d’emplois et de meilleure qualité en cofinançant des projets locaux, régionaux et nationaux qui améliorent les niveaux d’emplois, leur qualité et l’inclusion sur le marché du travail dans les États membres et dans leurs régions.

**Groupement d’intérêt public (GIP) :** organisme intermédiaire (bénéficiant d’une délégation dans la gestion d’une partie du programme régional). A la charge de la lutte contre le décrochage scolaire.

**IF (instruments financier)**

**Indicateur de réalisation :** un indicateur permettant de mesurer les éléments livrables spécifiques liés à l’intervention.

**Indicateur de résultat :** un indicateur permettant de mesurer les effets des interventions soutenues, en particulier en ce qui concerne les destinataires directs, la population visée ou les utilisateurs d’infrastructures.

**Investissement territorial intégré (ITI) :** instrument qui permet d'élaborer une stratégie intégrée sur un territoire donné de manière transversale et en couplant les budgets de plusieurs axes prioritaires. Les territoires concernés en France sont : les agglomérations, métropoles et territoires urbains, les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les pays et les Parcs naturels régionaux, Certaines tâches de gestion et à mise en œuvre d'un ITI peuvent être déléguées à ces territoires qui deviennent organismes intermédiaires

**Objectif spécifique (OS) :** dans la codification de programme, un sous ensemble des objectifs stratégiques.

**Option de coûts simplifiés (OCS) :** les coûts simplifiés représentent une alternative à la justification des coûts au réel par le bénéficiaire et à la vérification des pièces justificatives par l'autorité de gestion avant de procéder au paiement de la subvention.

**Organisme intermédiaire (OI) :** tout organisme public ou privé qui agit sous la responsabilité d'une autorité de gestion ou de certification, ou qui exécute pour le compte de celle-ci des tâches en lien avec la réalisation d'opérations par les bénéficiaires. La région Île-de-France en a deux : l’académie de Créteil et la CCI de Paris.

**Participant [au FSE+] :** est participant une personne qui bénéficie directement d’une intervention du FSE+ même si cette personne ne suit pas l’opération jusqu’à son terme. Le participant est le bénéficiaire final de l’opération.

**Petite et moyenne entreprise (PME) :** en France, une entreprise de moins de 500 salariés et n’excédant pas un chiffre d’affaires annuel de 50 millions d’euros.

**Porteur de projet :** entité soutenant une action/opération avec pour objectif de se faire cofinancer

**Programme régional (PR) :** les programmes opérationnels sont des documents de planification détaillés dans lesquels les États membres indiquent comment seront utilisés les Fonds structurels et d'investissement européens pendant la période de programmation

**Règlement général sur la protection des données (RGPD) :** officiellement appelé règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, est un règlement de l'Union européenne qui constitue le texte de référence en matière de protection des données à caractère personnel. Il renforce et unifie la protection des données pour les individus au sein de l'Union européenne.

**Stratégie de spécialisation intelligente (S3 pour *Smart Specialisation Strategy*) :** chaque région doit concentrer ses ressources sur les domaines d'innovation pour lesquels elle a les meilleurs atouts par rapport aux autres régions européennes. Dans toute l'Europe, les administrations, les entreprises, les centres de recherche et les universités ont donc collaboré pour identifier au sein de leur région les secteurs d'activité dont le potentiel de croissance est le plus prometteur.

* Tout participants au FSE+, dans le sens où il bénéficie d’une opération cofinancée par les fonds européens.
* Tout porteur de projet dans le sens où il bénéficie d’un cofinancement sur son opération ;

**Type d’action (TA) :** dans la codification de programme, un sous-ensemble d’un objectif spécifique.

**Valeur cible (VC) :** une valeur convenue d’avance à atteindre d’ici la fin de la période d’éligibilité [fin-2029] en rapport avec un indicateur inclus dans le cadre d’un objectif spécifique.

**Valeur intermédiaire (VI) :** une valeur cible intermédiaire à atteindre à fin-2024 en rapport avec un indicateur de réalisation inclus dans le cadre d’un objectif spécifique.

**Visite sur place (VSP) :** La visite sur place a pour objectif de vérifier des points que le contrôle de service fait, qui est un contrôle sur pièces, ne permet pas : réalité du projet, comptabilité distincte et pièces comptables originales, respect des obligations de publicité, etc. Elle a également un but pédagogique, en accompagnant le bénéficiaire dans le suivi de son projet. Si des réserves sont émises par l’autorité de gestion à l’issue de cette visite, une phase contradictoire s’engage avec le bénéficiaire afin qu’il se mette en conformité et que les réserves soient levées.

## Annexe II – Liste des tables et figures

Figure 1 – Définitions et exemples des indicateurs de réalisation et de résultat

Figure 2 – La saisie des valeurs prévisionnelles dans e-Synergie

Figure 3 – Aperçu de la saisie du tableau de favorabilité au cadre de performance

Figure 4 – Les trois critères de favorabilité au cadre de performance et l’avis sur l’instruction

Figure 5 – Aperçu du tableau de donnée compilées

Figure 6 – Exemple d’un questionnaire participant

Figure 7 – Exemple d’un tableur de saisie des participants

Figure 8 – La saisie des réalisations effectives dans e-Synergie

Figure 9 – Automatisation du calcul des réalisations effectives à partir du tableau de données compilées

Figure 10 – Automatisation du calcul des réalisations effectives à partir du tableur de saisie des participants

## Annexe III – Références règlementaires

### Règlement UE n°2021/1060

Article 16 – Cadre de performance

1. Chaque État membre met en place un cadre de performance pour permettre de suivre et d’évaluer les performances du programme au cours de la mise en œuvre du programme et d’en rendre compte, et pour contribuer à mesurer les performances globales des Fonds.

Le cadre de performance comprend:

1. les indicateurs de réalisation et de résultat liés aux objectifs spécifiques fixés dans les règlements spécifiques aux Fonds qui ont été retenus pour le programme ;
2. les valeurs intermédiaires que les indicateurs de réalisation doivent atteindre d’ici à la fin de l’année 2024 ; et
3. les valeurs cibles que les indicateurs de réalisation et de résultat doivent atteindre d’ici à la fin de l’année 2029.

2. Des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles sont fixées pour chaque objectif spécifique au sein d’un programme, à l’exception de l’assistance technique et de l’objectif spécifique consistant à lutter contre la privation matérielle, énoncé à l’article 4, paragraphe 1, point m), du règlement FSE+.

3. Les valeurs intermédiaires et les valeurs cibles permettent à la Commission et à l’État membre de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs spécifiques. Elles satisfont aux exigences énoncées à l’article 33, paragraphe 3, du règlement financier.

Article 17 – Méthode d’établissement du cadre de performance

1. La méthode utilisée pour établir le cadre de performance comprend :

1. les critères appliqués par l’État membre pour choisir les indicateurs ;
2. les données ou éléments de preuve utilisés, l’assurance de la qualité des données et la méthode de calcul ;
3. les facteurs susceptibles d’influer sur l’obtention des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles et la façon dont il en a été tenu compte.

2. L’État membre met, sur demande, la méthode d’établissement du cadre de performance à la disposition de la Commission.

Article 18 – Examen à mi-parcours et montant de flexibilité

1. Pour les programmes soutenus par le FEDER, le FSE+, le Fonds de cohésion et le FTJ, l’État membre procède à un examen de chaque programme, en tenant compte des éléments suivants:

1. les nouveaux défis recensés dans les recommandations par pays pertinentes adoptées en 2024 ;
2. les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan national intégré en matière d’énergie et de climat, le cas échéant ;
3. les progrès accomplis dans la mise en œuvre des principes du socle européen des droits sociaux ;
4. la situation socioéconomique de l’État membre ou de la région concernés, une attention particulière étant accordée aux besoins territoriaux, compte tenu de toute évolution financière, économique ou sociale négative majeure ;
5. les principaux résultats des évaluations pertinentes ;
6. les progrès accomplis dans l’obtention des valeurs intermédiaires, compte tenu des éventuelles difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre du programme ;
7. pour les programmes soutenus par le FTJ, l’évaluation effectuée par la Commission, conformément à l’article 29, paragraphe 1, point b), du règlement (UE) 2018/1999.

2. Pour chaque programme, l’État membre présente à la Commission, au plus tard le 31 mars 2025, une évaluation des résultats de l’examen à mi-parcours, comprenant une proposition relative à l’affectation définitive du montant de la flexibilité visé à l’article 86, paragraphe 1, deuxième alinéa.

3. Si cela est jugé nécessaire à l’issue de l’examen à mi-parcours du programme ou lorsque de nouveaux défis ont été recensés en application du paragraphe 1, point a), l’État membre soumet à la Commission l’évaluation visée au paragraphe 2, accompagnée du programme modifié.

Les révisions comprennent:

1. les ressources financières allouées par priorité;
2. des valeurs cibles révisées ou nouvelle s;
3. les contributions à verser, le cas échéant, au programme InvestEU par Fonds et par catégorie de région.

La Commission approuve le programme révisé conformément à l’article 24, y compris l’affectation définitive du montant de la flexibilité.

4. Lorsque, à la suite de l’examen à mi-parcours, l’État membre considère qu’il n’est pas nécessaire de modifier le programme, la Commission:

1. adopte, dans les trois mois suivant la présentation de l’évaluation visée au paragraphe 2, une décision confirmant l’affectation définitive du montant de la flexibilité ; ou
2. demande à l’État membre, dans les deux mois suivant la présentation de l’évaluation visée au paragraphe 2 du présent article, de soumettre un programme modifié conformément à l’article 24.

5. Jusqu’à l’adoption de la décision de la Commission confirmant l’affectation définitive du montant de la flexibilité, ledit montant n’est pas disponible pour la sélection des opérations.

6. La Commission établit un rapport sur le résultat de l’examen à mi-parcours et le soumet au Parlement européen et au Conseil d’ici la fin de 2026.

Article 41 – Examen annuel des performances

1. Des réunions d’examen sont organisées une fois par an entre la Commission et chaque État membre pour examiner la progression de chaque programme. Les autorités de gestion concernées participent aux réunions d’examen.

La réunion d’examen peut porter sur plusieurs programmes.

La réunion d’examen est présidée par la Commission ou, si l’État membre le demande, coprésidée par l’État membre et la Commission.

2. Par dérogation au paragraphe 1, premier alinéa, pour les programmes soutenus par le FAMI, le FSI et l’IGFV, la réunion d’examen est organisée au moins deux fois durant la période de programmation.

3. Pour les programmes soutenus par le FEDER, le FSE+, le Fonds de cohésion, le FTJ et le FEAMPA, l’État membre fournit à la Commission, au plus tard un mois avant la réunion d’examen, des informations concises sur les éléments énumérés à l’article 40, paragraphe 1. Ces informations reposent sur les données les plus récentes dont dispose l’État membre.

Pour les programmes limités à l’objectif spécifique énoncé à l’article 4, paragraphe 1, point m), du règlement FSE+, les informations à fournir, qui reposent sur les données les plus récentes disponibles, sont limitées à celles énoncées à l’article 40, paragraphe 1, points a), b), e), f) et h), du présent règlement.

4. L’État membre et la Commission peuvent convenir de ne pas organiser de réunion d’examen. Dans ce cas, l’examen peut être réalisé par écrit.

5. Le résultat de la réunion d’examen est consigné dans un procès-verbal agréé.

6. L’État membre assure le suivi des questions soulevées au cours de la réunion d’examen qui ont une incidence sur la mise en œuvre du programme et informe la Commission, dans un délai de trois mois, des mesures prises pour y répondre.

7. Pour les programmes soutenus par le FAMI, le FSI et l’IGFV, l’État membre soumet un rapport annuel de performance conformément aux règlements spécifiques aux Fonds.

Article 42 – Transmission de données

1. L’État membre ou l’autorité de gestion transmet par voie électronique à la Commission les données cumulées pour chaque programme au plus tard les 31 janvier, 30 avril, 31 juillet, 30 septembre et 30 novembre de chaque année, selon le modèle figurant à l’annexe VII, à l’exception des données requises au paragraphe 2, point b), et au paragraphe 3, qui sont transmises par voie électronique au plus tard les 31 janvier et 31 juillet de chaque année.

La première transmission est prévue pour le 31 janvier 2022 et la dernière pour le 31 janvier 2030 au plus tard.

Pour les priorités soutenant l’objectif spécifique visé à l’article 4, paragraphe 1, point m), du règlement FSE+, les données sont transmises chaque année le 31 janvier au plus tard.

Le règlement FSE+ peut prévoir des règles spécifiques concernant la fréquence de la collecte et de la transmission des indicateurs de résultats à long terme.

2. Les données sont ventilées pour chaque priorité par objectif spécifique et, le cas échéant, par catégorie de région, et portent sur:

1. le nombre d’opérations sélectionnées, leur coût total éligible, la contribution des Fonds et les dépenses totales éligibles déclarées par les bénéficiaires à l’autorité de gestion, tous ventilés par type d’intervention ;
2. les valeurs des indicateurs de réalisation et de résultat pour les opérations sélectionnées et les valeurs obtenues par les opérations.

3. Pour les instruments financiers, des données sont également fournies sur les éléments suivants:

1. les dépenses éligibles par type de produit financier ;
2. le montant des coûts et frais de gestion déclarés comme dépenses éligibles ;
3. le montant, par type de produit financier, des ressources publiques et privées mobilisées en sus des Fonds ;
4. les intérêts et autres gains générés par le soutien des Fonds aux instruments financiers visés à l’article 60 ainsi que les ressources reversées imputables au soutien des Fonds visées à l’article 62 ;
5. la valeur totale des prêts, participations ou quasi-participations accordés aux bénéficiaires finaux qui ont été garantis par des ressources des programmes et qui ont été effectivement décaissés en faveur des bénéficiaires finaux.

4. Les données transmises conformément au présent article sont fiables et reflètent les données enregistrées sous forme électronique visées à l’article 72, paragraphe 1, point e), à la fin du mois précédant le mois de transmission.

5. L’État membre ou l’autorité de gestion publie toutes les données transmises à la Commission ou fournit un lien vers ces données sur le portail internet visé à l’article 46, point b), ou sur le site internet visé à l’article 49, paragraphe 1.

Article 44 – Évaluation par l’État membre

1. L’État membre ou l’autorité de gestion réalise des évaluations des programmes au regard d’un ou de plusieurs des critères suivants: l’efficacité, l’efficience, la pertinence, la cohérence et la valeur ajoutée de l’Union, dans le but d’améliorer la qualité de conception et de mise en œuvre des programmes. Les évaluations peuvent également porter sur d’autres critères pertinents, tels que le caractère inclusif, la non-discrimination et la visibilité, et couvrir plusieurs programmes.

2. En outre, une évaluation de chaque programme visant à en apprécier l’impact est réalisée au plus tard le 30 juin 2029.

3. Les évaluations sont confiées à des experts internes ou externes qui sont indépendants sur le plan fonctionnel.

4. L’État membre ou l’autorité de gestion veille à la mise en place des procédures requises pour produire et collecter les données nécessaires aux évaluations.

5. L’État membre ou l’autorité de gestion élabore un plan d’évaluation, qui peut porter sur plusieurs programmes. Pour le FAMI, le FSI et l’IGFV, ce plan comporte une évaluation à mi-parcours devant être achevée au plus tard le 31 mars 2024.

6. L’État membre ou l’autorité de gestion transmet le plan d’évaluation au comité de suivi au plus tard un an après la décision portant approbation du programme.

7. Toutes les évaluations sont publiées sur le site internet visé à l’article 49, paragraphe 1.

### Règlement FSE+ n°2021/1057

Article 17 – Indicateurs et rapports

1. Les programmes bénéficiant du soutien général au titre du volet FSE+ relevant de la gestion partagée utilisent les indicateurs communs de réalisation et de résultat figurant à l’annexe I afin de suivre les progrès dans la mise en œuvre. Les programmes peuvent également utiliser des indicateurs spécifiques des programmes.

2. Lorsqu’un État membre affecte ses ressources à l’objectif spécifique énoncé à l’article 4, paragraphe 1, point l), pour cibler les personnes les plus démunies, conformément à l’article 7, paragraphe 5, premier alinéa, les indicateurs communs définis à l’annexe II s’appliquent.

3. La valeur de référence initiale des indicateurs de réalisation communs et spécifiques des programmes est fixée à zéro. Lorsque la nature des opérations soutenues le nécessite, des valeurs intermédiaires et des valeurs cibles quantifiées cumulatives de ces indicateurs sont fixées en chiffres absolus. Les valeurs communiquées des indicateurs de réalisation sont exprimées en chiffres absolus.

4. La valeur de référence des indicateurs de résultat communs et spécifiques des programmes pour lesquels une valeur cible a été déterminée pour 2029 est fixée au moyen des données les plus récentes disponibles ou d’autres sources d’information pertinentes. Les objectifs afférents aux indicateurs communs de résultat sont fixés en chiffres absolus ou sous forme de pourcentage. Les indicateurs de résultat spécifiques des programmes et les objectifs y afférents peuvent être exprimés en termes quantitatifs ou qualitatifs. Les valeurs communiquées des indicateurs communs de résultat sont exprimées en chiffres absolus.

5. Les données sur les indicateurs se rapportant aux participants ne sont transmises que lorsque toutes les données requises en vertu de l’annexe I, point 1.1, relatives à ce participant sont disponibles.

6. Lorsque des données sont disponibles dans des registres ou des sources équivalentes, les États membres peuvent permettre aux autorités de gestion et aux autres organismes chargés de la collecte des données nécessaires au suivi et à l’évaluation du soutien général au titre du volet FSE+ relevant de la gestion partagée d’obtenir des données à partir de ces registres ou sources équivalentes, conformément à l’article 6, paragraphe 1, points c) et e), du règlement (UE) 2016/679.

7. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l’article 37 pour modifier les indicateurs figurant aux annexes I et II lorsque cela est jugé nécessaire pour assurer une évaluation efficace de l’évolution de la mise en œuvre des programmes. De telles modifications sont proportionnées et tiennent compte de la charge administrative supportée par les États membres et les bénéficiaires. Les actes délégués adoptés conformément au présent paragraphe ne modifient pas la méthode de collecte des données prévue aux annexes I et II.

## Annexe IV – Documents supports

### A) Note méthodologique

* Critère de sélection des indicateurs ;
* Justification et méthodologie de la fixation des objectifs intermédiaires et cibles ;
* Facteurs externes susceptible d’impacter (positivement ou négativement) l’atteinte des objectifs.

### B) Questionnaires d’entrée et sortie (FSE+)

* OS 4.1 « Entrepreneuriat » ;
* OS 4.6 « Lutte contre le décrochage scolaire » ;
* OS 4.7 « Formation professionnelle ».

### C) Tableurs de saisie des données participants (FSE+)

* OS 4.1 « Entrepreneuriat » ;
* OS 4.6 « Lutte contre le décrochage scolaire » ;
* OS 4.7 « Formation professionnelle ».

### D) Tableaux de données compilées (FEDER lorsqu’un soutien à des entreprises est prévu)

* OS 1.1 « Recherche et innovation » ;
* OS 1.3 « Soutien des PME ».

1. Règlement UE n° 2021/1060, article 16(1). [↑](#footnote-ref-1)
2. Règlement UE n° 2021/1060, article 16(3). [↑](#footnote-ref-2)
3. Règlement UE n° 2021/1060, article 16(2). [↑](#footnote-ref-3)
4. Lors de la précédente programmation (2014-2020), les indicateurs de résultat ne ciblaient pas directement les effets des interventions soutenues par les fonds européens. Il s’agissait de statistiques régionales ou nationales liés au type d’intervention. [↑](#footnote-ref-4)
5. Règlement UE n° 2021/1060, article 17(1). [↑](#footnote-ref-5)
6. Règlement UE n° 2021/1060, article 42(1 et 2b). [↑](#footnote-ref-6)
7. Règlement UE n° 2021/1060, article 41(1). [↑](#footnote-ref-7)
8. Règlement UE n° 2021/1060, article 18. [↑](#footnote-ref-8)
9. Règlement UE n° 2021/1060, article 43. [↑](#footnote-ref-9)
10. Règlement UE n° 2021/1060, article 44. [↑](#footnote-ref-10)
11. Règlement UE n° 2021/1060, article 42. [↑](#footnote-ref-11)
12. Règlement UE n° 2021/1060, article 42(2b) et annexe VII, tableau 5, 8 et 9. [↑](#footnote-ref-12)
13. Règlement FSE+ n° 2021/1057, annexes I et III. [↑](#footnote-ref-13)
14. Règlement FSE+ n° 2021/1057, article 17(5). [↑](#footnote-ref-14)